

## L'Avenir des traités d'investissement (Axe 2)

# L'interaction entre les clauses de la nation la plus favorisée et les modalités de règlement des différends dans les traités d'investissement

Note de recherche du secrétariat de l'OCDE  
30 novembre 2022

---

Les travaux sur l'Avenir des traités d'investissement se déroulent sous l'égide du Comité de l'Investissement de l'OCDE. À l'heure actuelle, 99 juridictions sont invitées à y participer.

Ce document a été élaboré pour soutenir la réunion sous l'Axe 2 qui s'est tenu le 12 avril 2023 et a été initialement distribué sous la cote DAF/INV/TR2/WD(2023)1. Les travaux sont documentés sur la page <https://oe.cd/lati> (également disponible en langue anglaise à l'adresse <https://oe.cd/foit>).

Cette note a été préparée par Rima Bugaighis, Clémentine Faivre et Joachim Pohl.

Contact: [investment@oecd.org](mailto:investment@oecd.org)

---

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OCDE ou des gouvernements de ses pays membres. Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

© OECD 2023.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.

## *Table des matières*

<b>Contexte et objet.....</b>	<b>5</b>
<b>Synthèse des observations.....</b>	<b>8</b>
<b>1. Formulations dans les anciens traités : ambivalence et incertitudes quant à la relation entre la clause NPF et les modalités de règlement des différends.....</b>	<b>10</b>
<b>2. Formulations dans les traités plus récents : exclusion des modalités de règlement des différends du champ d’application des clauses NPF ou non-inclusion de clauses NPF dans les traités .....</b>	<b>15</b>
2.1. Apparition et diffusion des formulations explicites qui excluent les modalités de règlement des différends du champ d’application des clauses NPF .....	15
2.2. Modalités de diffusion de la nouvelle pratique au sein des traités.....	21
2.2.1. La nouvelle approche se diffuse en grande partie par le biais de traités régissant de nouvelles relations entre juridictions qui n’étaient jusque-là pas couvertes pas des traités .....	21
2.2.2. Les traités plurilatéraux jouent un rôle majeur dans la diffusion de la nouvelle approche ..	22
2.3. Malgré le recours fréquent à la caractéristique, un nombre élevé de traités comportant des clauses NPF non clarifiées reste en vigueur.....	22
<b>3. Différentes formulations qui excluent explicitement les modalités de règlement des différends du champ d’application des clauses NPF .....</b>	<b>26</b>
3.1. Description des modalités de règlement des différends qui sont exclues .....	27
3.1.1. Exclusion par référence aux types de traités comprenant ces modalités .....	28
3.1.2. Exclusion par référence directe à ces modalités.....	30
3.1.3. Exclusion générale sans précision quant au type de traité ou au type de modalité de règlement des différends .....	32
3.1.4. Exclusion d’autres éléments de procédure et/ou de compétence et/ou judiciaires.....	33
3.2. Formulations et terminologie des exclusions des modalités de règlement des différends.....	33
3.3. Délimitations de l’exclusion .....	34
3.4. Champ d’application du traitement NPF – listes d’aspects liés à l’investissement .....	36
<b>Annex A. Échantillon et méthodologie .....</b>	<b>37</b>
Composition de l’échantillon.....	37
Traitement des amendements et des accords annexes .....	39
Coexistence de traités distincts dans une relation bilatérale donnée.....	39
<b>Annex B. Liste des traités et documents connexes de l’échantillon .....</b>	<b>41</b>

### **Graphiques**

Graphique 1. Profil des traités dans le temps et approches adoptées qui spécifient la relation entre les modalités de règlement des différends et la NPF (1959-2022)	14
Graphique 2. Évolution de la présence de formulations excluant les modalités de règlement des différends du champ d’application des clauses NPF ou la non-inclusion clauses NPF dans les traités (2003-2022)	18
Graphique 3. Première adhésion et recours systématique soit à l’exclusion des modalités de règlement des différends du champ d’application de la clause NPF ou à la non-inclusion de la clause NPF	19
Graphique 4. Répartition des approches relatives à l’exclusion des modalités de règlement des différends du champ d’application de la clause NPF par le biais d’une clause explicite ou l’absence de clause NPF dans l’échantillon de traités (2003-2022)	20

Graphique 5. Part des relations qui excluent explicitement les modalités de règlement des différends du champ d'application des clauses NPF ou qui ne prévoient pas de clauses NPF, pour l'ensemble de traités conclus après 2003 par rapport aux ensembles de traités par juridictions	23
Graphique 6. Diffusion des formulations qui spécifient les clauses NPF au sujet des modalités de règlement des différends dans l'ensemble des traités (1980 à 2022)	25
Graphique 7. Structure simplifiée des éléments textuels qui composent l'exclusion explicite des modalités de règlement des différends du champ d'application de la clause NPF	27
Graphique 8. Fréquence des références aux types de <i>traités</i> et de <i>différends</i> pour définir le contenu de l'exclusion portant sur les modalités de règlement des différends dans les traités qui excluent explicitement les modalités de règlement des différends du champ d'application des clauses NPF	28
Figure A A.1. Composition de l'échantillon : traités et relations couvertes par des traités 2003-2022	38

## Contexte et objet

1. Les traités d'investissement<sup>1</sup> conclus depuis la fin des années 1950 comportent presque universellement une clause qui accorde aux investisseurs de la nationalité d'un des États signataires le traitement de la « nation la plus favorisée » (NPF), c'est-à-dire un traitement non moins favorable que celui accordé par un État d'accueil aux autres investisseurs d'États tiers. Plus de 99% des traités d'investissement conclus par les 99 juridictions<sup>2</sup> invitées à participer aux travaux portant sur l'*Avenir des traités d'investissement* organisés par l'OCDE contiennent une clause NPF.<sup>3</sup>

2. À partir des années 1970, certaines juridictions ont introduit des mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États au sein de leurs traités d'investissement.<sup>4</sup> Ces mécanismes permettent aux investisseurs étrangers de poursuivre des États d'accueils pour des manquements présumés aux protections prévues par les traités. Les clauses NPF ne précisait pas initialement si et dans quelle mesure leur champ d'application couvrait ces modalités de règlement des différends, et par conséquent si les investisseurs protégés pouvaient bénéficier, via une clause NPF, des modalités de

---

<sup>1</sup> Les expressions suivantes : « *traités d'investissement* », « *traités* » et « *accords* » sont utilisées de manière interchangeable dans cette note, et comprennent les traités bilatéraux d'investissement (TBI), les traités multilatéraux et plurilatéraux d'investissement, ainsi que les chapitres sur l'investissement inclus dans les accords commerciaux préférentiels (ACP) ou les accords de libre-échange (ALE) bilatéraux ou plurilatéraux. Les Traités d'amitié, de commerce et de navigation ne sont pas inclus dans l'échantillon de cette étude. Des informations détaillées sur la composition de l'échantillon sont disponibles aux Annexes A et B.

<sup>2</sup> Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Belgique, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, République tchèque, Danemark, Équateur, Égypte, Estonie, Éthiopie, Finlande, France, Géorgie, Allemagne, Ghana, Grèce, Guinée, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Irlande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Corée, Kosovo, Koweït, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Mali, Maurice, Mexique, Moldova, Mongolie, Monténégro, Maroc, Mozambique, Namibie, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Macédoine du Nord, Norvège, Oman, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Arabie saoudite, Sénégal, Serbie, Singapour, République slovaque, Slovénie, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Suisse, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine, Émirats arabes unis, Royaume-Uni, États-Unis, Uruguay, Ouzbékistan, Viet Nam, Union Européenne.

\* Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244/99 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'à l'avis consultatif de la Cour internationale de justice sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

<sup>3</sup> Douze traités de l'échantillon des 2,429 traités ne contiennent pas de clause NPF. Dans cette note, toutes les observations, y compris, mais sans s'y limiter, les conceptions, les approches et les tendances en matière de formulation des traités et les conclusions tirées sur cette base se rapportent exclusivement aux données extraites de l'échantillon de traités étudiés. La composition de l'échantillon, la méthode d'échantillonnage et d'autres questions liées à la méthodologie et à la terminologie sont exposées à l'Annexe A.

<sup>4</sup> Concernant l'émergence et la diffusion des mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États, voir Pohl, J., K. Mashigo and A. Nohen (2012), "Dispute Settlement Provisions in International Investment Agreements: A Large Sample Survey", *OECD Working Papers on International Investment*, No.2012/02, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/5k8xb71nf628-en>.

règlement des différends d'un autre traité d'investissement que l'État d'accueil aurait conclu avec un État tiers.

3. Dans le contexte des différends en matière d'investissement, l'absence de formulation spécifique et explicite concernant la relation entre la clause NPF et les modalités de règlement des différends a engendré des incertitudes et donc des coûts, autant pour les États d'accueil que pour les investisseurs. Dans le cadre de plusieurs différends, des parties demanderesses ont fait valoir auprès de tribunaux arbitraux que les dispositions NPF des traités leur permettaient d'importer de modalités de règlement des différends prévus par des traités tiers.<sup>5</sup> Les tribunaux ont tranché ces demandes de manière différente.

4. À partir des années 1990, un certain nombre de juridictions ont conclu des traités qui prévoyaient explicitement que les modalités de règlement des différends étaient *couvertes* par le champ d'application de la disposition NPF. Cette approche restera néanmoins marginale et brève, et ne sera plus observée dans les traités conclus après 2011.

5. Certaines juridictions ont à partir de cette date, commencé à préciser le champ d'application des clauses NPF au moyen de listes qui décrivent les aspects auxquels le traitement NPF s'applique. Cette approche s'inscrit dans le cadre d'une évolution plus générale de la pratique en matière de traités et des clauses NPF qui a débuté en 1993. Dans la mesure où ces listes ne mentionnent pas explicitement les modalités de règlement des différends, cette approche ne résout pas la question de savoir si ces modalités sont ou non couvertes par le champ d'application de la clause NPF. Certains tribunaux ont jugé que les modalités de règlement des différends étaient couvertes par certains éléments de ces listes positives, tels que « *les activités d'investissement* » (« *investment activities* »).<sup>6</sup>

6. Dès 2003, certaines juridictions ont commencé à envisager une exclusion explicite des modalités de règlement des différends du champs d'application des clauses NPF, en réaction à une sentence arbitrale (« *Maffezini* »<sup>7</sup>). Les traités conclus ultérieurement, à partir de 2004, mettent en œuvre cette approche, qui a depuis lors été adoptée plus largement. Ainsi, depuis 2004, la part des nouveaux traités qui prévoient une exclusion explicite des modalités de règlement des différends du champ d'application des clauses NPF n'a cessé d'augmenter et est devenue au cours des dernières années une caractéristique quasi-systématique des nouveaux traités. Dans le même temps, un certain nombre de juridictions ont de leur côté fait le choix de ne pas inclure de clauses NPF dans leurs traités d'investissement, ce qui résout également – bien qu'indirectement – l'incertitude quant à la relation entre le traitement NPF et les modalités de règlement des différends.<sup>8</sup>

---

<sup>5</sup> Dans le cadre de cette note, les références aux *traités de base* et aux *traités tiers* concernent les traités applicables à un différend qui comportent une clause NPF, et les traités conclus entre un État d'accueil et un État tiers.

<sup>6</sup> Voir la section □, ci-dessous.

<sup>7</sup> Voir les paragraphes 16-17, ci-dessous.

<sup>8</sup> L'Inde et le Brésil font partie des juridictions qui n'incluent pas de clauses NPF dans certains de leurs accords plus récents, mais d'autres juridictions ont également fait ce choix. Voir l'[ALE UE-Singapour](#), l'[ALE Inde-Singapour \(2006\)](#), l'[ALE Inde-Corée du Sud \(2009\)](#), le [Modèle de TBI de l'Inde \(2015\)](#), le [Premier protocole d'amendement de l'Accord de partenariat économique global ASEAN-Japon \(2019\)](#), le [TBI Brésil-Inde \(2020\)](#), le [TBI Brésil-Mozambique \(2015\)](#), et [TBI Inde-Taïpei chinois \(2018\)](#). Deux traités d'investissement ne prévoyant pas de clause NPF sont antérieurs à cette période : le [TBI Chine-Syrie \(1996\)](#) et le [TBI Égypte-Ouzbékistan \(1992\)](#). Ces deux traités ne correspondent pas à un modèle et ne reflètent pas un choix que les parties contractantes à ces traités ont fait pour d'autres traités conclus à la même époque.

7. La présente note a pour objet de tracer et d'analyser l'évolution du traitement par les traités d'investissements de la question de l'importation de modalités de règlement des différends à partir de traités conclus avec des tiers. Elle présente :

- Comment les 99 juridictions invitées à participer au programme de travail de l'Axe 2 de l'OCDE portant sur l'*Avenir des traités d'investissement* établissent la relation entre les clauses NPF de leurs traités et celles organisant les modalités de règlement des différends dans leurs traités, et comment cette caractéristique a évolué dans le temps ;
- Comment ces nouvelles approches se répandent au sein de l'ensemble de leurs traités ; et
- Comment ces nouvelles approches sont conçues.

8. L'objectif de cette note est double. Il est tout d'abord question d'apporter un éclairage factuel aux réflexions générales des gouvernements des 99 juridictions qui sont invitées à participer à l'Axe 2 du programme de travail portant sur l'*Avenir des traités d'investissement* sur la question de savoir s'il serait préférable que certaines dispositions de fond, qui figurent principalement dans les traités plus anciens, se calquent davantage sur des modèles plus récents de clauses désormais utilisés de manière quasi systématique. Il est ensuite question d'analyser plus en détail quelles solutions peuvent être envisagées concernant la relation entre les modalités de règlement des différends et la clause NPF.

9. Pour répondre à ces deux objectifs la note est structurée comme suit : après une présentation d'une Synthèse des observations, la note décrit dans la section 1 comment les premières formulations des clauses NPF, aujourd'hui largement écartées, envisageaient la relation entre les modalités de règlement des différends et la clause NPF. La section 2 retrace de son côté l'émergence et la diffusion d'approches plus récentes qui excluent explicitement les modalités de règlement des différends du champ d'application de la clause NPF ou qui ne prévoient pas d'inclure de clause NPF dans le traité. La section 3 décrit en détail comment l'exclusion explicite des modalités de règlement des différends du champ d'application des clauses NPF est formulée dans les traités. L'Annexe A précise l'échantillon ayant servi de base à cette note ainsi que sa méthodologie. L'Annexe B comprend quant à elle la liste complète des traités et des documents connexes ayant servi de base à la présente étude.

## Synthèse des observations

10. Cette note résume les conclusions d'une analyse portant sur les formulations de 2429 traités d'investissement et accords connexes conclus ou convenus entre 1959 et 2022 par les 99 juridictions invitées à participer au projet de l'Axe 2 sur l'*Avenir des traités d'investissement*. L'étude se penche plus particulièrement sur la manière dont ces traités conçoivent l'interaction des clauses de la NPF et les modalités de règlement des différends prévues dans certains de ces traités. La note ne se penche pas sur la conception des clauses NPF de manière générale.

11. Cette analyse aboutit à plusieurs observations qui peuvent être classées autour de deux thèmes :

### *Les tendances et approches en matière de clarification du champ d'application des clauses NPF en ce qui concerne les modalités de règlement des différends*

- Les traités d'investissement conclus entre 1959 et 2022 reflètent des approches différentes quant à l'extension du champ d'application des clauses NPF aux modalités de règlement des différends. Ces choix sont associés à des périodes distinctes dans le temps.
- Les clauses NPF de la grande majorité des traités, et dans l'intégralité des traités types conclus jusqu'au début des années 1990, ne font aucune mention à la question de savoir si les effets des clauses NPF s'étendent aux modalités de règlement des différends. Environ 2.000 traités examinés dans le cadre de cette étude comprennent cette conception non spécifiée.
- Un nombre restreint de traités conclus entre 1990 et 2011 stipulent de manière explicite que les modalités de règlement des différends sont *couvertes* par le champ d'application des clauses NPF. Cette approche ne fut que temporaire et très minoritaire ; elle a presque entièrement été écartée il y a plus de dix ans. Quelques dizaines de traités qui adoptent cette approche demeurent encore en vigueur.
- Une part croissante de traités conclus depuis 2004 contient des clauses NPF qui formulent de manière explicite l'exclusion des modalités de règlement des différends du champ d'application des clauses NPF. Cette approche s'est depuis répandue et est désormais adoptée par un nombre important de juridictions dans leurs nouveaux traités. De nombreuses juridictions ont adopté cette approche de manière systématique depuis plusieurs années, avec la quasi-totalité des nouveaux traités adoptant cette approche.
- Un nombre moins important d'accords conclus depuis 2002 ne comportent pas de clauses NPF, ce qui résout, quoiqu'indirectement, la question de savoir si les modalités de règlement des différends de traités tiers peuvent ou non être importés.<sup>9</sup>

---

<sup>9</sup> L'exclusion de certains types de modalités de règlement des différends, et plus particulièrement des mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États, de tous les traités d'une juridiction pourrait également être envisagé pour répondre à cette question, car aucune procédure de ce type ne pourrait alors être importée d'un traité tiers. Le champ d'application des modalités de règlement des différends qui sont exclus dans de nombreux traités va cependant au-delà des mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États (voir la section 3.1).



- Les approches visant à exclure les modalités de règlement des différends du champ d'application de la clause NPF ou à ne pas inclure de clause NPF dans un traité se sont répandues principalement par le biais de nouveaux traités. Nouveaux traités qui ont été conclus dans le cadre de relations qui n'étaient jusqu'alors pas encore régies par des règles bilatérales d'investissement ou, dans une moindre mesure, dans le cadre de remplacements de traités plus anciens. Les traités plurilatéraux jouent également un rôle très important dans la diffusion de cette caractéristique. Ils sont ainsi à l'origine presque 70% des relations conventionnelles dans le cadre desquelles les modalités de règlement des différends sont exclues du champ d'application de la clause NPF.

*Les formulations de l'exclusion explicite des modalités de règlement des différends du champ d'application des clauses NPF*

- L'exclusion explicite des modalités de règlement des différends du champ d'application de la clause NPF s'exprime par le biais d'une seule approche qui est structurellement homogène. Cette formulation est constituée de trois éléments :
  - La définition des types de modalités de règlement des différends ou des types de traités dont les modalités de règlement des différends sont exclues du champ d'application de la clause NPF (« *traités d'investissement* », « *procédures de règlements des différends* ») ;
  - Une caractérisation de la formulation-même de l'exclusion (par exemple, « *pour plus de certitude* », « *for greater clarity* ») ; et
  - Une notion de l'exclusion des modalités de règlement des différends du champ d'application de la clause NPF (« *ne sera pas interprété* », « *ne s'appliquera pas* » ; « *shall not be construed* », « *shall not apply* »).
- Les formulations exactes utilisées pour formuler l'exclusion varient dans le détail. Ces différences linguistiques conduisent à de nombreuses variantes qui expriment cette exclusion dans l'ensemble des traités de l'échantillon. Ces divergences linguistiques sont mineures, et il est donc peu probable qu'elles entraînent des différences de fond majeures.
- D'autres éléments qui figurent dans les traités plus récents précisent le champ d'application des clauses NPF, leur application et leur interprétation, mais ne semblent toutefois pas être destinés à préciser l'interaction entre la clause NPF et les modalités de règlement des différends.

## 1. Formulations dans les anciens traités : ambivalence et incertitudes quant à la relation entre la clause NPF et les modalités de règlement des différends

12. Plus de 99 % des traités d'investissement conclus par les 99 juridictions invitées à participer à l'Axe 2 des travaux portant sur l'*Avenir des traités d'investissement* depuis 1959 octroient un traitement de la « nation la plus favorisée ». <sup>10</sup> Environ 95 % d'entre eux prévoient également des mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États. <sup>11</sup>

13. Une large part des traités qui composent cet échantillon (un total de 2.429 traités et documents connexes) ont été conclus il y a plusieurs décennies. En règle générale, ces traités ne fournissent aucune clarification quant à la relation entre leurs clauses NPF et les modalités de règlement des différends. En d'autres termes, ces traités ne précisent pas si le champ d'application de leurs clauses NPF couvre ou non de telles modalités. La formulation des clauses relatives au traitement NPF dans la majorité des traités d'investissement se limite généralement à stipuler que les parties sont tenues d'accorder aux investisseurs visés un « traitement » non moins favorable que celui accordé aux investisseurs d'États tiers. Les formulations comprises dans les traités des cohortes antérieures ne définissent que rarement, voire jamais, le contenu du terme « traitement ». Lorsqu'elles le font, les listes exhaustives ou non-exhaustives qui définissent ou précisent les aspects des investissements auxquels le « traitement » NPF s'applique ne se réfèrent pas explicitement aux modalités de règlement des différends. <sup>12</sup> Elles ne contribuent donc pas à clarifier si le champ d'application de ces clauses MFN couvrent les modalités de règlement des différends.

---

<sup>10</sup> En général, la clause NPF se trouve dans des dispositions intitulées « *Most-Favoured-Nation Provisions* », « *Most-Favoured-Nation Clause* », « *Most-Favoured-Nation Treatment* », « *Most-Favoured-Nation Treatment with respect to the Promotion and Protection of Investments* » (par exemple, l'Accord de partenariat économique renforcé (CEPA) Nouvelle-Zélande-Thaïlande (2005)), « *Treatment of Investment* », « *Treatment* », « *National and Most-Favoured-Nation Treatment* », « *Non-Discriminatory Treatment* » (par exemple, le [TBI Australie-Hong Kong \(Chine\) \(2019\)](#) et le [TBI Canada-Hong Kong \(Chine\) \(2016\)](#), qui se réfèrent tous deux au « *Non-Discriminatory Treatment as Compared with a Non-Party's Investors* »), ou encore « *Protection and Treatment* ». Certains traités plus récents (et certains modèles de traités) ne comportent aucune clause NPF (par exemple, l'[Accord de protection des investissements UE-Singapour](#), l'[ALE Inde-Singapour \(2006\)](#), l'[ALE Inde-Corée du Sud \(2009\)](#), le [Modèle de TBI de l'Inde \(2015\)](#), le [Premier protocole d'amendement de l'Accord de partenariat économique global ASEAN-Japon \(2019\)](#), le [TBI Brésil-Inde \(2020\)](#), le [TBI Brésil-Mozambique \(2015\)](#), et [TBI Inde-Taïpei chinois \(2018\)](#)).

<sup>11</sup> Le chiffre le plus récent que le Secrétariat de l'OCDE a publié à cet égard – qui s'élevait à 96% des traités comportant des dispositions de règlement des différends entre investisseurs et États dans la population globale des traités de l'échantillon – figure dans Pohl, J., K. Mashigo and A. Nohen (2012), « *Dispute Settlement Provisions in International Investment Agreements: A Large Sample Survey* », OECD Working Papers on International Investment, 2012/02, OECD Publishing, <http://dx.doi.org/10.1787/5k8xb71nf628-en>. Ce nombre se rapporte à un ensemble plus restreint de seulement 54 juridictions, à un nombre de traités (1,660) inférieur à celui pris en compte pour la présente étude, et exclusivement à des traités conclus jusqu'à fin 2011. L'analyse sous-jacente à l'étude publiée en 2012 a été poursuivie, et le nombre présenté ici est une estimation proche basée sur l'échantillon étendu.

<sup>12</sup> Voir la section 3.1.4, ci-dessous.

14. Cette absence de clarification engendre de l'incertitude et de l'imprévisibilité quant aux obligations juridiques des parties contractantes. Elle donne potentiellement lieu à des modalités variées en matière de règlement des différends<sup>13</sup> et pourrait notamment aller à l'encontre de la tendance qui émerge à ne pas prévoir de dispositions relatives au règlement des différends entre investisseurs et États dans les traités d'investissement. En effet, une clause NPF vague pourrait être interprétée comme donnant accès à de telles modalités de règlement des différends, et ce même quand les parties contractantes n'aurait pas prévu de rendre ces modalités disponibles.

15. L'absence de formulations explicites quant à cette relation semble avoir contribué à un nombre considérable d'interprétations différentes et de sentences arbitrales divergentes. Dans le cadre de différends entre investisseurs et États, les parties demanderessees ont ainsi régulièrement invoqué des clauses NPF *muettes* – en d'autres termes, qui ne clarifient pas explicitement la relation entre la NPF et les modalités de règlement des différends – pour faire valoir que ces modalités relevaient du champ d'application de la clause NPF. Des investisseurs ont également souligné le caractère général et/ou l'absence de définition du terme « *traitement* » pour affirmer que les modalités de règlement des différends relevaient effectivement du « *traitement* » NPF.<sup>14</sup> De même, les références à une expression telle que « *toute matière relevant de cet Accord* » (« *all matters subject to this Agreement* »), auquel s'applique le traitement NPF d'un traité donné, a également été invoquée pour faire valoir que le traitement NPF couvre aussi les modalités de règlement des différends.<sup>15</sup> Par ailleurs, des parties demanderessees ont

---

<sup>13</sup> Concernant les écarts entre modalités de règlement des différends dans les traités, se référer à Pohl, J., K. Mashigo and A. Nohen (2012), “*Dispute Settlement Provisions in International Investment Agreements : A Large Sample Survey*”, OECD Working Papers on International Investment, 2012/02, OECD Publishing, <http://dx.doi.org/10.1787/5k8xb71nf628-en>.

<sup>14</sup> À titre d'exemple, dans le cadre d'arbitrages entre investisseurs et États, les demandeurs ont selon les cas cherché à atteindre une liste d'objectifs variés, aboutissant à une « importation » de dispositions procédurales « plus favorables » à travers l'utilisation de la clause NPF. Cette liste comprend par exemple l'importation de dispositions procédurales permettant: de contourner certaines conditions et/ou préconditions à l'arbitrage (comme l'obligation pour l'investisseur d'épuiser les recours internes ; de s'abstenir d'entamer une procédure arbitrale pendant une période de réflexion déterminée ; de rechercher une solution amiable et négociée au différend) ; de contourner les dispositions obligeant les investisseurs à choisir entre les recours internes et l'arbitrage international (clause dite d'« option irrévocable » ou de « *fork-in-the-road* ») ; d'obtenir l'accès aux mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États pour des réclamations contractuelles dans des cas où le traité de base ne prévoit pas cette possibilité ; d'obtenir l'accès au règlement des différends pour certaines violations présumées du traité qui n'étaient pas couvertes par le consentement [à un mécanisme particulier de règlement des différends] prévu dans le traité de base ; d'obtenir l'accès à un forum spécifique et/ou à un ensemble de règles de règlement des différends pour lesquels le traité de base ne prévoyait pas de consentement ; ou encore d'importer le consentement au règlement des différends entre investisseurs et États dans un traité de base qui ne prévoyait pas un tel consentement ou une telle offre d'arbitrage. Les tribunaux arbitraux ont adopté des positions différentes selon les cas. Par exemple, *Siemens A.G. v. Argentina*, ICSID Case No. ARB/02/8, [Decision on Jurisdiction, 3 August 2004](#), dans laquelle le tribunal arbitral a estimé que l'accès aux mécanismes de règlement des différends faisait partie du « *traitement* » des investisseurs et constituait un avantage accessible par le biais de la clause NPF ; *Impregilo S.p.A. v. Argentina*, ICSID Case No. ARB/07/17, [Award, 21 June 2011](#), dans laquelle le tribunal a considéré que le terme « *traitement* » était suffisamment large pour s'appliquer également aux questions de procédure telles que le règlement des différends.

<sup>15</sup> Par exemple, *Suez, Sociedad General de Aguas de Barcelona, S.A. and Vivendi Universal, S.A. v. Argentina*, ICSID Case No. ARB/03/19, [Decision on Jurisdiction, 3 August 2006](#), sentence

également invoqué des clauses NPF comportant des listes positives visant à préciser le « traitement » NPF (sans toutefois circonscrire explicitement son champ d'application en ce qui concerne les modalités de règlement des différends) pour faire valoir qu'un ou plusieurs éléments de ces listes et/ou les références aux « activités liées à [ces] investissements » couvrent les modalités de règlement des différends.<sup>16</sup>

16. La première sentence arbitrale publiée et rendue dans un arbitrage d'investissement qui a autorisé l'importation d'une disposition dans un traité tiers en se basant sur une clause NPF d'un traité de base est la sentence *Maffezini*. Dans cette sentence le tribunal arbitral a accepté que les modalités de règlement des différends d'un traité tiers, considérées comme plus favorables par l'investisseur étranger, soient importées dans le traité de base au bénéfice de l'investisseur, notamment en écartant l'exigence du traité de base de porter d'abord le litige auprès des tribunaux nationaux, et ce en l'absence de toute formulation explicite à cet effet.<sup>17</sup>

17. Plusieurs autres tribunaux, sans toutefois remettre la décision du tribunal dans la sentence *Maffezini*, ont décidé différemment en considérant que la formulation et le champ d'application des clauses NPF des traités de bases, en considérant par exemple qu'une clause NPF n'était pas assez large pour couvrir les modalités de règlement des différends.<sup>18</sup> D'autres sentences encore ont rejeté la possibilité d'importer des modalités de règlement des différends en l'absence d'une formulation explicite à cet effet, en se référant notamment à la formulation de la disposition NPF du traité de base ainsi qu'aux dispositions NPF des traités d'investissement conclus ultérieurement par les parties au litige.<sup>19</sup>

18. L'absence de clarification des formulations des clauses NPF en ce qui concerne les modalités de règlement des différends, qui caractérise les clauses des traités antérieurs, reste une question d'actualité. Des investisseurs continuent de présenter des demandes d'arbitrage contre des États d'accueils en invoquant les modalités de règlement des différends de traités tiers en se fondant sur les dispositions NPF de leur traité de base, et ce

---

dans laquelle le tribunal a fait observer que les mécanismes de règlement des différends entraînent dans le champ des « matières » couvertes par le traitement NPF en question et qu'en l'absence d'exclusion explicite à cet effet, ils devaient être couverts par la disposition NPF. Voir également, *Telefónica S.A. v. Argentina*, ICSID Case No. ARB/03/20, [Decision of the Tribunal on Objections to Jurisdiction](#), 25 May 2006 and *Impregilo S.p.A. v. Argentina*, ICSID Case No. ARB/07/17, [Award, 21 June 2011](#).

<sup>16</sup> Par exemple, *Siemens A.G. v. The Argentine Republic*, ICSID Case No. ARB/02/8, [Decision on Jurisdiction, 3 August 2004](#). La clause NPF du [TBI Argentine-Allemagne \(1991\)](#) se réfère aux « activités liées aux investissements » (« activities related to the investments »), et le Protocole au TBI définit les activités comme étant « en particulier, mais pas exclusivement, la gestion, l'utilisation et la jouissance d'un investissement » (« in particular, but not exclusively, the management, use, and enjoyment of an investment »).

<sup>17</sup> *Emilio Agustín Maffezini v. The Kingdom of Spain*, ICSID Case No. ARB/97/7, [Decision of the Tribunal on Objections to Jurisdiction, 25 January 2000](#). Dans cette affaire, le tribunal a néanmoins relevé les « limites importantes » (« important limits ») à une telle extension de la clause NPF au regard notamment de « considerations d'ordre public » (« public policy considerations »), voir les paragraphes 62-63.

<sup>18</sup> *Salini Costruttori S.p.A. and Italstrade S.p.A. v. The Hashemite Kingdom of Jordan*, ICSID Case No. ARB/02/13, [Decision on Jurisdiction, 9 November 2004](#).

<sup>19</sup> Par exemple, *Plama Consortium Limited v. Republic of Bulgaria*, ICSID Case No. ARB/03/24, [Decision on Jurisdiction, 8 February 2005](#).

en l'absence de formulations explicites à cet effet, et certaines de ces demandes aboutissent auprès de tribunaux arbitraux.<sup>20</sup>

19. Par ailleurs, parmi ces traités antérieurs, un sous-ensemble limité et distinct de 47 traités bilatéraux – environ 2 % de l'échantillon examiné dans le cadre de cette étude – présente une formulation qui intègre explicitement les modalités de règlement des différends dans le champ d'application de la clause NPF. Le premier traité comportant une telle caractéristique a été conclu en 1990.<sup>21</sup> La majorité des autres traités affichant cette caractéristique ont été conclus peu après que soit apparue cette approche, principalement entre 1993 et 1995. Seuls onze traités affichant cette caractéristique ont été conclus après 2000. Cette approche a été influencée par la pratique des traités du Royaume-Uni, et ce principalement dans les années 1990. Ainsi, parmi les 47 traités qui comportent cette formulation, 33 ont été conclus par le Royaume-Uni.<sup>22</sup> Aucun traité comportant cette formulation n'a été conclu après 2011.

20. À partir de 2003, l'approche qui a été adoptée par les gouvernements dans le but de clarifier la relation entre les modalités de règlement des différends et les clauses NPF a considérablement évolué, avec l'apparition de plus en plus fréquente de dispositions NPF qui excluent *explicitement* les modalités de règlement des différends de leur champ d'application. Ces évolutions sont exposées dans les sections suivantes. Le profil temporel global qui indique le nombre de traités conclus entre 1959 et 2022 est présenté dans le Graphique 1.

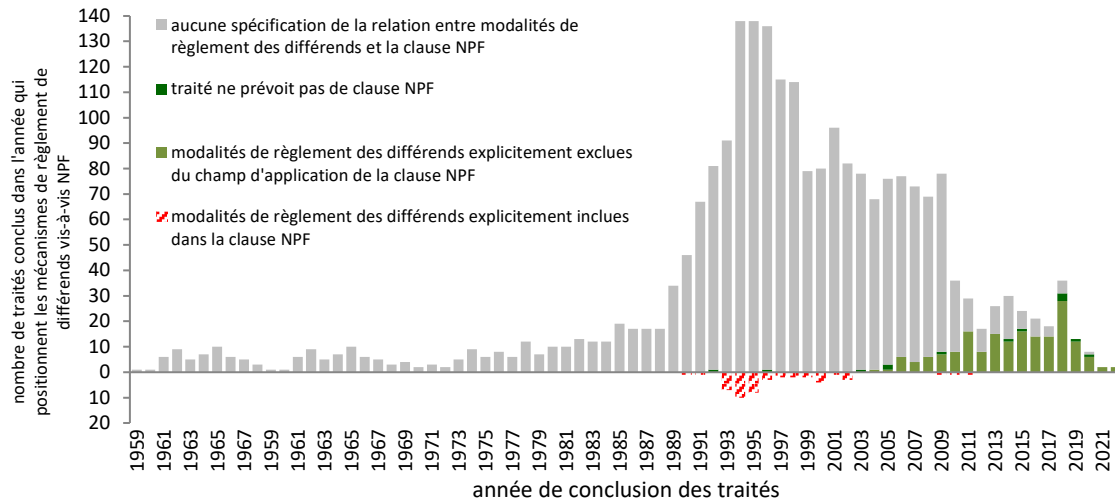
---

<sup>20</sup> Par exemple, *Teinver S.A., Transportes de Cercanías S.A. and Autobuses Urbanos del Sur S.A. v. Argentine Republic*, ICSID Case No. ARB/09/1, [Decision on Jurisdiction, 21 December 2021](#), sentence dans laquelle le tribunal a accepté la demande du demandeur de se prévaloir de la clause NPF du traité de base (Argentine-Espagne (1991)) pour recourir à la disposition relative au règlement des différends prévue dans un traité tiers, en l'absence d'une formulation explicite à cet effet et en se basant sur la formulation large de la clause NPF du traité de base (« *toutes les questions* », « *all matters* »). Voir également, *UP and C.D Holding Internationale (formerly Le Cheque Dejeuner) v. Hungary*, ICSID Case No. ARB/13/35, [Decision on Preliminary Issues of Jurisdiction, 3 March 2016](#), où le tribunal a estimé que la référence aux « *activités* » et au « *traitement* » (« *activities* », « *treatment* ») dans la clause NPF du traité de base (TBI France-Hongrie (1986)) couvrait le recours de l'investisseur au règlement des différends. Voir également, *Hochtief AG v. The Argentine Republic*, ICSID Case No. ARB/07/31, [Decision on Jurisdiction, 24 October 2011](#), où le tribunal a estimé que les références dans la clause NPF du traité de base (Argentine-Allemagne (1991)) à « *la gestion, l'utilisation, l'usage et la jouissance d'un investissement* » et à une « *activité en rapport avec les investissements* » couvraient le recours au règlement des différends (« *management, utilization, use and enjoyment of an investment* », « *activity in connection with investments* »).

<sup>21</sup> Par exemple, le [TBI Royaume-Uni-Burundi TBI \(1990\)](#).

<sup>22</sup> D'autres accords qui contiennent cette caractéristique et qui n'incluent pas le Royaume-Uni comme partie contractante impliquent néanmoins au moins une partie contractante qui avait par le passé déjà conclu un traité avec le Royaume-Uni qui contenait cette caractéristique. Par exemple, Cuba a conclu cinq traités d'investissement comportant des formulations explicites qui incluent les modalités de règlement des différends dans le champ d'application des clauses NPF : après avoir conclu un [TBI avec le Royaume-Uni](#) le 30 janvier 1995, qui comportait cette caractéristique, Cuba a par la suite conclu d'autres TBI avec cette conception, notamment avec l'[Afrique du Sud \(8 décembre 1995\)](#), la [République Slovaque \(1997\)](#), le [Pérou \(2000\)](#) et le [Paraguay \(2000\)](#). Trois traités d'investissement au sein de ce sous-ensemble de traités ne font pas partie de ces deux catégories (c'est-à-dire qu'ils n'ont été conclus ni par le Royaume-Uni ni par une juridiction qui avait précédemment conclu un traité avec le Royaume-Uni contenant cette caractéristique). Il s'agit du [TBI Danemark-Kuwait \(2001\)](#), du [TBI Portugal-République du Congo \(2010\)](#) et du [TBI Portugal-Sénégal \(2011\)](#).

## Graphique 1. Profil des traités dans le temps et approches adoptées qui spécifient la relation entre les modalités de règlement des différends et la NPF (1959-2022)



Source : Base de données de l'OCDE relative aux traités d'investissement.

## 2. Formulations dans les traités plus récents : exclusion des modalités de règlement des différends du champ d'application des clauses NPF ou non-inclusion de clauses NPF dans les traités

21. À partir du début des années 2000, la pratique des traités en matière de clauses NPF a commencé à évoluer. Certains traités ne prévoient plus de dispositions NPF qui s'appliquent post-établissement, et lorsque c'est le cas, la formulation de leurs dispositions NPF tend à exclure de manière explicite les modalités de règlement des différends de leur champ d'application (section 2.1).

22. La diffusion de cette nouvelle approche a débuté lentement, mais elle n'a cessé de gagner du terrain parmi les traités les plus récents. La caractéristique se diffuse dans l'ensemble des traités principalement par le biais de nouveaux traités. Les traités plurilatéraux ont joué un rôle important dans la dissémination des nouvelles conceptions (section 2.2).

23. Cependant, et malgré le recours quasi systématique à cette caractéristique dans la pratique des traités plus récente, la plupart des juridictions disposent encore d'un nombre considérable de traités comportant des clauses NPF qui n'excluent pas les modalités de règlement des différends de leurs champs d'application. Le nombre et la part de ces traités au sein des ensembles de traités conclus par les juridictions individuelles varient. Au total, le nombre et la part de ces traités qui comportent des formulations plus anciennes qui ne sont aujourd'hui plus utilisées sont importants. Même après l'entrée en vigueur de l'ensemble des traités conclus récemment et l'extinction des traités pour lesquels elle est prévue, la part des traités plus anciens et non spécifiés qui n'excluent pas explicitement les modalités de règlement des différends du champ d'application des clauses NPF s'élèverait encore à environ 80 % de l'ensemble des traités (section 2.3).

### 2.1. Apparition et diffusion des formulations explicites qui excluent les modalités de règlement des différends du champ d'application des clauses NPF

24. À partir de 2003, un certain nombre de gouvernements ont commencé à entreprendre une réflexion quant à la nécessité de remédier à l'incertitude sur le champ d'application de la clause NPF en ce qui concerne les modalités de règlement des différends. En particulier, ils ont commencé à envisager l'exclusion des modalités de règlement des différends du champ d'application de leurs clauses NPF. Ces considérations ont été, comme le révèle l'historique des négociations, déclenchées par la sentence arbitrale *Maffezini*, rendue à la même époque.<sup>23</sup>

25. Cet effort a été initialement mené lors des négociations portant sur le [troisième projet de l'Accord de zone de libre-échange des Amériques \(2003\)](#), un projet d'accord entre plus de trente parties contractantes qui n'a pas abouti. Une note de bas de page au projet de clause sur le traitement NPF de l'ALE introduisait la formulation suivante :

26. « Les Parties prennent note de la sentence arbitrale récente du tribunal arbitral dans l'affaire *Maffezini (Arg.) c. Espagne*, qui a conclu qu'une clause NPF particulièrement vaste au sein d'un traité Argentine-Espagne recouvrait les procédures de règlement des différends internationaux [...] En revanche, la disposition NPF du présent

---

<sup>23</sup> *Emilio Agustín Maffezini v. The Kingdom of Spain*, ICSID Case No. ARB/97/7, [Decision on Objection to Jurisdiction, 25 January 2000](#). Voir paragraphe 16 ci-dessus.

*accord a une portée explicitement limitée [...] Les Parties partagent la même conception et conviennent que cette disposition ne recouvre pas les mécanismes de règlement des différends internationaux tels que ceux qui figurent dans la section C.2 .b. [du projet] (Règlement des différends entre une Partie et un investisseur d'une autre Partie) du présent chapitre, et ne pourrait donc raisonnablement pas conduire à une conclusion similaire à celle de l'affaire Maffezini. »<sup>24</sup>*

27. Cette formulation reflète *a priori* l'accord commun des 34 parties lors des négociations quant à la portée du projet d'article sur le traitement NPF. La note de bas de page du projet de d'article indiquait également qu'« une délégation » avait suggéré que cette note de bas de page soit « intégrée dans l'historique des négociations afin de refléter la compréhension partagée des Parties quant à la disposition NPF et l'affaire Maffezini ». La note de bas de page a toutefois été supprimée dans les versions ultérieures du projet,<sup>25</sup> et les négociations de l'Accord n'ont finalement pas abouti.

28. Début 2004, les États-Unis, le Costa Rica, le Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et la République dominicaine – qui avait tous participe aux négociations portant sur le [troisième projet de l'Accord de zone de libre-échange des Amériques \(2003\)](#) – se sont entendus par le biais d'une note de bas de page à la clause NPF du [projet de l'ALÉAC \(2004\)](#), qui se referait également de manière explicite à la sentence *Maffezini*.<sup>26</sup> Comme pour le [troisième projet de l'Accord de zone de libre-échange des Amériques \(2003\)](#), et bien que la note apparaisse dans l'historique officiel des négociations du [projet](#)

---

<sup>24</sup> [Troisième projet de l'Accord de zone de libre-échange \(ALE\) des Amériques \(2003\)](#), note de bas de page 13.

<sup>25</sup> [Troisième projet de l'Accord de zone de libre-échange \(ALE\) des Amériques \(2003\)](#), Chapter XVII (« Investment »), Article 5 (« MFN »), en sa note de bas de page 13, indique comme suit : « Note : Une délégation propose d'inclure la note de bas de page suivante dans l'historique des négociations, afin de refléter la compréhension commune des Parties de l'article de la nation la plus favorisée et de l'affaire Maffezini. Cette note de bas de page serait supprimée dans le texte final de l'accord : Les Parties prennent note de la récente décision du tribunal arbitral dans l'affaire Maffezini (Arg.) c. Royaume d'Espagne, qui a estimé qu'une clause de la nation la plus favorisée inhabituellement large dans un accord [TBI] Argentine-Espagne englobait les procédures internationales de règlement des différends. Voir *Decision on Jurisdiction* §§ 38-64 (25 janvier 2000), réimprimé dans 16 ICSID Rev. - F.I.L.J. 212 (2002). En revanche, l'article sur la nation la plus favorisée du présent accord est expressément limité dans son champ d'application aux questions « concernant l'établissement, l'acquisition, l'expansion, la gestion, la conduite, l'exploitation et la vente ou autre disposition d'investissements ». Les Parties partagent la compréhension et l'intention que cette clause n'englobe pas les mécanismes internationaux de règlement des différends tels que ceux contenus dans la section C.2.b. (Règlement des différends entre une Partie et un investisseur d'une autre Partie) du présent chapitre, et ne pourrait donc pas raisonnablement conduire à une conclusion similaire à celle de l'affaire Maffezini. » (Traduction non officielle)

<sup>26</sup> L'article 10.4(2), en sa note de bas de page 1, du [projet de l'ALÉAC \(2004\)](#) indique comme suit : « Les parties prennent note de la récente décision du tribunal arbitral dans l'affaire Maffezini (Arg.) c. Royaume d'Espagne, qui a estimé qu'une clause NPF inhabituellement large dans l'accord Argentine-Espagne englobait les procédures internationales de règlement des différends. Voir *Décision de compétence* §§38-64 (25 janvier 2000) En revanche, la clause NPF du présent accord est expressément limitée dans sa portée aux questions « concernant l'établissement, l'acquisition, l'expansion, la gestion, la conduite, l'exploitation et la vente ou autre disposition d'investissements ». Les Parties partagent la compréhension et l'intention que cette clause n'englobe pas les mécanismes internationaux de règlement des différends tels que ceux contenus dans la section C du présent chapitre, et ne pourrait donc pas raisonnablement conduire à une conclusion similaire à celle de l'affaire Maffezini. » (Traduction non officielle)



de l'ALÉAC (2004), elle ne figure pas dans son texte final, et sa clause NPF ne clarifie pas de manière explicite son champ d'application en ce qui concerne les modalités de règlement des différends.

29. Le premier accord à prévoir une formulation explicite qui exclue les modalités de règlement des différends du champ d'application la clause NPF a été conclu en 2004. Il s'agit de l'[Échange de lettres du 15 septembre 2004 interprétant l'accord entre la République d'Argentine et la République du Panama pour la promotion et la protection réciproques des investissements du 10 mai 1996](#) (« Échange de lettres (2004) concernant le TBI Argentine-Panama (1996) »).<sup>27</sup>

30. Un an plus tard, en 2005, une formulation excluant explicitement les modalités de règlement des différends du champ d'application d'une clause NPF est apparue pour la première fois dans le texte d'un traité. Le [CEPA Nouvelle-Zélande-Thaïlande \(2005\)](#) est le premier traité dans l'échantillon à prévoir une telle clause,<sup>28</sup> suivi en 2006 par le [TBI Colombie Suisse \(2006\)](#), le [TBI Canada-Pérou \(2006\)](#), l'[ALE Chili-Colombie \(2006\)](#), l'[ALE États-Unis-Pérou \(2006\)](#), et l'[ALE Colombie-Etats-Unis \(2006\)](#), qui ont également repris ces formulations dans des traités conclus en 2006.

31. Cette nouvelle pratique des traités s'est d'abord répandue lentement, mais à partir de 2011 elle a été reprise plus largement et de manière plus systématique. À la date du 31 octobre 2022, des formulations excluant explicitement les modalités de règlement des différends de la clause NPF ont été constatés dans les accords conclus par 54 des 99 juridictions invitées à participer aux travaux de l'Axe 2. Depuis 2013, plus de la moitié des accords de cohortes annuelles individuelles comportent une formulation explicite qui exclue les modalités de règlement des différends du champ d'application des clauses NPF.

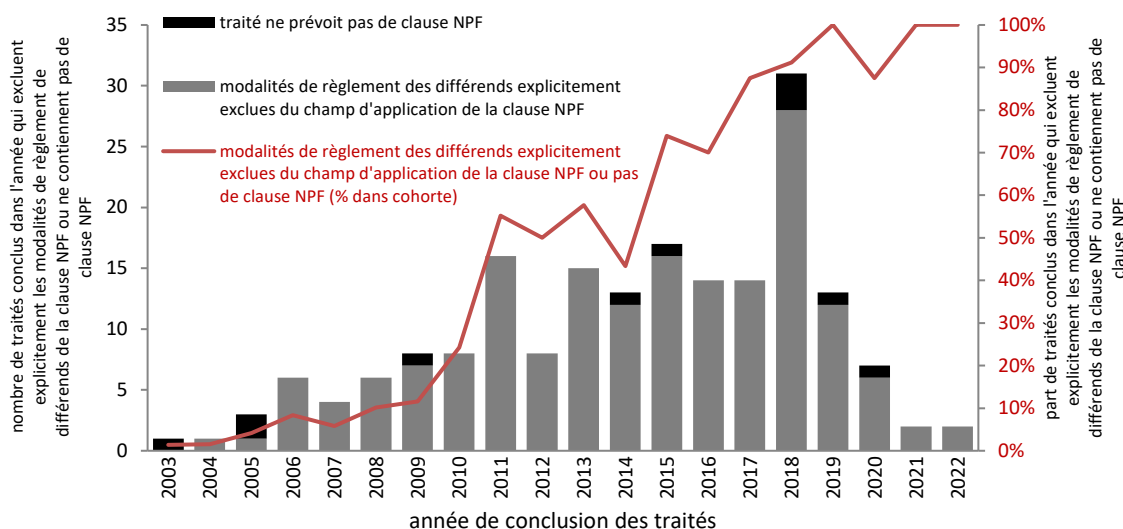
32. Depuis 2003 également, certaines juridictions ont commencé à conclure des traités d'investissement qui ne prévoient pas de clause NPF post-établissement. Le premier traité à présenter cette conception est l'[ALE Australie-Singapour \(2003\)](#), conclu le 17 février 2003. Cette approche empêche également l'importation des modalités de règlement des différends de traités tiers. Le nombre de traités ne prévoyant aucune clause NPF post-établissement augmente mais reste globalement faible : dans l'échantillon, cette approche est retenue dans 13 traités, dont quatre sont des traités plurilatéraux. Compte tenu de ces traités plurilatéraux, l'approche concerne 77 relations conventionnelles individuelles. Un total de 39 juridictions ont conclu au moins un accord qui ne prévoit pas de clauses NPF post-établissement.

---

<sup>27</sup> Le tribunal dans l'affaire *National Grid v The Argentine Republic* (UNCITRAL, [Decision on Jurisdiction, 20 June 2006](#), para. 85) a suggéré que l'[Échange de lettres \(2004\) concernant le TBI Argentine-Panama \(1996\)](#) était inspiré par l'affaire *Siemens A.G. v. The Argentine Republic*, ICSID Case No. ARB/02/8, [Decision on Jurisdiction, 3 August 2004](#) néanmoins l'[Échange de lettres \(2004\) concernant le TBI Argentine-Panama \(1996\)](#) ne corrobore pas cette supposition.

<sup>28</sup> Voir, l'[Accord de partenariat économique renforcé \(CEPA\) Nouvelle-Zélande-Thaïlande \(2005\)](#), qui stipule à son article 9.8 qu' : « Aux fins de la promotion et de la protection des investissements, à l'exception de l'article 9.16 [Règlement des différends entre une partie et un investisseur de l'autre partie], chaque partie accordera: a) aux investisseurs de l'autre partie, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde, dans des circonstances analogues, aux investisseurs de toute non-partie ; et b) à tous les investissements couverts, un traitement non moins favorable que celui qu'elle accorde, dans des circonstances analogues, aux investissements sur son territoire des investisseurs de toute non-partie. [...] ». (Traduction non officielle)

## Graphique 2. Évolution de la présence de formulations excluant les modalités de règlement des différends du champ d'application des clauses NPF ou la non-inclusion clauses NPF dans les traités (2003-2022)



Note : Données limitées aux traités accessibles au Secrétariat de l'OCDE à la fin octobre 2022 et qui ont donc été inclus dans l'échantillon. Comprend les traités qui remplacent des accords antérieurs et considère les changements qui résultent de traités externes au document initial du traité (par exemple, des amendements ultérieurs) comme s'il s'agissait d'un nouveau traité. Les traités plurilatéraux sont comptés une fois, quel que soit le nombre de relations bilatérales par rapport auxquelles ils créent des droits et des obligations.

Source : Base de données de l'OCDE relative aux traités d'investissement.

33. Cette pratique (l'exclusion explicite des modalités de règlement des différends du champ d'application des clauses NPF ou la non-inclusion des NPF) a été adoptée à des périodes différentes. Le Graphique 3 illustre quand certaines juridictions ont adopté cette pratique et quand cette dernière est devenue systématique.

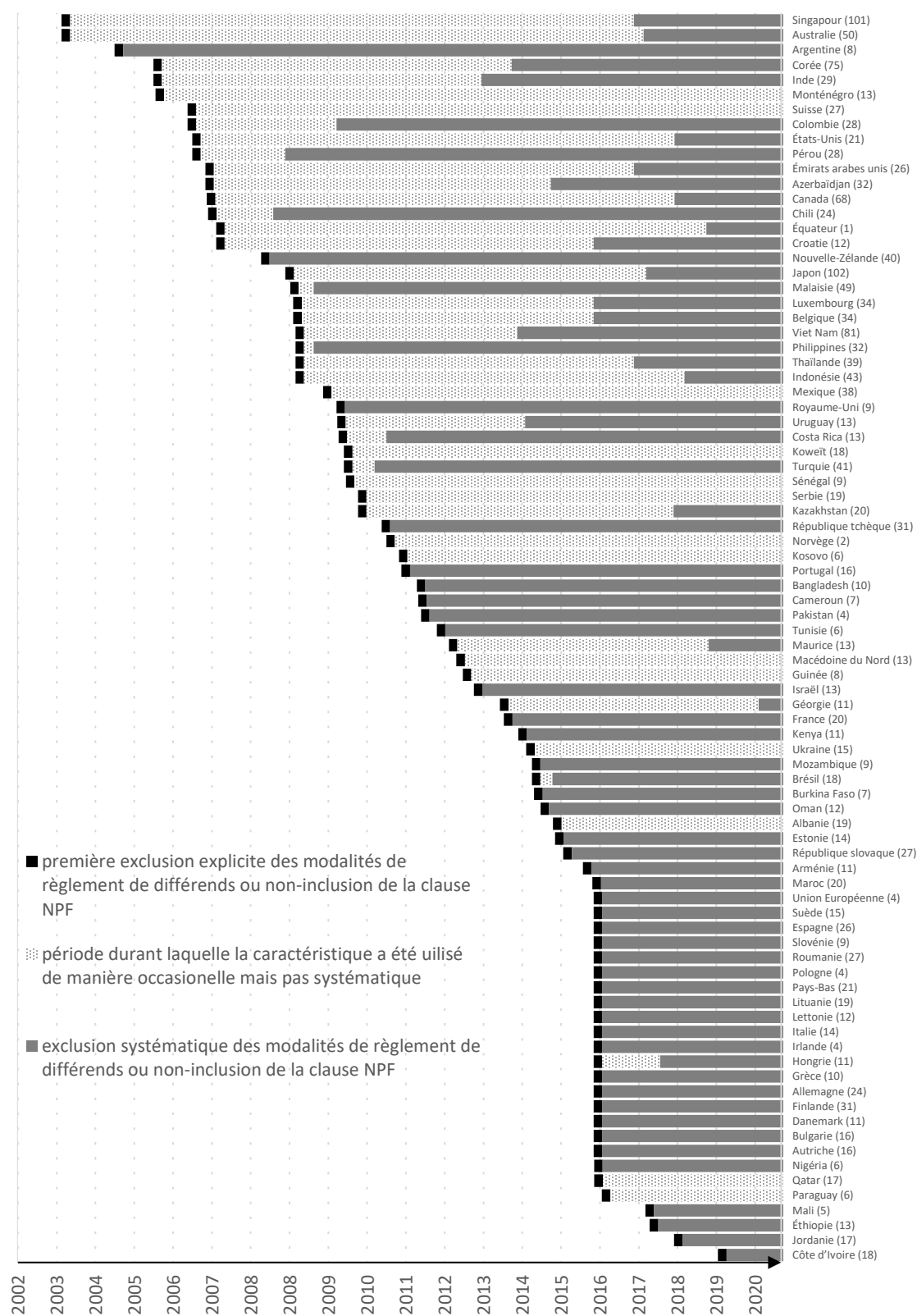
34. Les modèles de TBI que certaines juridictions ont élaboré ces dernières années contiennent généralement une formulation qui soit vise à exclure explicitement les modalités de règlement des différends du champ d'application de la clause NPF,<sup>29</sup> soit ne prévoit pas de clause NPF dans le traité.<sup>30</sup> L'Union européenne a également déclaré, dans le cadre des négociations (abandonnées par la suite) du TTIP, que l'un de ses objectifs était de préciser que la clause NPF ne permettrait pas d'importer des dispositions de procédure ou de fond d'autres accords tiers.<sup>31</sup>

<sup>29</sup> Par exemple, le [Modèle d'Accord sur la promotion et la protection des investissements étrangers \(APIE\) du Canada \(2021\)](#), qui stipule que « le traitement » [NPF] mentionné aux paragraphes 1 et 2 n'englobe pas les procédures de règlement des différends relatifs aux investissements entre investisseurs et États prévues dans d'autres traités internationaux sur l'investissement et d'autres accords commerciaux. Le modèle de [TBI des Pays-Bas \(2019\)](#) contient une formulation similaire.

<sup>30</sup> Par exemple, le [Modèle de TBI de l'Inde \(2015\)](#) exclu le traitement NPF.

<sup>31</sup> Commission européenne, Document de travail des services de la Commission, [Report – Online public consultation on investment protection and investor-to-state dispute settlement \(ISDS\) in the Transatlantic Trade and Investment Partnership Agreement \(TTIP\)](#), Bruxelles, 13.1.2015 SWD(2015)3 final, p.47.

**Graphique 3. Première adhésion et recours systématique soit à l'exclusion des modalités de règlement des différends du champ d'application de la clause NPF ou à la non-inclusion de la clause NPF**

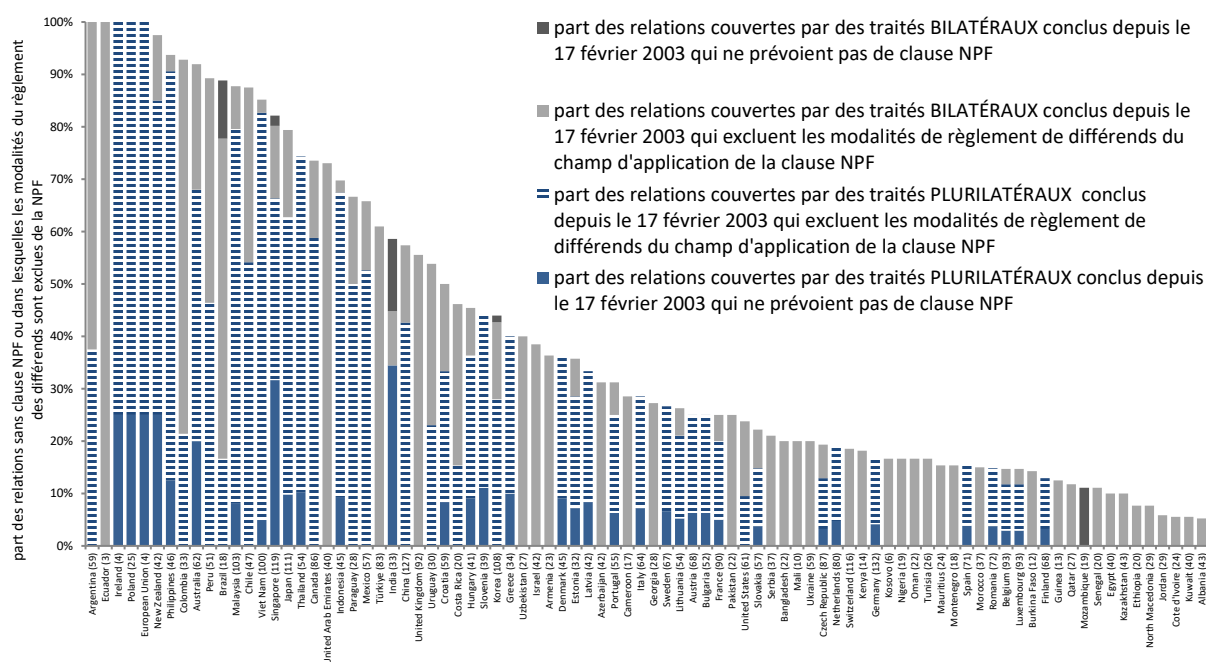


Note : La graphique n'illustre que les juridictions qui ont soit explicitement exclu les modalités de règlement des différends du champ d'application de la clause NPF, soit n'ont pas inclus de clause NPF dans au moins un traité conclu depuis le 17 février 2003. Le chiffre entre parenthèses situé à côté du nom d'une juridiction donnée indique avec combien de juridictions des traités ont été conclus depuis le 17 février 2003 dans l'échantillon. Les amendements aux traités ou les déclarations communes sont pris en compte dans l'analyse comme s'il s'agissait d'un traité ultérieur.

Source : Base de données de l'OCDE relative aux traités d'investissement.

35. Le Graphique 4 illustre dans quelle mesure les caractéristiques de l'approche sont présentes dans les accords – qu'ils soient bilatéraux ou plurilatéraux – conclus ou modifiés depuis 2002, date à laquelle la non-inclusion de la clause NPF dans un traité a été observée pour la première fois, et ce jusqu'au 31 octobre 2022. La Graphique 4 illustre également le rôle important que les traités plurilatéraux ont joué dans la diffusion de cette caractéristique au sein l'échantillon de traités (voir section 2.2.2). Les formulations qui excluent les modalités de règlement des différends du champ d'application de la clause NPF ou l'absence de clause NPF apparaissent plus fréquemment dans les traités plurilatéraux et les accords généraux de libre-échange que dans les traités d'investissement bilatéraux ou autonomes.

**Graphique 4. Répartition des approches relatives à l'exclusion des modalités de règlement des différends du champ d'application de la clause NPF par le biais d'une clause explicite ou l'absence de clause NPF dans l'échantillon de traités (2003-2022)**



Note : L'échantillon pour cette évaluation ne couvre que les accords conclus ou modifiés à partir du 17 février 2003, que l'accord sous-jacent soit en vigueur ou non. Les chiffres entre parenthèses situés à côté du nom des juridictions indiquent le nombre de relations globales au sein de l'échantillon qui ont été conclues, modifiées ou autrement complétées par la juridiction au moyen d'un instrument bilatéral ou plurilatéral depuis le 17 février 2003, que ces arrangements prévoient ou non une exclusion explicite des modalités de règlement des différends du champ d'application de la clause NPF ou qu'ils prévoient ou non une clause NPF.

Source : Base de données de l'OCDE relative aux traités d'investissement.

## 2.2. Modalités de diffusion de la nouvelle pratique au sein des traités

36. La nouvelle approche en matière de pratique des traités et ses formulations se répand à l'ensemble des traités par le biais de canaux différents. La nouvelle pratique se diffuse en grande partie par le biais de nouveaux traités qui couvrent de nouvelles relations entre juridictions, ou qui ont fait l'objet d'un remplacement total du traité (section 2.2.1). Les traités plurilatéraux jouent également un rôle majeur dans la diffusion de la caractéristique (section 2.2.2).

### 2.2.1. La nouvelle approche se diffuse en grande partie par le biais de traités régissant de nouvelles relations entre juridictions qui n'étaient jusque-là pas couvertes par des traités

37. La diffusion de la nouvelle pratique en matière de traités, qui consiste à exclure explicitement les modalités de règlement des différends du champ d'application de la clause NPF ou à ne pas prévoir de clause NPF, s'est développée progressivement, et dans ce contexte, des canaux différents ont joué des rôles différents.

38. La conclusion de nouveaux traités qui régissent des relations jusqu'à la pas couvertes par des traités reste le moyen qui a le plus contribué à la diffusion de la nouvelle pratique. Parmi les 191 accords qui excluent de manière explicite les modalités de règlement des différends du champ d'application de la clause NPF, ou dans lesquels la norme NPF n'est pas prévue, un total de 112 traités ont été conclus dans le cadre de relations bilatérales qui n'étaient jusqu'alors couvertes par quelconque traité d'investissement. Pour 62 accords, la caractéristique a été adoptée par le biais de remplacements de traités existants.<sup>32</sup>

39. D'autres modalités de modifications de traités existants – amendements<sup>33</sup> et déclarations communes<sup>34</sup> – jouent un rôle relativement mineur dans ce qui est de la

---

<sup>32</sup> Dans le cadre de cette note, un remplacement de traité survient lorsqu'un traité d'investissement a été conclu dans une relation où un traité d'investissement antérieur existait mais a cessé d'exister avant ou au moment de l'entrée en vigueur du traité de remplacement. Quand une relation bilatérale donnée est couverte plusieurs fois par des traités distincts, qui sont ou étaient simultanément en vigueur, ces multiples relations n'entrent pas dans la définition d'un remplacement de traité. Ces cas sont examinés séparément. Certains traités plurilatéraux, notamment les traités récemment conclus par l'Union européenne, remplacent ou remplacent un certain nombre de traités bilatéraux antérieurs. Le nombre indiqué ici se réfère au nombre de traités qui ont été ou seront remplacés, plutôt qu'au nombre de traités de remplacements (qui, dans le cas d'un traité multilatéral de remplacement, serait égal à un).

<sup>33</sup> Dans le cadre de cette note, un amendement de traité concerne les cas où certains éléments d'un traité existant sont remplacés textuellement dans le cadre d'un processus formel qui laisse en place une partie du contenu des dispositions portant sur l'investissement du traité original. Cela peut inclure les cas où le texte du traité est ajouté sans soustraire ou remplacer le texte antérieur. Les amendements, tels qu'ils sont compris ici, se distinguent des autres interactions des gouvernements par rapport à un traité existant par le processus formel d'entrée en vigueur de l'amendement en question. Parmi les exemples où un amendement a conduit à l'introduction de la caractéristique dans un traité existant figurent le [Australie-Nouvelle-Zélande Protocole sur l'Investissement à ANCERTA \(2011\)](#), l'[ALE Australie-Singapour \(2003\) – Amendement \(2016\)](#), l'[ALE Canada-Chili \(1996\) – Amendement \(2017\)](#), l'[ALE Chine-Singapour \(2008\) – Protocole \(2018\)](#) et le [TBI Géorgie-Estonie \(2009\) – Protocole \(2015\)](#).

<sup>34</sup> Dans le cadre de cette note, une déclaration commune concerne les cas où le texte d'un traité n'est pas modifié mais complété par un texte supplémentaire qui est ajouté après la conclusion

diffusion de la caractéristique à travers l'échantillon de traités. Parmi les 54 traités de l'échantillon qui ont connu de telles modifications à partir de février 2003, seuls sept ont exclu les modalités de règlement des différends du champ d'application de leurs clauses NPF, quatre desquels sont des amendements.<sup>35</sup> Dans l'un de ces cas, le traité initial ne prévoyait pas de clause NPF, et c'est l'amendement qui a introduit une clause NPF qui exclue explicitement de son champ d'application les modalités de règlement des différends.<sup>36</sup>

40. Au cours de la même période, trois interprétations communes qui clarifient cette exclusion ont été conclus, à commencer par l'[Échange de lettres \(2004\) concernant le TBI Argentine-Panama \(1996\)](#).<sup>37</sup>

### **2.2.2. Les traités plurilatéraux jouent un rôle majeur dans la diffusion de la nouvelle approche**

41. Les traités plurilatéraux jouent un rôle majeur dans la diffusion de la caractéristique dans l'échantillon de traités. Les 17 traités plurilatéraux de l'échantillon qui excluent explicitement les modalités de règlement des différends du champ d'application de la clause NPF (13 traités)<sup>38</sup> ou qui ne prévoient pas de clause NPF (4 traités)<sup>39</sup> répandent la caractéristique dans un total de 392 relations bilatérales, soit deux fois plus que les 174 relations bilatérales dans lesquels figure cette caractéristique.

### **2.3. Malgré le recours fréquent à la caractéristique, un nombre élevé de traités comportant des clauses NPF non clarifiées reste en vigueur**

42. Malgré le recours fréquent à l'exclusion explicite des modalités de règlement des différends de la clause NPF ou à la non-inclusion de la clause NPF dans les nouveaux traités, près de 2000 traités d'investissement plus anciens et qui n'excluent pas

---

de l'accord. Les protocoles et accords parallèles qui sont conclus simultanément avec le traité principal et qui entrent en vigueur selon le même processus que le traité principal ne sont pas, aux fins de la présente note, considérés comme étant des déclarations communes, car ils ne constituent pas une « réforme » mais « forment » plutôt la compréhension des parties au traité dès le départ.

<sup>35</sup> Voir, l'[ALE Canada-Chili \(1996\) – Amendement \(2017\)](#), l'[ALE Chine-Singapour \(2008\) – Protocole \(2018\)](#), le [TBI Croatie-Ukraine \(1997\) - Protocole \(2016\)](#) et le [TBI Géorgie-Estonie \(2009\) – Protocole \(2015\)](#).

<sup>36</sup> Voir, [ALE Australie-Singapour \(2003\) – Amendement \(2016\)](#), Article 5(3).

<sup>37</sup> Voir, l'[Échange de lettres \(2004\) concernant le TBI Argentine-Panama \(1996\)](#), le [TBI Colombie-Inde \(2009\) – Déclaration interprétative commune \(2018\)](#) et le [TBI Bangladesh-Inde \(2009\) - Accord d'interprétation commune \(2017\)](#).

<sup>38</sup> Ceux-ci sont les suivants : l'[Accord de partenariat économique \(APE\) EU-Japon \(2018\)](#), [Accord économique et commercial global \(AECG\) \(CETA\) Canada-UE \(2016\)](#), l'[Accord de protection des investissements UE-Viêt Nam \(2019\)](#), l'[Accord Canada-États Unis-Mexique \(ACEUM\) \(USMCA\) \(2018\)](#), l'[ALE Colombie-Triangle du Nord \(2018\)](#), l'[ALE Corée du Sud-Amérique centrale \(2018\)](#), l'[ALE Mexique-Amérique centrale \(2011\)](#), l'[ALE de l'Alliance du Pacifique](#), [Protocole de coopération et de facilitation de l'investissement du MERCOSUR \(2017\)](#), l'[Accord sur l'investissement Chine-ASEAN \(2009\)](#), l'[Accord trilatéral d'investissement entre la Chine, le Japon et la Corée \(2012\)](#), le [Partenariat économique régional et global \(RCEP\) \(2020\)](#), et l'[Accord de partenariat transpacifique \(TPP\) \(2018\)](#).

<sup>39</sup> Ceux-ci sont les suivants : le [Premier protocole d'amendement de l'Accord de partenariat économique global ASEAN-Japon](#), l'[Accord sur l'investissement Inde-ASEAN](#), et le [AANZFTA](#).



Note : Les colonnes de couleur grise correspondent aux sous-ensembles de traités des différentes juridictions, composés d'accords conclus depuis le 17 février 2003, date à laquelle le changement visant à exclure explicitement les modalités de règlement des différends du champ d'application de la clause NPF ou la non-inclusion de la clause NPF est apparu pour la première fois dans l'échantillon de traités. Les amendements aux traités ou les interprétations communes qui aboutissent à ce résultat sont traités, aux fins du graphique, comme des traités conclus au cours de cette période. Les colonnes de couleur bleue indiquent la part des traités présentant les caractéristiques susmentionnées dans l'ensemble de l'échantillon des traités d'une juridiction donnée qui sont soit en vigueur, soit censés entrer en vigueur à l'avenir. Les proportions indiquées concernent les relations conventionnelles et non les traités, ce qui permet de compter la participation à des traités plurilatéraux aussi souvent que ces arrangements créent des relations bilatérales. Les chiffres entre parenthèses situés à côté des noms des juridictions indiquent le nombre de relations incluses dans l'échantillon pour ces juridictions.

Source : Base de données de l'OCDE relative aux traités d'investissement.

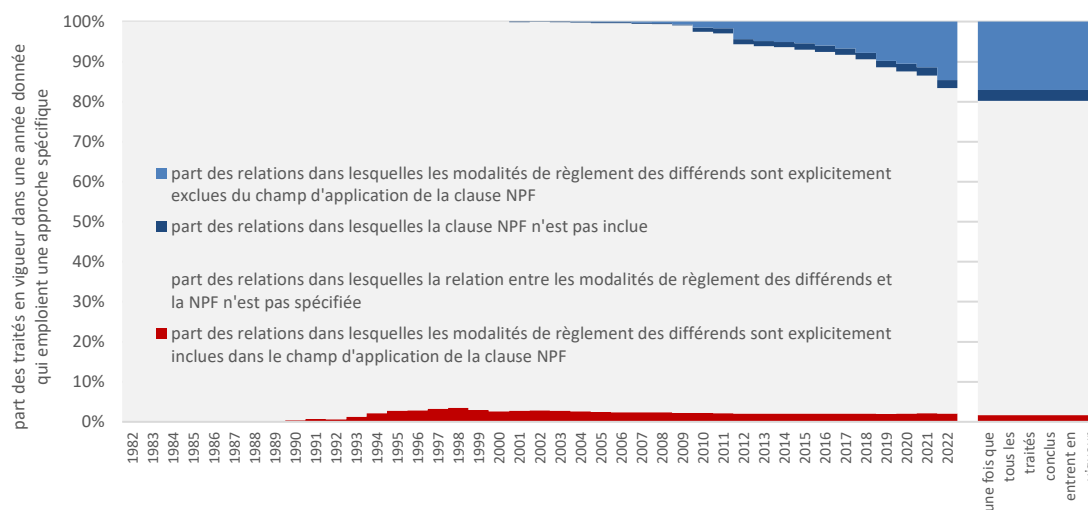
45. Les écarts importants qui caractérisent l'ensemble des traités de certaines juridictions, tel qu'illustré dans le Graphique 5, découlent des disparités dans la pratique en matière de traités à des périodes différentes et des efforts inégaux quant à la mise à jour d'anciens traités, leurs remplacements ou leurs dénonciations. L'adoption rapide – et d'autant plus l'adoption rapide *et* cohérente – de la nouvelle pratique est un autre facteur qui explique les variations de fréquences de la pratique dans les ensembles de traités des juridictions.

46. Même si la nouvelle approche en matière de clauses NPF est devenue quasi-systématique dans les traités récents conclus par les 99 juridictions qui font l'objet de cette étude, elle reste relativement rare dans l'ensemble de traités conclus depuis 1959 et toujours en vigueur ou appelés à entrer en vigueur. En raison de l'ensemble important de traités plus anciens qui ne contiennent pas de formulations excluant explicitement les modalités de règlement des différends des clauses NPF ou qui n'incluent pas de clauses NPF, la proportion de relations conventionnelles qui présente l'une de ces caractéristiques n'augmente que lentement (Graphique 6).

47. À moins que les juridictions n'adoptent une approche structurellement différente pour intégrer dans l'ensemble de leurs traités existants les formulations qu'elles utilisent aujourd'hui quasi-systématiquement en matière de clauses NPF, les perspectives à moyen terme suggèrent une stagnation relative. Même si tous les accords conclus à la date du 31 octobre 2022 devaient entrer en vigueur, et si tous les traités dont la dénonciation est prévue ou programmée sont décomptés de l'ensemble des traités, et que tous les remplacements de traités négociés entrent en vigueur, la part des traités qui excluent explicitement les modalités de règlement des différends de leur clause NPF ou qui n'offrent pas de clause NPF resterait relativement faible, à savoir moins de 20% de l'ensemble des traités.



**Graphique 6. Diffusion des formulations qui spécifient les clauses NPF au sujet des modalités de règlement des différends dans l'ensemble des traités (1980 à 2022)**



Source : Base de données de l'OCDE relative aux traités d'investissement.

### 3. Différentes formulations qui excluent explicitement les modalités de règlement des différends du champ d'application des clauses NPF

48. L'exclusion explicite des modalités de règlement des différends du champ d'application des clauses NPF – la non-inclusion de clauses NPF n'étant pas abordée dans cette section – s'exprime par le biais d'une approche unique et structurellement homogène. La formulation spécifique qui est employée dans de telles clauses présente des toutefois certaines variations. Il est malgré tout peu probable que ces variations linguistiques conduisent à des résultats différents en substance. Cette section décrit les composantes des formulations des traités qui visent à exclure les modalités de règlement des différends du champ d'application des clauses NPF et la variation linguistique qui est observée dans l'échantillon de traités.

49. Les variations linguistiques sont observées en ce qui concerne trois éléments principaux, dont un seul introduit une variation substantielle, tandis que les deux autres sont des variantes linguistiques. Deux autres éléments secondaires définissent le champ d'application de la clause NPF de manière plus générale et non pas par référence spécifique à l'interaction entre la clause NPF et les modalités de règlement des différends. Il ne peut être exclu que ces deux éléments secondaires aient une incidence sur l'interaction entre la clause NPF et les modalités de règlement des différends. Ces aspects sont donc en l'espèce également exposés.

50. Un élément apporte donc une variation substantielle, à savoir :

- La définition des types de modalités de règlement des différends qui sont exclues (section 3.1) ;

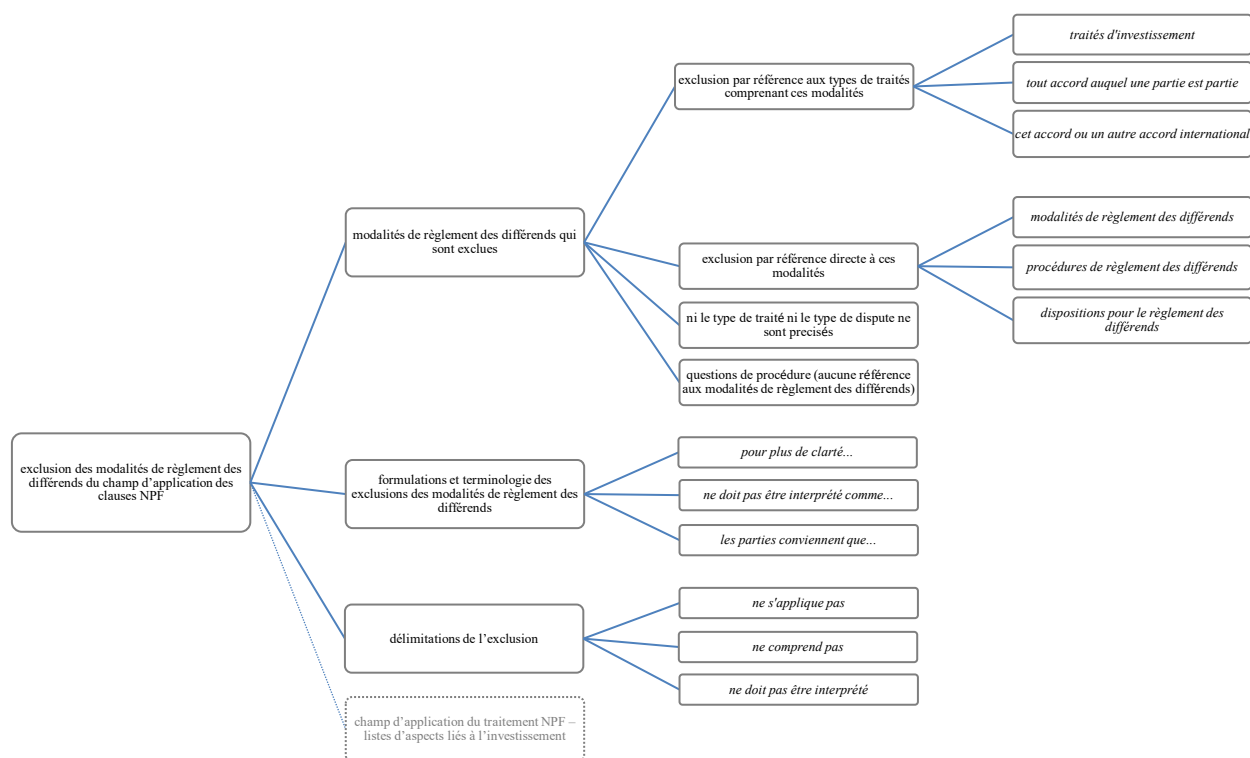
51. Deux éléments représentent quant à eux des variantes linguistiques, et décrivent :

- Une description du contenu de l'exclusion (section 3.2) ; et
- Le terme qui articule ou encadre l'exclusion (section 3.3).

52. Enfin, un élément supplémentaire et secondaire figure dans un certain nombre de traités. Celui-ci concerne le champ d'application général de la clause NPF. Il ne permet pas, à première vue, de clarifier spécifiquement l'interaction entre la clause NPF et les modalités de règlement des différends. De nombreux traités comportent des listes positives exhaustives ou non-exhaustives d'éléments qui sont couverts par l'obligation NPF. Cependant, aucune de ces listes ne mentionne explicitement les modalités de règlement des différends. Dans certains traités, le champ d'application du traitement NPF est complété par une liste négative qui cite les modalités de règlement des différends. Ces listes positives ne sont néanmoins pas directement liées ou conçues en fonction des modalités de règlement des différends (voir section 3.4).

53. Le Graphique 7 illustre les éléments qui, collectivement, composent l'exclusion explicite des modalités de règlement des différends du champ d'application de la clause NPF.

## Graphique 7. Structure simplifiée des éléments textuels qui composent l'exclusion explicite des modalités de règlement des différends du champ d'application de la clause NPF



Note : Cette structure simplifiée des éléments textuels ne représente que les principaux éléments structurels utilisés pour composer les clauses qui excluent explicitement les modalités de règlement des différends du champ d'application de la clause NPF. Les exemples textuels constituent un sous-ensemble des variantes linguistiques observées et sont présentés en *italique*. Les conceptions plus rares ne sont pas affichées.  
Source : Base de données de l'OCDE relative aux traités d'investissement.

54. Seuls quelques traités conçoivent différemment l'exclusion explicite des modalités de règlement des différends de la clause NPF. L'[Accord de rapprochement économique entre la Nouvelle-Zélande et la Thaïlande \(CEPA\) \(2005\)](#), par exemple, désigne la disposition de règlement des différends comme étant une *exception* à la clause NPF. En outre, le [TBI Canada-Cameroun \(2014\)](#) précise que le chapitre comportant la clause relative au règlement des différends entre investisseurs et État n'est pas soumise à l'application de la clause NPF.

55. Les sous-sections suivantes décrivent les variantes linguistiques que les juridictions qui participent au processus de l'Axe 2 ont intégrées dans leurs traités pour exclure explicitement les modalités de règlement des différends du champ d'application des clauses NPF.

### 3.1. Description des modalités de règlement des différends qui sont exclues

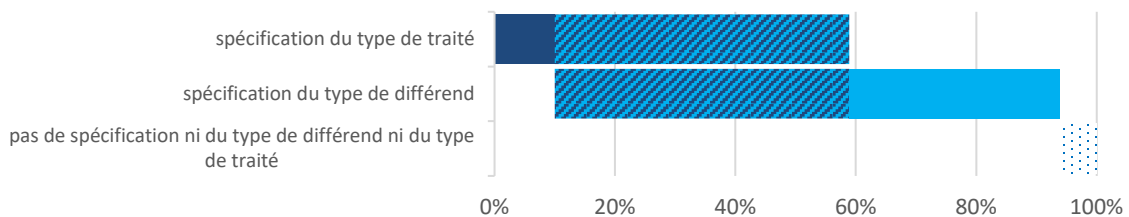
56. L'élément le plus important en ce qui concerne les formulations et clauses dans l'échantillon qui excluent explicitement les modalités de règlement des différends du champ d'application de la NPF a trait à l'identification des modalités de règlement des différends qui sont exclues. Ces modalités de règlement des différends sont identifiées des manières suivantes :

- une référence uniquement au *type de traité* dont les modalités de règlement des différends qui sont exclues du champ d'application de la clause NPF ;

- une référence uniquement au *type de modalité de règlement des différends* qui sont exclues du champ d'application de la clause NPF ;
- une combinaison de ces deux éléments qui exclut les modalités de règlement des différends qui répondent à *l'un ou l'autre* de ces critères ;
- une combinaison de ces deux éléments qui exclut les modalités de règlement des différends qui répondent à *ces deux* critères ;
- une référence uniquement aux « *questions procédurales* », « *de compétence* » ou « *judiciaires* », ou une combinaison de ces éléments ; et
- aucune précision quant au type de traité ou au type de modalité de règlement des différends, mais une exclusion générale des modalités de règlement des différends.

57. Ces approches sont employées à des fréquences différentes, comme l'illustre le Graphique 8 : 10 % des traités se réfèrent uniquement au *type de traité*, 35 % au *type de modalité de règlement des différends* uniquement, et 49 % cumulent les deux. Les 6% restants ne précisent aucun des paramètres ou se réfèrent à des « *questions de procédure* », « *de compétence* » ou « *judiciaires* » (« *procedural* », « *jurisdictional* » ou « *judicial* ») ou à une combinaison de ces aspects.

**Graphique 8. Fréquence des références aux types de *traités* et de *différends* pour définir le contenu de l'exclusion portant sur les modalités de règlement des différends dans les traités qui excluent explicitement les modalités de règlement des différends du champ d'application des clauses NPF**



Source : Base de données de l'OCDE relative aux traités d'investissement.

### 3.1.1. Exclusion par référence aux types de traités comprenant ces modalités

58. Plus de la moitié des traités de l'échantillon qui excluent les modalités de règlement des différends du champ d'application des clauses NPF – c'est-à-dire, 106 traités sur les 180 qui couvrent un total de 354 relations bilatérales – identifient les *types de traités* dont les modalités de règlement des différends sont exclues du champ d'application de la clause NPF.

59. Il existe un grand nombre de variantes linguistiques qui peuvent être classées selon la description des caractéristiques des traités, des éléments temporels associés à ces traités, et des parties contractantes aux traités. Ces éléments sont décrits ci-dessous brièvement.

60. En ce qui concerne les types de traités, on peut distinguer trois groupes de références.

- **Des formulations qui précisent (ou pas) le(s) type(s) de traités(s) qui sont couverts par l'exclusion.** Ces formulations se manifestent sous trois formes. Premièrement, ces formulations peuvent comprendre les expressions suivantes :

« tout accord » (« any agreement »),<sup>41</sup> « autre accord auquel une partie est partie » (« other agreement to which a Party is a party »),<sup>42</sup> ou encore « tout accord » et « autres accords » (« any » et « other agreements »).<sup>43</sup> Deuxièmement, les formulations peuvent qualifier les types de traités couverts par l'exclusion en se référant aux traités eux-mêmes, comme par exemple des « traités d'investissement », des « accords commerciaux » et/ou des « accords comprenant un chapitre sur l'investissement ».<sup>44</sup> Et troisièmement, les formulations peuvent identifier les traités en se référant à leur objet, par renvoi au traité qui contient la clause NPF ou d'autres accords du même type. Certaines de ces formulations se réfèrent par exemple à des dispositions concernant les procédures de règlement des différends qui sont « établies simultanément par cet accord et un autre accord similaire », ou encore « dans cet accord ou un autre accord international » (« laid down simultaneously by this agreement and other similar agreement » ou « in this or other international agreement »).

- **Traités préexistants ou ultérieurs.** Ceux-ci peuvent par exemple préciser que la clause NPF ne s'applique pas aux dispositions de règlement des différends qui figurent dans « les traités entrés en vigueur avant le présent accord » (« treaties entered in force prior to this agreement ») ou encore « un accord auquel une des parties au présent Accord est partie avant l'entrée en vigueur de l'Accord » (« an

---

<sup>41</sup> Par exemple, le [TBI Argentine-Japon \(2018\)](#) exclut les « procédures ou mécanismes internationaux de règlement des différends prévus par tout accord international ». De la même manière, le [TBI Japon-Jordanie \(2018\)](#) exclut « les dispositions relatives au règlement des différends contenues dans tout accord international bilatéral ou multilatéral »; et le [TBI Australie-Hong Kong \(Chine\) \(2019\)](#) exclut les « procédures ou mécanismes de règlement des différends prévus par tout accord ou arrangement bilatéral ou multilatéral ».

<sup>42</sup> Par exemple le [TBI Singapour-Myanmar \(2019\)](#), ou l'[Accord d'investissement global de l'ASEAN \(2009\)](#).

<sup>43</sup> Neuf variantes et combinaisons linguistiques différentes sont observées dans l'échantillon des traités. Il s'agit de (en langue originale anglaise): « any international agreement »; « any bilateral or multilateral agreement or arrangement »; « any international agreement or written agreement »; « any bilateral or multilateral international agreement »; « any other bilateral regional or multilateral agreement »; « other international agreement »; « other agreement; other international bilateral or multilateral agreement »; and « other agreements to which a Party is a party ».

<sup>44</sup> Par exemple l'[ALE Colombie-Triangle du Nord](#) qui fait référence aux « mécanismes de règlement des différends prévus par les traités ou accords internationaux d'investissement »; le [Accord Canada-États Unis-Mexique \(ACEUM\) \(USMCA\) \(2018\)](#), qui renvoie aux « dispositions d'autres accords internationaux sur le commerce ou l'investissement qui établissent des procédures internationales de règlement des différends »; et le [ACFI Brésil-Éthiopie \(2018\)](#), qui fait référence aux « dispositions relatives au règlement des différends en matière d'investissement contenues dans un accord d'investissement ou un chapitre sur l'investissement d'un accord commercial ».

Au total, 13 variantes et combinaisons linguistiques différentes sont observées dans l'échantillon des traités ; il s'agit de (en langue originale anglaise): « treaties or international investment agreements »; « international treaties or commercial agreements »; « investment agreement or an investment chapter of a commercial agreement »; « international treaties or trade agreements »; « other international investment agreements »; « international treaties, including commercial or investment agreements »; « other international treaties or commercial agreements »; « other international treaties or trade agreements »; « other treaties or commercial agreements »; « other international commercial or investment agreements »; « other international treaties or investment agreements »; « other treaties or international investment agreements »; « international commercial agreement or investment agreements »; and « any other international agreement or trade agreements ».

agreement or which a Party of this Agreement is a party before en entry into force of the Agreement ») ou encore « d'autres AII » (« other IIAs »), ou des accords ou traités « existants » ou « futurs ».

- **La qualité des traités.** Les formulations de certains traités précisent par exemple que les traités couverts par l'exclusion sont les accords « internationaux » et/ou « bilatéraux »,<sup>45</sup> « bilatéraux et multilatéraux »<sup>46</sup> ou encore « bilatéraux, régionaux et multilatéraux ».<sup>47</sup>

### 3.1.2. Exclusion par référence directe à ces modalités

61. Un nombre important de traités définit l'exclusion en se référant *aux types de modalités de règlement des différends*. Cette approche apparaît dans 84% des traités qui comportent une exclusion du champ d'application de la clause NPF des modalités de règlement des différends (151 traités, couvrant 471 relations bilatérales, soit 93% des relations où figure une exclusion explicite des modalités de règlement des différends).

62. Bien qu'un nombre considérable de variantes linguistiques soit observé dans l'échantillon de traités, les formulations qui figurent dans la plupart des traités se réfèrent à des « mécanismes de résolution des différends » (« dispute resolution mechanisms »), « mécanismes de règlement des différends » (« dispute settlement mechanisms »), « dispositions de règlement des différends » (« dispute settlement provisions »), « procédures de règlement des différends » (« dispute settlement procedures »), « mécanismes de règlement [de] différends relatifs aux investissements » (« mechanisms for [the] settlement of investment disputes ») ou encore à des « dispositions de règlement des différends relatifs aux investissements » (« provisions for the settlement of investment disputes »). Certains traités ne précisent aucune modalité de règlement des différends.<sup>48</sup>

63. Ces éléments peuvent à leur tour être classés en fonction de trois paramètres qui sont généralement combinés pour définir le type de modalité de règlement des différends auxquels il est fait référence dans l'exclusion du champ d'application de la clause NPF :

- **Les parties au différend.** Plus des deux tiers des traités qui excluent les modalités de règlement des différends du champ d'application de la clause NPF se réfèrent aux procédures de règlement des différends en fonction des parties au différend. La grande majorité de ces traités – 123 sur 125 occurrences de ce paramètre apparaissent dans l'échantillon – exclut du champ d'application des clauses NPF les mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE) comme procédure de règlement des différends.<sup>49</sup> Quatorze traités excluent du

<sup>45</sup> Par exemple, le [TBI Inde-Émirats arabes unis \(2013\)](#), le [TBI Mexique-Émirats arabes unis \(2016\)](#), le [TBI Paraguay-Émirats arabes unis \(2017\)](#) et le [TBI Serbie-Émirats arabes unis \(2013\)](#).

<sup>46</sup> Par exemple, l'[ALE Australie-Hong Kong, Chine \(2019\)](#), le [TBI Japon-Jordanie \(2018\)](#), le [TBI Japon-Ukraine \(2015\)](#) et le [TBI Japon-Émirats arabes unis \(2018\)](#).

<sup>47</sup> Par exemple, l'[Accord de protection des investissements UE-Viêt Nam \(2019\)](#),

<sup>48</sup> Par exemple, l'[ALE Australie-Malaisie \(2012\)](#), qui stipule que sa clause NPF « ne s'applique pas aux procédures de règlement des différends » (« does not apply to dispute settlement provisions »).

<sup>49</sup> Par exemple, le [TBI Argentine-Qatar \(2016\)](#), qui stipule dans sa clause NPF que cette dernière « ne s'applique pas pour invoquer le traitement juste et équitable et les dispositions relatives au règlement des différends accordés aux investisseurs de tout État tiers en vertu de traités signés par l'une des parties contractantes avant l'entrée en vigueur du présent traité » (« shall not

champ d'application de la clause NPF, en plus de la procédure RDIE, les mécanismes règlement des différends entre États prévus par des traités tiers.<sup>50</sup>

- **La nature ou l'objet du différend.** Les formulations de certains accords se réfèrent explicitement au(x) types de différends qui sont exclus du champ d'application de la clause NPF, et plus particulièrement aux différends relatifs aux investissements.<sup>51</sup>
- **La nature de la procédure.** Les formulations de certains accords précisent le(s) type(s) de procédures de règlement des différends qui sont explicitement exclues du champ d'application de la clause NPF. Le [TBI Argentine-Japon \(2018\)](#), le [TBI Arménie-Japon \(2018\)](#), le [TBI Côte d'Ivoire-Japon \(2020\)](#) et le [TBI Maroc-Japon \(2020\)](#), par exemple, se réfèrent tous à des « *procédures ou mécanismes internationaux de règlement des différends* » (« *international dispute settlement procedures or mechanisms* »). D'autres traités se réfèrent quant à eux à des « *procédures internationales de règlement des différends* » (« *international dispute settlement procedures* »), à des « *mécanismes internationaux de règlement des différends* » (« *international dispute resolution mechanisms* ») ou encore à des « *dispositions qui établissent des procédures internationales de règlement des différends* » (« *provisions that establish international dispute resolution procedures* »). Le paramètre se présente sous l'une des trois formes suivantes : (1) une référence à une catégorie non-définie de procédures de règlement des différends ;<sup>52</sup> (2) une référence spécifique au(x) type(s) de procédure(s) visée(s) par l'exclusion (par exemple, les « *mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États* »);<sup>53</sup> ou (3) une référence à la ou les procédure(s) disponible(s) en vertu du traité de base (par exemple, pas de procédures « *autres*

---

*apply in order to invoke the fair and equitable treatment and the dispute settlement provisions accorded to investors of any Third State under treaties signed by one of the Contracting Parties prior to the entry into force of this Treaty »).*

<sup>50</sup> Par exemple, le [TBI Chine-Colombie \(2008\)](#), qui stipule que « *Le traitement le plus favorable à accorder dans des circonstances analogues, visé dans le présent accord, n'englobe pas les mécanismes de règlement des différends en matière d'investissement, tels que ceux contenus dans les articles 8 [Règlement des différends entre les parties contractantes] et 9 [Règlement des différends entre les parties contractantes] du présent accord, qui sont prévus dans des traités ou des accords internationaux d'investissement* » (« *The most favourable treatment to be granted in like circumstances referred to in this Agreement does not encompass mechanisms for the settlement of investment disputes, such as those contained in Articles 8 [Settlement of disputes between the Contracting Parties] and 9 [Settlement of Disputes between of this Agreement, which are provided for in treaties or international investment agreements]* »).

<sup>51</sup> Par exemple, le [TBI Argentine-Qatar \(2016\)](#) « *les dispositions de règlement des différends accordées aux investisseurs* », le [TBI Colombie Suisse \(2006\)](#) « *mécanismes de règlement des différends en matière d'investissement* », le [TBI Ouzbékistan-Turquie \(2017\)](#) « *le règlement des différends entre une partie contractante et les investisseurs de l'autre partie contractante* ».

<sup>52</sup> Par exemple, le [l'AGPE Australie-Indonésie \(2019\)](#) qui stipule que le traitement NPF « *n'englobera pas les procédures ou mécanismes internationaux de règlement des différends, tels que ceux inclus dans la section B (Règlement des différends entre investisseurs et États)* ». Dans le même ordre d'idées, le [TBI Chili-Hong Kong, Chine TBI \(2016\)](#) prévoit que « *Pour plus de certitude, le traitement visé au présent article n'englobe pas les mécanismes de règlement des différends, tels que ceux de la section C (Règlement des différends entre un investisseur et la partie hôte)* ».

<sup>53</sup> L'[ALE Canada-Corée \(2014\)](#).

que celles énoncées dans le présent accord », « other than those set out in this Agreement »).<sup>54</sup>

64. Des variations linguistiques importantes sont observés au sein de ce sous-ensemble de traités : un total de 33 formulations différentes sont constatées en ce qui concerne ce paramètre.<sup>55</sup>

### 3.1.3. Exclusion générale sans précision quant au type de traité ou au type de modalité de règlement des différends

65. Sept traités bilatéraux d'investissement et un traité plurilatéral, qui couvrent un total de 12 relations, prévoient une exclusion générale des modalités de règlement des différends, sans préciser ni le type de traité ni le type de modalités de règlement des différends visés par cette exclusion.<sup>56</sup> À titre d'exemple, l'[ALE Australie-Malaisie \(2012\)](#) prévoit, dans une note de bas de page relative à sa clause NPF, comme suit : « Pour plus de certitude, le présent article ne s'applique pas aux procédures de règlement des différends » (« For greater certainty, this Article does not apply to dispute settlement procedures »).

---

<sup>54</sup> Par exemple, le [TBI Mexique-Singapour \(2009\)](#), qui stipule que les investisseurs ne peuvent se prévaloir d'« options ou procédures pour la résolution de différends autres que celles indiquées dans cet Accord » (« options or procedures for the resolution of disputes other than those indicated in this Agreement »); et l'[ALE Australie-Chili \(2008\)](#) qui exclu du champ d'application de sa clause NPF les « procédures de règlement des différends telles qu'indiquées dans la Section B de ce Chapitre » (« dispute settlement procedures set out in Section B of this Chapter »).

<sup>55</sup> Les 33 formulations différentes correspondent aux suivantes (en langue originale anglaise) : « dispute resolution mechanisms »; « dispute resolution mechanisms and procedures »; « dispute resolution procedures »; « investment dispute resolution mechanisms »; « dispute settlement mechanisms »; « dispute settlement mechanisms or any procedural or legal matters as well as guarantees relating to the contractual obligations of the receiving State »; « dispute settlement mechanisms and procedures »; « dispute settlement provisions »; « dispute settlement provisions accorded to investors »; « dispute settlement procedures »; « dispute settlement mechanisms and procedures »; « International dispute settlement procedures or mechanisms »; « International dispute resolution procedures or mechanisms »; « investor's rights to submit disputes arising under this Agreement to any dispute settlement procedure »; « investor's right to submit dispute arising under this Agreement to any dispute settlement procedure other than that provided by this Agreement »; « investor state dispute settlement procedures and mechanisms »; « investor state dispute settlement mechanisms »; « investor state dispute settlement procedures »; « mechanisms for dispute settlement »; « mechanisms for settlement of investment disputes »; « options or procedures for the resolution of disputes »; « options or procedures for the settlement of disputes »; « provisions on dispute settlement »; « provisions for the resolution of investment disputes »; « provisions in other international trade or investment agreements that establish international dispute resolution procedures »; « provision for the settlement of investment disputes »; « provision for the resolution of investment disputes »; « questions provided for in article [...] concerning the settlement of disputes between an investor and the Contracting Party receiving the investment »; « procedures for the settlement of investment disputes »; « resolution of disputes »; « settlement of disputes between one Contracting Party and investors of the other Contracting Party »; « settlement of investment disputes between an investor and a contracting party »; « investment dispute resolution mechanisms ».

<sup>56</sup> Il s'agit de l'[ALE Australie-Malaisie \(2012\)](#), [Australia-New Zealand Closer Economic Relations Trade Agreement \(ANZCERTA\) Investment Protocol \(2011\)](#), l'[ALE Australie-Royaume-Uni \(2021\)](#); le [TBI Portugal-Émirats arabes unis \(2011\)](#), le [TBI République slovaque-Iran \(2016\)](#), le [TBI Albanie-Émirats arabes unis \(2015\)](#), le [TBI Philippines-Taipei Chinois \(2017\)](#), et le [Protocole de coopération et de facilitation de l'investissement du MERCOSUR](#).



### 3.1.4. Exclusion d'autres éléments de procédure et/ou de compétence et/ou judiciaires

66. Huit traités suivent une approche différente et ne se réfèrent pas aux modalités de règlement des différends, mais plutôt spécifiquement à certains éléments de *procédure* et/ou de *compétence*.<sup>57</sup> Le [TBI Argentine-Émirats arabes unis \(2018\)](#), par exemple, prévoit que « *Pour plus de certitude, le traitement visé au présent article ne s'applique pas aux questions de procédure ou de juridiction* » (« *For greater certainty, the treatment referred to in this Article does not apply to procedural or jurisdictional matters* »). Trois traités dans ce sous-ensemble se réfèrent uniquement à une exclusion des questions de procédure et/ou de compétence et/ou judiciaires ; les cinq autres conjuguent cette exclusion avec une référence aux types de traités dont les modalités de règlement des différends sont exclues du champ d'application de la clause NPF.<sup>58</sup>

## 3.2. Formulations et terminologie des exclusions des modalités de règlement des différends

67. Plus des deux tiers des traités ou documents connexes (70%) qui excluent explicitement les modalités de règlement des différends du champ d'application des clauses NPF formulent cette exclusion comme une étant une « clarification » ou une confirmation d'un « accord des parties » sur le champ d'application de la clause NPF. Ils reproduisent ainsi la formulation de la définition du champ d'application de la clause NPF en ce qui concerne les modalités de règlement des différends dans les premières clarifications, notamment celles du [troisième projet de l'Accord de zone de libre-échange des Amériques \(2003\)](#) et l'[Échange de lettres \(2004\) concernant le TBI Argentine-Panama \(1996\)](#). Les autres traités emploient des formulations plus directes, comme par exemple la formulation suivante : « *Cet article ne doit pas être interprété comme...* » (« *This Article shall not be construed as...* »).<sup>59</sup>

68. Des formulations de clarifications recouvrent des expressions et des termes tels que « *pour plus de certitude* » (« *for greater certainty* »)<sup>60</sup> ou « *à des fins de clarification* » (« *for the purposes of clarification* ») par exemple.<sup>61</sup> Les traités qui font état d'un accord entre les parties utilisent des termes tels que « *les parties conviennent que* » (« *the Parties agree that* »), « *les parties contractantes prennent note de leur accord* » (« *the Contracting parties note their agreement* ») ou encore « *il est entendu que* » (« *it is understood that* »), entre autres.

---

<sup>57</sup> Cette langue est observée essentiellement dans les traités conclus par les Émirats arabes unis et, dans une moindre mesure, par la Türkiye. Il s'agit du [TBI Argentine-Émirats arabes unis \(2018\)](#), [Azerbaïdjan-Émirats arabes unis TBI \(2006\)](#), et du [TBI Émirats arabes unis-Kenya TBI \(2014\)](#).

<sup>58</sup> Il s'agit du [TBI Mexique-Émirats arabes unis \(2016\)](#), le [TBI Paraguay-Émirats arabes unis \(2017\)](#), le [TBI Türkiye-UAE \(2005\)](#), le [TBI Turquie-Sénégal \(2010\)](#) et le [TBI Serbie-Émirats arabes unis \(2013\)](#).

<sup>59</sup> Par exemple, à ce jour, tous sauf un accord de coopération et de facilitation de l'investissement (ACFI) conclu par le Brésil excluent les modalités de règlement des différends de la clause de la NPF : [ACFI Brésil-Chili \(2015\)](#), [ALE Brésil-Chili \(2018\)](#), [ACFI Brésil-Colombie \(2015\)](#), [ACFI Brésil-Équateur \(2019\)](#), [ACFI Brésil-Éthiopie \(2018\)](#), [ACFI Brésil-Guyane \(2018\)](#), [ACFI Brésil-Mexique \(2015\)](#), [ACFI Brésil-Maroc \(2019\)](#) et [ACFI Brésil-Suriname \(2018\)](#).

<sup>60</sup> Par exemple, le [TBI Canada-Hong Kong \(Chine\) \(2016\)](#), l'[AECG \(2016\)](#).

<sup>61</sup> Par exemple, le [TBI Colombie-France \(2014\)](#).

69. Certains traités associent les deux types de formules. Par exemple, le [TBI Japon-Ukraine \(2015\)](#) prévoit que « *pour plus de certitude, il est entendu que le [traitement NPF] ne comprend pas le traitement accordé aux investisseurs d'une partie non contractante et à leurs investissements en vertu des dispositions relatives au règlement des différends en matière d'investissement* » (« *for greater certainty, it is understood that the [MFN treatment] does not include treatment accorded to investors of a non-Contracting Party and their investments by provisions concerning the settlement of investment disputes* »). De même, la [Déclaration commune d'interprétation \(2018\) relative au TBI Colombie-Inde \(2009\)](#) prévoit que « *pour plus de certitude, les Parties contractantes notent leur accord sur le fait que l'obligation NPF ne s'applique pas* » (« *for greater certainty, the Contracting Parties note their agreement that the MFN obligation does not apply* » ...) aux mécanismes de règlement des différends. Le [TBI Israël-Myanmar \(2014\)](#) note que « *pour éviter tout malentendu, il est en outre précisé que* » le traitement NPF ne s'applique pas aux mécanismes de règlement des différends (« *For the sake of avoiding misunderstanding, it is further clarified that...* »). Enfin, le [TBI Chili-Uruguay \(2010\)](#) indique que « *Pour plus de certitude, les parties conviennent que l'article ne s'applique pas aux questions de procédure ou de compétence, telles que celles incluses dans la section B du présent accord* » (« *For greater certainty, the Parties agree that the Article is not applicable to procedural or jurisdictional matters, such as those included in section B of this agreement* »).

70. Ici encore, des variations linguistiques nombreuses sont observées au sein de l'échantillon. Au total, 36 formulations différentes sont utilisées pour exprimer la notion selon laquelle l'exclusion des modalités de règlement des différends du champ d'application de la clause NPF constitue une clarification ou reflète une compréhension commune des parties.

### 3.3. Délimitations de l'exclusion

71. Dans leur majorité, les formulations de au sein de l'échantillon qui excluent explicitement les modalités de règlement des différends du champ d'application des clauses NPF précisent que l'article, la section, le traitement ou autre définition ne « *s'applique* » pas (« *apply* »), n' « *englobe* » pas (« *encompass* »), n' « *inclut* » pas les modalités de règlement des différends (« *include* »), ou encore ne peut être « *interprété comme une obligation [d'accorder ou d'exiger d'une partie qu'elle accorde le bénéfice de tout traitement découlant des dispositions relatives aux accords de règlement des différends]* » (« *... be construed as an obligation [to grant or to require a party to grant the benefit of any treatment arising from provisions relating to dispute settlement arrangements]* »). Les expressions les plus fréquemment observées dans l'échantillon sont les suivantes : « *ne s'applique pas* » (« *shall not apply* »), « *ne doit pas être interprété* » (« *shall not be construed* »), « *ne s'applique pas* » (« *does not apply* »), « *n'englobe pas* » (« *does not encompass* ») et « *n'inclut pas* » (« *does not include* »).

72. Lorsqu'une formulation se réfère spécifiquement au « *présent article* » (« *this Article* »), ou aux « *dispositions des paragraphes... du présent article* », « *the provisions of paragraphs... of this Article* », elle précise le plus souvent qu'elle « *ne s'applique pas* » (« *shall not apply* ») aux modalités de règlement des différends ou qu'elle « *ne doit pas être interprétée comme une obligation d'accorder ou d'exiger d'une partie qu'elle accorde le bénéfice de tout traitement découlant des dispositions relatives au règlement des différends* » (« *shall not be construed as an obligation to grant or to require a party to grant the benefit of any treatment arising from provisions relating to dispute settlement* »).

73. Par ailleurs, lorsque les formulations se réfèrent spécifiquement au « *traitement visé au présent article* » (« *the treatment referred to in this Article* ») ou encore au « *traitement concernant... [liste positive d'éléments]* » (« *Treatment with respect to... [positive list of*

elements »), elles précisent le plus souvent que ledit traitement « n'englobe pas » ou « n'inclut pas » les modalités de règlement des différends (« does not encompass », « does not include »). Plus rarement, les formulations se réfèrent à un « traitement » qui « ne s'applique pas » aux modalités de règlement des différends (« does not », « shall not »).

74. Plus de la moitié des traités qui excluent explicitement les modalités de règlement des différends de leurs clauses NPF se réfèrent spécifiquement à un « traitement ». L'emploi de ce terme varie toutefois d'un traité à un autre :

- Un premier sous-ensemble de traités emploie le terme « traitement » pour définir l'une des différentes manières dont les États sont tenus de se comporter avec les investisseurs ou les investissements. Les traités au sein de ce sous-ensemble peuvent par exemple afficher la formulation suivante : « *le présent article ne doit pas être interprété comme obligeant une Partie à accorder à un investisseur d'une autre Partie ou à ses investissements le bénéfice d'un "traitement", d'une préférence ou d'un privilège découlant des dispositions relatives au règlement des différends en matière d'investissement contenues dans un [traité d'investissement] [...]* » (« *this article shall not be construed to require a Party to grant to an investor of another Party or their investments the benefit of any 'treatment', preference or privilege arising from provisions relating to investment dispute settlement contained in an [investment treaty] [...]* »);<sup>62</sup>
- Un deuxième sous-ensemble de traités emploie le terme « traitement » de manière générale, de manière que les modalités de règlement des différends sont exclues du champ d'application de la clause NPF du traité, sans qu'il soit précisé si les modalités de règlement des différends sont considérées comme étant un « traitement ». À cet égard, certaines formulations se réfèrent à un « traitement »,<sup>63</sup> ou encore à un « traitement en ce qui concerne [...] », suivies d'une liste des éléments qui sont couverts par ce terme ;<sup>64</sup> et
- Un troisième sous-ensemble emploie le terme traitement en se référant directement à des modalités de règlement des différends, considérant ainsi expressément que les modalités de règlement des différends constituent un « traitement ». <sup>65</sup>

---

<sup>62</sup> Par exemple des accords que le Brésil a conclu avec [Chili \(2015\)](#), [Colombie \(2015\)](#), [Équateur \(2019\)](#), [Éthiopie \(2018\)](#), [Guyane \(2018\)](#), [Mexique \(2015\)](#), [Suriname \(2018\)](#), et les [United Émirats arabes unis \(2019\)](#); cette formulation se trouve également dans l'[ALE Brésil-Chili \(2018\)](#).

<sup>63</sup> Par exemple, le [TBI Canada-Chine TBI \(2012\)](#), Article 5(3) qui prévoit “*For greater certainty, the “treatment” referred to in paragraphs 1 and 2 of this Article does not encompass the dispute resolution mechanisms, such as those in Part C, in other international investment treaties and other trade agreements*”.

<sup>64</sup> Par exemple, l'[ALE Canada-Colombie \(2008\)](#), Article 804(3): “*For greater clarity, treatment “with respect to establishment, acquisition, expansion, management, conduct, operation, and sale or other disposition of investments” referred to in paragraphs 1 and 2 does not encompass dispute resolution mechanisms, such as those in Section B of this Chapter, that are provided for in international treaties or trade agreements*”.

<sup>65</sup> Par exemple, l'[Accord trilatéral d'investissement entre la Chine, le Japon et la Corée \(2012\)](#), Article 4(3): “*It is understood that the treatment accorded to investors of the third Contracting Party or any non-Contracting Party and to their investments as referred to in paragraph 1 does not include treatment accorded to investors of the third Contracting Party or any non-Contracting Party and to their investments by provisions concerning the settlement of investment disputes between a Contracting Party and investors of the third Contracting Party or*

### 3.4. Champ d'application du traitement NPF – listes d'aspects liés à l'investissement

75. Environ un quart des traités du sous-ensemble de traités qui excluent les modalités de règlement des différends du champ d'application de leurs clauses NPF spécifie les aspects pour lesquels le traitement NPF est accordé. Ces listes sont apparues pour la première fois en 1993 et figurent dans les traités qui excluent explicitement les modalités de règlement des différends du champ d'application de la clause NPF et dans ceux qui ne le font pas.

76. Les aspects auxquels le traitement NPF s'applique figurent dans des listes exhaustives ou non-exhaustives composées de séries d'éléments. Un ensemble de 21 éléments et combinaisons d'éléments auxquels s'appliquent le traitement NPF des traités ont été observés dans l'échantillon de traités dans lesquels les modalités de règlement des différends sont exclues du champ d'application des clauses NPF.<sup>66</sup> Aucun traité qui emploie une liste positive pour décrire le champ d'application de sa clause NPF ne contient un terme qui évoque les modalités de règlement des différends.

77. Les traités qui prévoient une liste ainsi qu'une exclusion explicite des modalités de règlement des différends du champ d'application de la clause NPF formulent l'exclusion explicite comme étant une confirmation que la liste n'est effectivement pas destinée à inclure en son sein les modalités de règlement des différends. Cette approche a été envisagée pour la première fois dans le [troisième projet de l'Accord de zone de libre-échange des Amériques \(2003\)](#), et reste le modèle le plus fréquemment observé dans l'échantillon de traités.<sup>67</sup>

---

*between a Contracting Party and investors of any non-Contracting Party that are provided for in other international agreements”.*

<sup>66</sup> La liste complète des éléments qui ont été identifiés dans les traités de l'échantillon (en langue originale anglaise) : « *admission* », « *establishment* », « *maintenance* », « *acquisition* », « *expansion* », « *management* », « *conduct* », « *operation* », « *exploitation* », « *sale* », « *disposition* », « *disposal* », « *use* », « *enjoyment* », « *extension* », « *liquidation* », « *performance* », « *development* », « *abandonment* », « *transfer* », « *receipt* ».

<sup>67</sup> Voir, pour un cadrage plus poussé de la relation entre liste positive et exclusion explicite, l'[ALE Chili-Colombie \(2006\)](#), précise que « *le champ d'application de l'article [qui énonce le traitement NPF] ne couvre que les questions relatives à l'établissement, l'acquisition, l'expansion, la gestion, la conduite, l'exploitation, la vente ou autre disposition de l'investissement, et ne s'applique donc pas aux questions de procédure, y compris les mécanismes de règlement des différends tels que ceux contenus dans la section B du présent chapitre* ». L'annexe 9.3 de l'ALE prévoit également que « *Les Parties conviennent que le champ d'application de l'article 9.3 comprend uniquement les questions liées à l'établissement, l'acquisition, l'expansion, l'administration, la gestion, l'exploitation, la vente ou toute autre disposition relative à l'investissement et, par conséquent, il ne s'appliquera pas aux questions de procédure, y compris les mécanismes de règlement des différends tels que ceux contenus dans la section B du présent chapitre.* » (traduit de l'espagnol par les auteurs, soulignement ajouté).

## Annex A. Échantillon et méthodologie

### Composition de l'échantillon

78. L'échantillon utilisé pour cette étude comprend 2.429 traités d'investissement et documents connexes que les 99 juridictions invitées à participer au Projet de l'Axe 2<sup>68</sup> ont conclus avec toute autre juridiction entre 1959 et le 31 octobre 2022.<sup>69</sup>

79. Le concept de « traité d'investissement » est de plus en plus incertain, dans la mesure où certains traités sont désormais dépourvus des caractéristiques fondamentales qui y sont traditionnellement attendues — à commencer par la présence de dispositions relatives aux garanties post-établissement. Aux fins de cette étude, les « traités d'investissement » sont néanmoins définis comme étant des traités intégrant des dispositions de ce type, puisque les règles relatives à la NPF font partie de ce sous-ensemble de règles. Ainsi, les traités comportant des dispositions relatives à l'investissement, mais pas aux garanties post-établissement, ne sont pas repris dans l'échantillon.

80. La grande majorité des documents de l'échantillon sont des traités d'investissement bilatéraux. L'échantillon englobe également les chapitres sur l'investissement des accords commerciaux préférentiels bilatéraux comportant des dispositions relatives à l'investissement, ainsi que 25 accords plurilatéraux comportant des dispositions relatives à l'investissement, signés par au moins une économie participant au Projet sur l'Axe 2. En ce qui concerne les accords plurilatéraux, seules les relations dans lesquelles intervient au moins un participant au Projet sur l'Axe 2 sont prises en considération. Trois traités plurilatéraux sont exclus de l'évaluation statistique de cette étude : le Traité sur la charte de l'énergie (TCE), l'Accord sur la promotion, la protection et la garantie des investissements entre les États membres de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), et l'Accord unifié pour l'investissement du capital arabe capitaux arabes dans les États arabes.

81. Deux raisons justifient ce choix : les dates de signature et d'entrée en vigueur de l'Accord unifié pour l'investissement du capital arabe capitaux arabes dans les États arabes

---

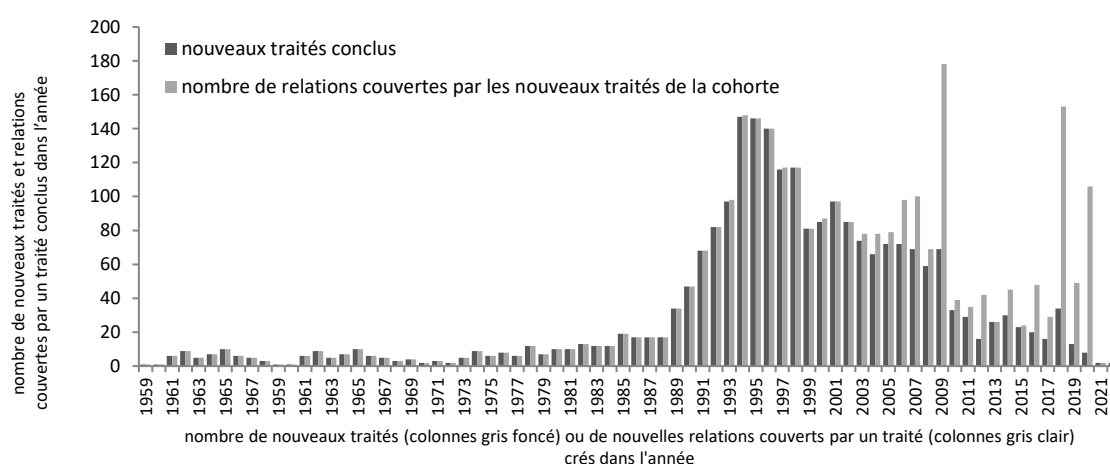
<sup>68</sup> Ces juridictions sont Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Belgique, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, République tchèque, Danemark, Équateur, Égypte, Estonie, Éthiopie, Finlande, France, Géorgie, Allemagne, Ghana, Grèce, Guinée, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Irlande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Corée, Kosovo, Koweït, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Mali, Maurice, Mexique, Moldova, Mongolie, Monténégro, Maroc, Mozambique, Namibie, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nigéria, Macédoine du Nord, Norvège, Oman, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Arabie saoudite, Sénégal, Serbie, Singapour, République slovaque, Slovénie, Afrique du Sud, Espagne, Suède, Suisse, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine, Émirats arabes unis, Royaume-Uni, États-Unis, Uruguay, Ouzbékistan, Viet Nam, Union Européenne.

<sup>69</sup> Lorsque le terme « juridiction » est utilisé dans ce rapport, il n'implique aucun jugement de la part de l'OCDE quant au statut juridique ou autre d'une entité territoriale. La Belgique et le Luxembourg ont conclu de nombreux traités conjointement en tant qu'« Union économique belgo-luxembourgeoise »; bien qu'ils constituent un partenaire conventionnel commun, ce rapport compte l'Union économique belgo-luxembourgeoise comme deux juridictions et produit des données séparément pour les deux juridictions, mais ne compte les traités conclus par l'Union économique belgo-luxembourgeoise qu'une seule fois.

pour les juridictions individuelles ne peuvent être déterminés avec certitude à partir de sources faisant autorité et accessibles au public. Les trois accords couvrent un nombre très important de relations qui rendraient les autres données illisibles : le TCE et l'Accord sur la promotion, la protection et la garantie des investissements entre les États membres de l'Organisation de la conférence islamique, par exemple, couvrent chacun plus de 1.500 relations.<sup>70</sup> La TCE n'a également qu'une couverture sectorielle partielle et coexiste dans de nombreuses relations avec d'autres accords de traités d'investissement.

82. Dans l'ensemble, les traités ou textes connexes qui composent l'échantillon couvrent 2,924 relations bilatérales. Le Figure A A.1 illustre la répartition en cohortes annuelles des nouveaux traités et des nouvelles relations conventionnelles reprises dans l'échantillon.

**Figure A A.1. Composition de l'échantillon : traités et relations couvertes par des traités 2003-2022**



Source : Base de données de l'OCDE relative aux traités d'investissement.

83. La fiabilité et l'authenticité des textes ont constitué les principaux critères pris en compte pour composer l'échantillon de traités. Ainsi, l'échantillon ne comprend que des documents qui étaient accessibles par un site web officiel des économies participant au Projet sur l'Axe 2 ou, dans plus rarement, un site officiel de leurs partenaires conventionnels, ainsi que les sites tenus par des organisations internationales ou régionales.<sup>71</sup> Seuls y ont été intégrés les accords dont un texte authentique a pu être consulté dans une langue accessible au Secrétariat (anglais, français, allemand, italien, espagnol, portugais et arabe). L'analyse des dispositions des traités a été réalisée sur la base d'une seule version linguistique faisant foi, qui peut ne pas être celle ayant servi aux négociations

<sup>70</sup> Le nombre d'États parties à l'Accord pour la promotion, la protection et la garantie des investissements entre les États membres de l'Organisation de la Conférence islamique ne peut être déterminé avec certitude en raison du manque de données faisant autorité sur les États parties au traité.

<sup>71</sup> Cela inclut notamment la [série des traités des Nations Unies, issu du site web de l'Organisation des États américains et du site web de l'AELE](#). La collection de traités de la CNUCED n'a pas été utilisée pour répondre aux préoccupations concernant les versions non signées ou invalides, sauf pour combler des lacunes et uniquement si le fichier de documents mis à disposition sur la base de données présentait un scan d'un texte original signé et daté.

ou celle qui s'impose pour résoudre les divergences. Les traductions vers la langue faisant foi utilisée pour l'analyse peuvent avoir contribué aux variations linguistiques.

84. Étant donné la disponibilité limitée des textes des traités, l'échantillon peut ne pas être représentatif dans tous les cas et peut être biaisé pour un certain nombre de raisons. Il se peut que certains traités, en particulier ceux signés juste avant que l'étude ne soit achevée, ne soient pas mis à disposition sur les bases de données publiques utilisées dans le cadre de l'étude. La liste complète des traités et accords connexes repris dans l'échantillon figure à l'Annexe B.

85. Les traités et révisions ont été intégrés à l'échantillon sans tenir compte du fait qu'ils soient en vigueur ou non. Les traités dont on ignore s'ils sont en vigueur ou dont on sait qu'ils ne sont plus en vigueur sont indiqués *en italique* dans ce document.<sup>72</sup> Le texte ou les notes des graphiques peuvent, le cas échéant, indiquer que, pour certaines analyses, seuls ont été pris en compte les traités orientés vers l'avenir, c'est-à-dire les accords dont on savait qu'ils étaient en vigueur en octobre 2022 ou dont il était attendu qu'ils entrent en vigueur à l'avenir. Il convient d'entendre, par les « traités dont il était “attendu qu'ils entrent en vigueur” », ceux qui avaient été signés, mais n'avaient pas encore pris effet. Certains traités qui ont été signés, mais pour lesquels au moins un signataire a déclaré qu'il ne leur donnerait pas effet, ne sont pas comptabilisés dans cette catégorie. Les traités ayant été annulés et remplacés ou dénoncés sont également exclus de la catégorie des traités orientés vers l'avenir ; de même, les traités suspendus sont considérés comme appartenant à cette catégorie, même si, théoriquement, ils peuvent à nouveau produire des effets à l'avenir.

### Traitement des amendements et des accords annexes

86. Nombre de traités de l'échantillon ont été, après leur conclusion initiale, amendés ou complétés par des accords annexes, notamment des interprétations communes. Ces documents ont également été analysés dans le cadre de l'étude. Aux fins de la présentation, notamment de la description des évolutions dans le temps, ces interprétations communes et amendements sont traitées comme un nouveau traité, présentant les mêmes caractéristiques, qui aurait remplacé un traité existant. L'intégration de l'accord dans une cohorte est déterminée par la date de la révision ou de l'accord connexe.

### Coexistence de traités distincts dans une relation bilatérale donnée

87. Dans de nombreux cas, les relations bilatérales sont simultanément couvertes par plus d'un traité. Dans certains cas, jusqu'à cinq traités d'investissement existent simultanément dans le cadre d'une relation bilatérale. L'interaction des dispositions de ces traités les unes avec les autres est rarement clarifiée dans les traités eux-mêmes et reste généralement incertaine. Cette coexistence simultanée ne doit pas être confondue avec les remplacements de traités, où seul l'un des traités – l'ancien ou le nouveau – est en vigueur à un moment donné.

88. Aux fins de la présente étude, la coexistence simultanée n'est pas résolue. Au contraire, les relations conventionnelles établies par une relation bilatérale donnée sont comptabilisées indépendamment comme si elles étaient établies dans des relations bilatérales différentes.

---

<sup>72</sup> Cela ne s'applique pas systématiquement aux accords plurilatéraux qui peuvent être en vigueur pour certains de leurs signataires mais pas pour d'autres. Ce n'est que lorsque l'accord n'est en vigueur pour aucun de ses signataires que le nom du traité est indiqué *en italique*.

89. Les traités « suspendus » sont traités, aux fins de cette étude, comme s'ils n'étaient plus en vigueur. La suspension d'un traité est utilisée par certaines juridictions dans les cas de remplacements, souvent d'un TBI qui serait remplacé par un APE, où l'extinction du nouveau traité entraînerait la réactivation du traité antérieur suspendu.<sup>73</sup> On ne connaît aucun cas pratique d'une telle « réactivation ».

---

<sup>73</sup> Voir, Pohl, J. (2013), "Temporal Validity of International Investment Agreements: A Large Sample Survey of Treaty Provisions", OECD Working Papers on International Investment, No.2013/04, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/5k3tsjsl5fvh-en>, p.15.



## Annex B. Liste des traités et documents connexes de l'échantillon

90. Cette annexe répertorie les traités et documents connexes qui figurent dans l'échantillon utilisé pour l'étude. Les traités et documents indiqués en *italique* n'étaient, sur la base des informations publiquement disponibles auxquelles a eu accès le Secrétariat, pas encore ou plus en vigueur au moment où l'étude a été achevée, à la date du 31 octobre 2022. Les traités sont présentés par ordre alphabétique pour chaque pays. Par conséquent, certains traités conclus par des participants au Projet sur l'Axe 2 sont repris deux fois, pour chacune des économies concernées. Les accords plurilatéraux inclus dans l'échantillon figurent à la fin de la liste. La version électronique du présent document permet, à de rares exceptions près, d'accéder au texte intégral du traité au moyen d'un hyperlien intégré à son nom ; il est possible que l'adresse électronique indiquée soit devenue obsolète pour certains documents.

<i>Afrique du Sud-Algérie TBI (2000)</i>	Albanie-Allemagne TBI (1991)
<i>Afrique du Sud-Allemagne TBI (1995)</i>	Albanie-Autriche TBI (1993)
<i>Afrique du Sud-Angola TBI (2005)</i>	Albanie-Azerbaïdjan TBI (2012)
Afrique du Sud-Argentine TBI (1998)	Albanie-Belgique/Luxembourg TBI (1999)
Afrique du Sud-Autriche TBI (1996)	Albanie-Bosnie-Herzégovine TBI (2008)
Afrique du Sud-Belgique/Luxembourg TBI (1998)	Albanie-Bulgarie TBI (1994)
<i>Afrique du Sud-Canada TBI (1995)</i>	Albanie-Chine TBI (1993)
<i>Afrique du Sud-Chili TBI (1998)</i>	Albanie-Chypre TBI (2010) <sup>74</sup>
Afrique du Sud-Chine TBI (1997)	Albanie-Corée TBI (2003)
<i>Afrique du Sud-République démocratique du Congo TBI (2005)</i>	Albanie-Croatie TBI (1993)
Afrique du Sud-Corée TBI (1995)	Albanie-Croatie TBI (1993) - Protocole (2009)
Afrique du Sud-Cuba TBI (1995)	Albanie-Danemark TBI (1995)
Afrique du Sud-Danemark TBI (1996)	Albanie-Émirats arabes unis TBI (2015)
<i>Afrique du Sud-Égypte TBI (1998)</i>	Albanie-Espagne TBI (2003)
<i>Afrique du Sud-Espagne TBI (1998)</i>	Albanie-États-Unis TBI (1995)
<i>Afrique du Sud-Éthiopie TBI (2008)</i>	Albanie-Finlande TBI (1997)
Afrique du Sud-Finlande TBI (1998)	Albanie-France TBI (1995)
Afrique du Sud-France TBI (1995)	Albanie-Grèce TBI (1991)
<i>Afrique du Sud-Gabon TBI (2005)</i>	Albanie-Israël TBI (1996)
<i>Afrique du Sud-Ghana TBI (1998)</i>	Albanie-Italie TBI (1991)
<i>Afrique du Sud-Grèce TBI (1998)</i>	<i>Albanie-Kosovo TBI (2016)</i>
<i>Afrique du Sud-Guinée équatoriale TBI (2004)</i>	Albanie-Lituanie TBI (2007)
<i>Afrique du Sud-Guinée TBI (2007)</i>	Albanie-Malaisie TBI (1994)
Afrique du Sud-Iran TBI (1997)	Albanie-Malte TBI (2011)
<i>Afrique du Sud-Israël TBI (2004)</i>	Albanie-Moldova TBI (2004)
Afrique du Sud-Italie TBI (1997)	Albanie-Pologne TBI (1993)
<i>Afrique du Sud-Koweït TBI (2005)</i>	Albanie-Portugal TBI (1998)
<i>Afrique du Sud-Libye TBI (2002)</i>	Albanie-République tchèque TBI (1994)
<i>Afrique du Sud-Madagascar TBI (2006)</i>	Albanie-République tchèque TBI (1994) - Protocole (2010)
Afrique du Sud-Maurice TBI (1998)	Albanie-Roumanie TBI (1994) - Protocole (2005)
Afrique du Sud-Mozambique TBI (1997)	Albanie-Royaume-Uni TBI (1994)
<i>Afrique du Sud-Pays-Bas TBI (1995)</i>	Albanie-Russie TBI (1995)
<i>Afrique du Sud-Qatar TBI (2003)</i>	<i>Albanie-Saint-Marin TBI (2012)</i>
<i>Afrique du Sud-RDC TBI (2004)</i>	Albanie-Serbie TBI (2002)
Afrique du Sud-République tchèque TBI (1998)	Albanie-Slovénie TBI (1997)
Afrique du Sud-Royaume-Uni TBI (1994)	Albanie-Suède TBI (1995)
Afrique du Sud-Russie TBI (1998)	Albanie-Suisse TBI (1992)
<i>Afrique du Sud-Rwanda TBI (2000)</i>	Albanie-Ukraine TBI (2002)
<i>Afrique du Sud-Soudan TBI (2007)</i>	<i>Algérie-Afrique du Sud TBI (2000)</i>
Afrique du Sud-Suède TBI (1998)	Algérie-Allemagne TBI (1996)
<i>Afrique du Sud-Suisse TBI (1995)</i>	Algérie-Autriche TBI (2003)
<i>Afrique du Sud-Tanzanie TBI (2005)</i>	Algérie-Bahreïn TBI (2000)
<i>Afrique du Sud-Tunisie TBI (2002)</i>	Algérie-Belgique/Luxembourg TBI (1991)
<i>Afrique du Sud-République de Turquie TBI (2000)</i>	Algérie-Chine TBI (1996)
<i>Afrique du Sud-Yémen TBI (2003)</i>	Algérie-Corée TBI (1999)
Afrique du Sud-Zimbabwe TBI (2009)	Algérie-Danemark TBI (1999)

<sup>74</sup> Note de la République de Türkiye : Les informations figurant dans ce document qui font référence à « Chypre » concernent la partie méridionale de l'île. Il n'y a pas d'autorité unique représentant à la fois les Chypriotes turcs et grecs sur l'île. La Türkiye reconnaît la République Turque de Chypre Nord (RTCN). Jusqu'à ce qu'une solution durable et équitable soit trouvée dans le cadre des Nations Unies, la Türkiye maintiendra sa position sur la « question chypriote ».

Note de tous les États de l'Union européenne membres de l'OCDE et de l'Union européenne : La République de Chypre est reconnue par tous les membres des Nations Unies sauf la Türkiye. Les informations figurant dans ce document concernent la zone sous le contrôle effectif du gouvernement de la République de Chypre.

- Algérie-Émirats arabes unis TBI (2001)  
 Algérie-Espagne TBI (1994)  
 Algérie-Éthiopie TBI (2002)  
 Algérie-Finlande TBI (2005)  
 Algérie-France TBI (1993)  
 Algérie-Grèce TBI (2000)  
 Algérie-Iran TBI (2003)  
 Algérie-Italie TBI (1991)  
 Algérie-Koweït TBI (2001)  
 Algérie-Libye TBI (2001)  
 Algérie-Malaisie TBI (2000)  
 Algérie-Mali TBI (1996)  
 Algérie-Mauritanie TBI (2008)  
 Algérie-Nigéria TBI (2002)  
 Algérie-Oman TBI (2000)  
 Algérie-Pays-Bas TBI (2007)  
 Algérie-Portugal TBI (2004)  
 Algérie-République tchèque TBI (2000)  
 Algérie-Russie TBI (2006)  
 Algérie-Serbie TBI (2012)  
 Algérie-Suède TBI (2003)  
 Algérie-Suisse TBI (2004)  
 Algérie-Tadjikistan TBI (2008)  
 Algérie-Tunisie TBI (2006)  
 Algérie-Yémen TBI (1999)  
 Allemagne-Afghanistan TBI (2005)  
 Allemagne-Afrique du Sud TBI (1995)  
 Allemagne-Albanie TBI (1991)  
 Allemagne-Algérie TBI (1996)  
 Allemagne-Angola TBI (2003)  
 Allemagne-Antigua-et-Barbuda TBI (1998)  
 Allemagne-Arabie saoudite TBI (1996)  
 Allemagne-Argentine TBI (1991)  
 Allemagne-Arménie TBI (1995)  
 Allemagne-Autorité palestinienne ou Cisjordanie et bande de Gaza TBI (2000)  
 Allemagne-Azerbaïdjan TBI (1995)  
 Allemagne-Bahreïn TBI (2007)  
 Allemagne-Bangladesh TBI (1981)  
 Allemagne-Barbade TBI (1994)  
 Allemagne-Bélarus TBI (1993)  
 Allemagne-Bénin TBI (1978)  
 Allemagne-Bolivie TBI (1987)  
 Allemagne-Bosnie-Herzégovine TBI (2001)  
 Allemagne-Botswana TBI (2000)  
 Allemagne-Brésil TBI (1995)  
 Allemagne-Brunei Darussalam TBI (1998)  
 Allemagne-Bulgarie TBI (1986)  
 Allemagne-Burkina Faso TBI (1996)  
 Allemagne-Burundi TBI (1984)  
 Allemagne-Cabo Verde TBI (1990)  
 Allemagne-Cambodge TBI (1999)  
 Allemagne-Cameroun TBI (1962)  
 Allemagne-Chili TBI (1991)  
 Allemagne-Chine TBI (1983)  
 Allemagne-Chine TBI (2003)  
 Allemagne-Colombie TBI (1965)  
 Allemagne-République démocratique du Congo TBI (1965)  
 Allemagne-Corée TBI (1964)  
 Allemagne-Costa Rica TBI (1994)  
 Allemagne-Côte d'Ivoire TBI (1966)  
 Allemagne-Croatie TBI (1997)  
 Allemagne-Cuba TBI (1996)  
 Allemagne-Dominique TBI (1984)  
 Allemagne-Égypte TBI (1974)  
 Allemagne-Égypte TBI (2005)  
 Allemagne-El Salvador TBI (1997)  
 Allemagne-Émirats arabes unis TBI (1997)  
 Allemagne-Équateur TBI (1996)  
 Allemagne-Estonie TBI (1992)  
 Allemagne-Eswatini TBI (1990)  
 Allemagne-Éthiopie TBI (2004)  
 Allemagne-Gabon TBI (1969)  
 Allemagne-Gabon TBI (1998)  
 Allemagne-Géorgie TBI (1993)  
 Allemagne-Ghana TBI (1995)  
 Allemagne-Grèce TBI (1961)  
 Allemagne-Guatemala TBI (2003)  
 Allemagne-Guinée TBI (1962)  
 Allemagne-Guinée TBI (2006)  
 Allemagne-Guyana TBI (1989)  
 Allemagne-Haïti TBI (1973)  
 Allemagne-Honduras TBI (1995)  
 Allemagne-Hong Kong (Chine) TBI (1996)  
 Allemagne-Hongrie TBI (1986)  
 Allemagne-Inde TBI (1995)  
 Allemagne-Indonésie TBI (1968)  
 Allemagne-Indonésie TBI (2003)  
 Allemagne-Iran TBI (1965)  
 Allemagne-Iran TBI (2002)  
 Allemagne-Iraq TBI (2010)  
 Allemagne-Israël TBI (1976)  
 Allemagne-Jamaïque TBI (1992)  
 Allemagne-Jordanie TBI (1974)  
 Allemagne-Jordanie TBI (2007)  
 Allemagne-Kazakhstan TBI (1992)  
 Allemagne-Kenya TBI (1996)  
 Allemagne-Kirghizistan TBI (1997)  
 Allemagne-Koweït TBI (1994)  
 Allemagne-Lesotho TBI (1982)  
 Allemagne-Lettonie TBI (1993)  
 Allemagne-Liban TBI (1997)  
 Allemagne-Libéria TBI (1961)  
 Allemagne-Libye TBI (2004)  
 Allemagne-Lituanie TBI (1992)  
 Allemagne-Macédoine du Nord TBI (1996)  
 Allemagne-Madagascar TBI (1962)  
 Allemagne-Madagascar TBI (2006)  
 Allemagne-Malaisie TBI (1960)  
 Allemagne-Mali TBI (1977)  
 Allemagne-Malte TBI (1974)  
 Allemagne-Maroc TBI (1961)  
 Allemagne-Maroc TBI (2001)  
 Allemagne-Maurice TBI (1971)  
 Allemagne-Mauritanie TBI (1982)  
 Allemagne-Mexique TBI (1998)  
 Allemagne-Moldova TBI (1994)  
 Allemagne-Moldova TBI (1994) - Protocole (2003)  
 Allemagne-Mongolie TBI (1991)  
 Allemagne-Mozambique TBI (2002)  
 Allemagne-Namibie TBI (1994)  
 Allemagne-Népal TBI (1986)  
 Allemagne-Nicaragua TBI (1996)  
 Allemagne-Niger TBI (1964)  
 Allemagne-Nigéria TBI (2000)  
 Allemagne-Oman TBI (1979)  
 Allemagne-Oman TBI (2007)  
 Allemagne-Ouganda TBI (1966)  
 Allemagne-Ouzbékistan TBI (1993)  
 Allemagne-Pakistan TBI (1959)  
 Allemagne-Pakistan TBI (2009)  
 Allemagne-Panama TBI (1983)  
 Allemagne-Panama TBI (1983) - Protocole (2011)  
 Allemagne-Papouasie-Nouvelle-Guinée TBI (1980)  
 Allemagne-Paraguay TBI (1993)  
 Allemagne-Pérou TBI (1995)  
 Allemagne-Philippines TBI (1997)  
 Allemagne-Pologne TBI (1989)  
 Allemagne-Pologne TBI (1989) - Protocole (2003)  
 Allemagne-Portugal TBI (1980)  
 Allemagne-Qatar TBI (1996)  
 Allemagne-RDC TBI (1969)  
 Allemagne-RDP Lao TBI (1996)  
 Allemagne-République centrafricaine TBI (1965)  
 Allemagne-République slovaque TBI (1990)  
 Allemagne-République tchèque TBI (1990)  
 Allemagne-Roumanie TBI (1996)  
 Allemagne-Russie TBI (1989)  
 Allemagne-Rwanda TBI (1967)  
 Allemagne-Sainte-Lucie TBI (1985)  
 Allemagne-Saint-Vincent-et-les-Grenadines TBI (1986)  
 Allemagne-Sénégal TBI (1964)  
 Allemagne-Serbie TBI (1989)  
 Allemagne-Sierra Leone TBI (1965)  
 Allemagne-Singapour TBI (1973)  
 Allemagne-Slovénie TBI (1993)  
 Allemagne-Somalie TBI (1981)  
 Allemagne-Soudan TBI (1963)  
 Allemagne-Sri Lanka TBI (2000)  
 Allemagne-Syrie TBI (1977)  
 Allemagne-Tadjikistan TBI (2003)  
 Allemagne-Tanzanie TBI (1965)  
 Allemagne-Tchad TBI (1967)  
 Allemagne-Thaïlande TBI (1961)  
 Allemagne-Thaïlande TBI (2002)  
 Allemagne-Timor-Leste TBI (2005)  
 Allemagne-Togo TBI (1961)  
 Allemagne-Trinité-et-Tobago TBI (2006)  
 Allemagne-Tunisie TBI (1963)  
 Allemagne-Turkménistan TBI (1997)  
 Allemagne-République de Turquie TBI (1962)  
 Allemagne-Ukraine TBI (1993)  
 Allemagne-Uruguay TBI (1987)  
 Allemagne-Venezuela TBI (1996)  
 Allemagne-Viet Nam TBI (1993)  
 Allemagne-Yémen TBI (1974)  
 Allemagne-Yémen TBI (2005)  
 Allemagne-Zambie TBI (1966)  
 Allemagne-Zimbabwe TBI (1995)  
 Angola-Afrique du Sud TBI (2005)  
 Angola-Allemagne TBI (2003)  
 Angola-Brésil ACFI (2015)  
 Angola-Espagne TBI (2007)  
 Angola-France TBI (2008)  
 Angola-Italie TBI (1997)  
 Angola-Portugal TBI (1997)  
 Angola-Portugal TBI (2008)  
 Angola-Royaume-Uni TBI (2000)  
 Arabie saoudite-Allemagne TBI (1996)  
 Arabie saoudite-Autriche TBI (2001)  
 Arabie saoudite-Belgique/Luxembourg TBI (2001)  
 Arabie saoudite-Espagne TBI (2006)  
 Arabie saoudite-Inde TBI (2006)

- Arabie saoudite-Italie TBI (1996)  
*Arabie saoudite-Japon TBI (2013)*  
 Arabie saoudite-Malaisie TBI (2000)  
 Arabie saoudite-République tchèque TBI (2009)  
 Arabie saoudite-Singapour TBI (2006)  
 Arabie saoudite-Suède TBI (2008)  
 Arabie saoudite-Suisse TBI (2006)  
 Arabie saoudite-République de Türkiye TBI (2006)  
 Arabie saoudite-Ukraine TBI (2008)  
 Argentine-Afrique du Sud TBI (1998)  
 Argentine-Allemagne TBI (1991)  
 Argentine-Arménie TBI (1993)  
 Argentine-Australie TBI (1995)  
 Argentine-Autriche TBI (1992)  
 Argentine-Belgique/Luxembourg TBI (1990)  
*Argentine-Bolivie TBI (1994)*  
 Argentine-Bulgarie TBI (1993)  
 Argentine-Canada TBI (1991)  
 Argentine-Chili ALE (2017)  
*Argentine-Chili TBI (1991)*  
 Argentine-Chine TBI (1992)  
 Argentine-Corée TBI (1994)  
 Argentine-Costa Rica TBI (1997)  
 Argentine-Croatie TBI (1994)  
 Argentine-Cuba TBI (1995)  
 Argentine-Danemark TBI (1992)  
 Argentine-Égypte TBI (1992)  
 Argentine-El Salvador TBI (1996)  
*Argentine-Émirats arabes unis TBI (2018)*  
*Argentine-Équateur TBI (1994)*  
 Argentine-Espagne TBI (1991)  
 Argentine-États-Unis TBI (1991)  
 Argentine-Finlande TBI (1993)  
 Argentine-France TBI (1991)  
*Argentine-Grèce TBI (1999)*  
 Argentine-Guatemala TBI (1998)  
 Argentine-Hongrie TBI (1993)  
*Argentine-Inde TBI (1999)*  
*Argentine-Indonésie TBI (1995)*  
 Argentine-Israël TBI (1995)  
 Argentine-Italie TBI (1990)  
 Argentine-Jamaïque TBI (1994)  
*Argentine-Japon TBI (2018)*  
 Argentine-Lituanie TBI (1996)  
 Argentine-Malaisie TBI (1994)  
 Argentine-Maroc TBI (1996)  
 Argentine-Mexique TBI (1996)  
 Argentine-Nicaragua TBI (1998)  
*Argentine-Nouvelle-Zélande TBI (1999)*  
 Argentine-Panama TBI (1996)  
 Argentine-Panama TBI (1996) - Échange de lettres (2004)  
 Argentine-Pays-Bas TBI (1992)  
 Argentine-Pérou TBI (1994)  
 Argentine-Philippines TBI (1999)  
 Argentine-Pologne TBI (1991)  
 Argentine-Portugal TBI (1994)  
*Argentine-Qatar TBI (2016)*  
*Argentine-République dominicaine TBI (2001)*  
 Argentine-République tchèque TBI (1996)  
 Argentine-Royaume-Uni TBI (1990)  
 Argentine-Russie TBI (1998)  
 Argentine-Sénégal TBI (1993)  
 Argentine-Suède TBI (1991)  
 Argentine-Suisse TBI (1991)  
 Argentine-Taïpei chinois TBI (1993)  
 Argentine-Thaïlande TBI (2000)  
 Argentine-République de Türkiye TBI (1992)  
 Argentine-Ukraine TBI (1995)  
 Argentine-Venezuela TBI (1993)  
 Argentine-Viet Nam TBI (1996)  
 Arménie-Allemagne TBI (1995)  
 Arménie-Argentine TBI (1993)  
 Arménie-Autriche TBI (2001)  
 Arménie-Belgique/Luxembourg TBI (2001)  
*Arménie-Bulgarie TBI (1995)*  
 Arménie-Canada TBI (1997)  
 Arménie-Corée TBI (2018)  
 Arménie-Émirats arabes unis TBI (2016)  
 Arménie-États-Unis TBI (1992)  
 Arménie-Finlande TBI (2004)  
 Arménie-France TBI (1995)  
*Arménie-Inde TBI (2003)*  
*Arménie-Israël TBI (2000)*  
*Arménie-Italie TBI (1998)*  
*Arménie-Japon TBI (2018)*  
*Arménie-Kazakhstan TBI (2006)*  
 Arménie-Lettonie TBI (2005)  
*Arménie-Lituanie TBI (2006)*  
 Arménie-Pays-Bas TBI (2005)  
 Arménie-Roumanie TBI (1994)  
 Arménie-Roumanie TBI (1994) - Protocole (2006)  
 Arménie-Royaume-Uni TBI (1993)  
*Arménie-Singapour TBI (2019)*  
 Arménie-Suède TBI (2006)  
 Arménie-Suisse TBI (1998)  
 Australie-Argentine TBI (1995)  
 Australie-Chili ALE (2008)  
*Australie-Chili TBI (1996)*  
 Australie-Chine ALE (2015)  
 Australie-Chine TBI (1988)  
 Australie-Corée ALE (2014)  
 Australie-Égypte TBI (2001)  
 Australie-États-Unis ALE (2004)  
 Australie-Hong Kong (Chine) ALE (2019)  
*Australie-Hong Kong (Chine) TBI (1993)*  
 Australie-Hongrie TBI (1991)  
*Australie-Inde TBI (1999)*  
 Australie-Indonésie AGPE (2019)  
*Australie-Indonésie TBI (1992)*  
*Australie-Japon APE (2014)*  
 Australie-Lituanie TBI (1998)  
 Australie-Malaisie ALE (2012)  
*Australie-Mexique TBI (2005)*  
 Australie-Nouvelle-Zélande Protocole sur l'Investissement à ANCERTA (2011)  
 Australie-Pakistan TBI (1998)  
 Australie-Papouasie-Nouvelle-Guinée TBI (1990)  
 Australie-Pérou ALE (2018)  
*Australie-Pérou TBI (1995)*  
 Australie-Philippines TBI (1995)  
 Australie-RDP Lao TBI (1994)  
 Australie-République tchèque TBI (1993)  
 Australie-Roumanie TBI (1993)  
*Australie-Royaume-Uni ALE (2021)*  
*Australie-Singapour ALE (2003)*  
 Australie-Singapour Amendement (2016)  
 Australie-Sri Lanka TBI (2002)  
 Australie-Thaïlande ALE (2004)  
 Australie-République de Türkiye TBI (2005)  
*Australie-Uruguay TBI (2001)*  
 Australie-Uruguay TBI (2019)  
*Australie-Viet Nam TBI (1991)*  
 Autriche-Afrique du Sud TBI (1996)  
 Autriche-Albanie TBI (1993)  
 Autriche-Algérie TBI (2003)  
 Autriche-Arabie saoudite TBI (2001)  
 Autriche-Argentine TBI (1992)  
 Autriche-Arménie TBI (2001)  
 Autriche-Azerbaïdjan TBI (2000)  
 Autriche-Bangladesh TBI (2000)  
 Autriche-Bélarus TBI (2001)  
 Autriche-Belize TBI (2001)  
 Autriche-Bosnie-Herzégovine TBI (2000)  
 Autriche-Bulgarie TBI (1997)  
*Autriche-Cambodge TBI (2004)*  
 Autriche-Chili TBI (1997)  
 Autriche-Chine TBI (1985)  
*Autriche-Chine TBI (1985) - Protocole (2012)*  
 Autriche-Corée TBI (1991)  
 Autriche-Croatie TBI (1997)  
 Autriche-Cuba TBI (2000)  
 Autriche-Égypte TBI (2001)  
 Autriche-Émirats arabes unis TBI (2001)  
 Autriche-Estonie TBI (1994)  
 Autriche-Éthiopie TBI (2004)  
 Autriche-Géorgie TBI (2001)  
 Autriche-Guatemala TBI (2006)  
 Autriche-Hong Kong (Chine) TBI (1996)  
 Autriche-Hongrie TBI (1988)  
 Autriche-Inde TBI (1999)  
 Autriche-Iran TBI (2001)  
 Autriche-Jordanie TBI (2001)  
 Autriche-Kazakhstan TBI (2010)  
 Autriche-Kirghizistan TBI (2016)  
 Autriche-Kosovo TBI (2010)  
 Autriche-Koweït TBI (1996)  
 Autriche-Lettonie TBI (1994)  
 Autriche-Liban TBI (2001)  
 Autriche-Libye TBI (2002)  
 Autriche-Lituanie TBI (1996)  
 Autriche-Macédoine du Nord TBI (2001)  
 Autriche-Malaisie TBI (1985)  
 Autriche-Malte TBI (2002)  
 Autriche-Maroc TBI (1992)  
 Autriche-Mexique TBI (1998)  
 Autriche-Moldova TBI (2001)  
 Autriche-Mongolie TBI (2001)  
 Autriche-Monténégro TBI (2001)  
 Autriche-Namibie TBI (2003)  
*Autriche-Nigéria TBI (2013)*  
 Autriche-Oman TBI (2001)  
 Autriche-Ouzbékistan TBI (2000)  
 Autriche-Paraguay TBI (1993)  
 Autriche-Paraguay TBI (1993) - Échange de lettres (1997)  
 Autriche-Philippines TBI (2002)  
*Autriche-Pologne TBI (1988)*  
 Autriche-République slovaque TBI (1990)  
 Autriche-République tchèque TBI (1990)  
*Autriche-Roumanie TBI (1976)*  
 Autriche-Roumanie TBI (1996)  
 Autriche-Russie TBI (1990)  
*Autriche-Serbie TBI (1989)*  
 Autriche-Serbie TBI (2001)

- Autriche-Slovénie TBI (2001)  
 Autriche-Tadjikistan TBI (2011)  
 Autriche-Tunisie TBI (1995)  
 Autriche-République de Türkiye TBI (1988)  
 Autriche-Ukraine TBI (1996)  
 Autriche-Viet Nam TBI (1995)  
 Autriche-Yémen TBI (2003)  
*Autriche-Zimbabwe TBI (2000)*  
*Azerbaïdjan-Afghanistan TBI (2017)*  
 Azerbaïdjan-Albanie TBI (2012)  
 Azerbaïdjan-Allemagne TBI (1995)  
 Azerbaïdjan-Autriche TBI (2000)  
 Azerbaïdjan-Bélarus TBI (2010)  
 Azerbaïdjan-Belgique/Luxembourg TBI (2004)  
 Azerbaïdjan-Corée TBI (2007)  
 Azerbaïdjan-Croatie TBI (2007)  
*Azerbaïdjan-Égypte TBI (2002)*  
 Azerbaïdjan-Émirats arabes unis TBI (2006)  
*Azerbaïdjan-Estonie TBI (2010)*  
 Azerbaïdjan-États-Unis TBI (1997)  
 Azerbaïdjan-Finlande TBI (2003)  
 Azerbaïdjan-France TBI (1998)  
 Azerbaïdjan-Géorgie TBI (1996)  
 Azerbaïdjan-Grèce TBI (2004)  
*Azerbaïdjan-Hongrie TBI (2007)*  
 Azerbaïdjan-Israël TBI (2007)  
*Azerbaïdjan-Italie TBI (1997)*  
 Azerbaïdjan-Kazakhstan TBI (1996)  
 Azerbaïdjan-Koweït TBI (2009)  
 Azerbaïdjan-Lettonie TBI (2005)  
*Azerbaïdjan-Lituanie TBI (2006)*  
 Azerbaïdjan-Macédoine du Nord TBI (2013)  
 Azerbaïdjan-Moldova TBI (1997)  
 Azerbaïdjan-Monténégro TBI (2011)  
 Azerbaïdjan-Qatar TBI (2007)  
 Azerbaïdjan-République tchèque TBI (2011)  
 Azerbaïdjan-Roumanie TBI (2002)  
 Azerbaïdjan-Roumanie TBI (2002) - Protocole (2006)  
 Azerbaïdjan-Royaume-Uni TBI (1996)  
*Azerbaïdjan-Russie TBI (2014)*  
 Azerbaïdjan-Saint-Marin TBI (2015)  
 Azerbaïdjan-Serbie TBI (2011)  
 Azerbaïdjan-Suisse TBI (2006)  
 Azerbaïdjan-Syrie TBI (2009)  
 Azerbaïdjan-Tadjikistan TBI (2007)  
 Azerbaïdjan-République de Türkiye TBI (2011)  
 Bahreïn-Algérie TBI (2000)  
 Bahreïn-Allemagne TBI (2007)  
*Bahreïn-Belgique/Luxembourg TBI (2006)*  
 Bahreïn-Bulgarie TBI (2009)  
 Bahreïn-Chine TBI (1999)  
*Bahreïn-Espagne TBI (2008)*  
 Bahreïn-États-Unis TBI (1999)  
 Bahreïn-France TBI (2004)  
*Bahreïn-Inde TBI (2004)*  
 Bahreïn-Italie TBI (2006)  
 Bahreïn-Malaisie TBI (1999)  
 Bahreïn-Mexique TBI (2012)  
 Bahreïn-Pays-Bas TBI (2007)  
 Bahreïn-République tchèque TBI (2007)  
 Bahreïn-Royaume-Uni TBI (1991)  
*Bahreïn-Russie TBI (2014)*  
 Bahreïn-Singapour TBI (2003)  
 Bahreïn-République de Türkiye TBI (2006)  
 Bangladesh-Allemagne TBI (1981)  
 Bangladesh-Autriche TBI (2000)  
 Bangladesh-Belgique/Luxembourg TBI (1981)  
*Bangladesh-Danemark TBI (2009)*  
 Bangladesh-États-Unis TBI (1986)  
 Bangladesh-France TBI (1985)  
 Bangladesh-Inde TBI (2009)  
 Bangladesh-Inde TBI (2009) - Accord d'interprétation commune (2017)  
 Bangladesh-Italie TBI (1990)  
 Bangladesh-Japon TBI (1998)  
 Bangladesh-Malaisie TBI (1994)  
 Bangladesh-Pologne TBI (1997)  
 Bangladesh-Roumanie TBI (1987)  
 Bangladesh-Royaume-Uni TBI (1980)  
 Bangladesh-Singapour TBI (2004)  
 Bangladesh-Suisse TBI (2000)  
*Bangladesh-République de Türkiye TBI (2012)*  
 Belgique/Luxembourg-Afrique du Sud TBI (1998)  
 Belgique/Luxembourg-Albanie TBI (1999)  
 Belgique/Luxembourg-Algérie TBI (1991)  
 Belgique/Luxembourg-Arabie saoudite TBI (2001)  
 Belgique/Luxembourg-Argentine TBI (1990)  
 Belgique/Luxembourg-Arménie TBI (2001)  
 Belgique/Luxembourg-Azerbaïdjan TBI (2004)  
*Belgique/Luxembourg-Bahreïn TBI (2006)*  
 Belgique/Luxembourg-Bangladesh TBI (1981)  
*Belgique/Luxembourg-Barbade TBI (2009)*  
*Belgique/Luxembourg-Bélarus TBI (2002)*  
 Belgique/Luxembourg-Bénin TBI (2001)  
 Belgique/Luxembourg-Bolivie TBI (1990)  
 Belgique/Luxembourg-Bosnie-Herzégovine TBI (2004)  
*Belgique/Luxembourg-Botswana TBI (2006)*  
*Belgique/Luxembourg-Brésil TBI (1999)*  
*Belgique/Luxembourg-Bulgarie TBI (1988)*  
 Belgique/Luxembourg-Burkina Faso TBI (2001)  
 Belgique/Luxembourg-Burundi TBI (1989)  
 Belgique/Luxembourg-Cameroun TBI (1980)  
 Belgique/Luxembourg-Chili TBI (1992)  
*Belgique/Luxembourg-Chine TBI (1984)*  
 Belgique/Luxembourg-Chine TBI (2005)  
*Belgique/Luxembourg-Chypre TBI (1991)*  
*Belgique/Luxembourg-Colombie TBI (2009)*  
*Belgique/Luxembourg-Comores TBI (2001)*  
*Belgique/Luxembourg-Corée TBI (1974)*  
 Belgique/Luxembourg-Corée TBI (2006)  
*Belgique/Luxembourg-Costa Rica TBI (2002)*  
*Belgique/Luxembourg-Côte d'Ivoire TBI (1999)*  
 Belgique/Luxembourg-Croatie TBI (2001)  
*Belgique/Luxembourg-Cuba TBI (1998)*  
*Belgique/Luxembourg-Égypte TBI (1977)*  
 Belgique/Luxembourg-Égypte TBI (1999)  
 Belgique/Luxembourg-El Salvador TBI (1999)  
 Belgique/Luxembourg-Émirats arabes unis TBI (2004)  
*Belgique/Luxembourg-Estonie TBI (1996)*  
*Belgique/Luxembourg-Éthiopie TBI (2006)*  
 Belgique/Luxembourg-Gabon TBI (1998)  
 Belgique/Luxembourg-Géorgie TBI (1993)  
*Belgique/Luxembourg-Guatemala TBI (2005)*  
 Belgique/Luxembourg-Hong Kong (Chine) TBI (1996)  
*Belgique/Luxembourg-Hongrie TBI (1986)*  
*Belgique/Luxembourg-Inde TBI (1997)*  
 Belgique/Luxembourg-Kazakhstan TBI (1998)  
*Belgique/Luxembourg-Kosovo TBI (2010)*  
 Belgique/Luxembourg-Koweït TBI (2000)  
*Belgique/Luxembourg-Lettonie TBI (1996)*  
 Belgique/Luxembourg-Liban TBI (1999)  
 Belgique/Luxembourg-Libye TBI (2004)  
*Belgique/Luxembourg-Lituanie TBI (1997)*  
 Belgique/Luxembourg-Macédoine du Nord TBI (1999)  
 Belgique/Luxembourg-Madagascar TBI (2005)  
 Belgique/Luxembourg-Malaisie TBI (1979)  
*Belgique/Luxembourg-Malte TBI (1987)*  
*Belgique/Luxembourg-Maroc TBI (1965)*  
 Belgique/Luxembourg-Maroc TBI (1999)  
 Belgique/Luxembourg-Maurice TBI (2005)  
 Belgique/Luxembourg-Mexique TBI (1998)  
 Belgique/Luxembourg-Moldova TBI (1996)  
 Belgique/Luxembourg-Mongolie TBI (1992)  
 Belgique/Luxembourg-Monténégro TBI (2004)  
*Belgique/Luxembourg-Monténégro TBI (2010)*  
 Belgique/Luxembourg-Mozambique TBI (2006)  
*Belgique/Luxembourg-Nicaragua TBI (2005)*  
*Belgique/Luxembourg-Oman TBI (2008)*  
*Belgique/Luxembourg-Ouganda TBI (2005)*  
 Belgique/Luxembourg-Ouzbékistan TBI (1998)  
*Belgique/Luxembourg-Pakistan TBI (1998)*  
*Belgique/Luxembourg-Panama TBI (2009)*  
 Belgique/Luxembourg-Paraguay TBI (1992)  
 Belgique/Luxembourg-Pérou TBI (2005)  
 Belgique/Luxembourg-Philippines TBI (1998)  
*Belgique/Luxembourg-Pologne TBI (1987)*  
*Belgique/Luxembourg-Qatar TBI (2007)*  
*Belgique/Luxembourg-RDC TBI (2005)*  
*Belgique/Luxembourg-République slovaque TBI (1989)*  
*Belgique/Luxembourg-République tchèque TBI (1989)*  
*Belgique/Luxembourg-Roumanie TBI (1978)*  
*Belgique/Luxembourg-Roumanie TBI (1996)*  
 Belgique/Luxembourg-Russie TBI (1989)  
 Belgique/Luxembourg-Rwanda TBI (1983)  
*Belgique/Luxembourg-Rwanda TBI (2007)*  
 Belgique/Luxembourg-Serbie TBI (2004)  
 Belgique/Luxembourg-Singapour TBI (1978)  
*Belgique/Luxembourg-Slovénie TBI (1999)*  
*Belgique/Luxembourg-Soudan TBI (2005)*  
 Belgique/Luxembourg-Sri Lanka TBI (1982)  
*Belgique/Luxembourg-Tadjikistan TBI (2009)*  
 Belgique/Luxembourg-Thaïlande TBI (2002)  
*Belgique/Luxembourg-Togo TBI (2009)*  
*Belgique/Luxembourg-Tunisie TBI (1964)*  
 Belgique/Luxembourg-Tunisie TBI (1997)  
 Belgique/Luxembourg-République de Türkiye TBI (1986)  
 Belgique/Luxembourg-Ukraine TBI (1996)  
 Belgique/Luxembourg-Uruguay TBI (1991)  
 Belgique/Luxembourg-Venezuela TBI (1998)  
 Belgique/Luxembourg-Viet Nam TBI (1991)  
 Belgique/Luxembourg-Yémen TBI (2000)  
*Belgique/Luxembourg-Zambie TBI (2001)*  
*Belgique-Indonésie TBI (1970)*  
 Bénin-Allemagne TBI (1978)  
 Bénin-Belgique/Luxembourg TBI (2001)  
 Bénin-Burkina Faso TBI (2001)  
 Bénin-Canada TBI (2013)  
*Bénin-Chine TBI (2004)*  
*Bénin-Ghana TBI (2001)*  
*Bénin-Guinée TBI (2001)*  
*Bénin-Mali TBI (2001)*  
*Bénin-Maroc TBI (2004)*  
*Bénin-Maurice TBI (2001)*

- Bénin-Royaume-Uni TBI (1987)  
 Bénin-Suisse TBI (1966)  
 Bosnie-Herzégovine-Albanie TBI (2008)  
 Bosnie-Herzégovine-Allemagne TBI (2001)  
 Bosnie-Herzégovine-Autriche TBI (2000)  
 Bosnie-Herzégovine-Belgique/Luxembourg TBI (2004)  
 Bosnie-Herzégovine-Croatie TBI (1996)  
 Bosnie-Herzégovine-Espagne TBI (2002)  
 Bosnie-Herzégovine-Finlande TBI (2000)  
*Bosnie-Herzégovine-France TBI (2003)*  
 Bosnie-Herzégovine-Grèce TBI (2000)  
*Bosnie-Herzégovine-Inde TBI (2006)*  
*Bosnie-Herzégovine-Italie TBI (2000)*  
 Bosnie-Herzégovine-Lituanie TBI (2007)  
 Bosnie-Herzégovine-Portugal TBI (2002)  
 Bosnie-Herzégovine-République slovaque TBI (2008)  
 Bosnie-Herzégovine-République tchèque TBI (2002)  
 Bosnie-Herzégovine-République tchèque TBI (2002) - Protocole (2009)  
 Bosnie-Herzégovine-Roumanie TBI (2001)  
 Bosnie-Herzégovine-Royaume-Uni TBI (2002)  
 Bosnie-Herzégovine-Slovénie TBI (2001)  
 Bosnie-Herzégovine-Suède TBI (2000)  
 Bosnie-Herzégovine-Suisse TBI (2003)  
 Bosnie-Herzégovine-République de Turquie TBI (1998)  
 Bosnie-Herzégovine-Ukraine TBI (2002)  
*Brésil-Allemagne TBI (1995)*  
*Brésil-Angola ACFI (2015)*  
*Brésil-Belgique/Luxembourg TBI (1999)*  
*Brésil-Chili ACFI (2015)*  
 Brésil-Chili ALE (2018)  
*Brésil-Colombie ACFI (2015)*  
*Brésil-Corée TBI (1995)*  
*Brésil-Cuba ACFI (1997)*  
*Brésil-Danemark TBI (1995)*  
*Brésil-Émirats arabes unis ACFI (2019)*  
*Brésil-Équateur ACFI (2019)*  
*Brésil-Éthiopie ACFI (2018)*  
*Brésil-Finlande TBI (1995)*  
*Brésil-Guyana ACFI (2018)*  
*Brésil-Inde TBI (2020)*  
*Brésil-Malawi ACFI (2015)*  
*Brésil-Maroc ACFI (2019)*  
*Brésil-Mexique ACFI (2015)*  
*Brésil-Mozambique ACFI (2015)*  
*Brésil-Pays-Bas TBI (1998)*  
*Brésil-Pérou ETEA (2016)*  
*Brésil-Portugal TBI (1994)*  
*Brésil-Suriname ACFI (2018)*  
*Brésil-Venezuela TBI (1995)*  
 Bulgarie-Albanie TBI (1994)  
*Bulgarie-Allemagne TBI (1986)*  
 Bulgarie-Argentine TBI (1993)  
*Bulgarie-Arménie TBI (1995)*  
 Bulgarie-Autriche TBI (1997)  
 Bulgarie-Bahreïn TBI (2009)  
*Bulgarie-Belgique/Luxembourg TBI (1988)*  
 Bulgarie-Chine TBI (1989)  
*Bulgarie-Chine TBI (1989) - Amendement (2007)*  
 Bulgarie-Corée TBI (2006)  
*Bulgarie-Croatie TBI (1996)*  
*Bulgarie-Danemark TBI (1993)*  
*Bulgarie-Espagne TBI (1995)*  
 Bulgarie-États-Unis TBI (1992)  
 Bulgarie-Finlande TBI (1997)  
*Bulgarie-France TBI (1989)*  
*Bulgarie-Hongrie TBI (1994)*  
 Bulgarie-Inde TBI (1998) - Protocole (2007)  
*Bulgarie-Indonésie TBI (2003)*  
 Bulgarie-Iran TBI (1998)  
 Bulgarie-Israël TBI (1993)  
 Bulgarie-Jordanie TBI (2002)  
 Bulgarie-Kazakhstan TBI (1999)  
*Bulgarie-Kazakhstan TBI (1999) - Amendement (2006)*  
*Bulgarie-Lettonie TBI (2003)*  
 Bulgarie-Libye TBI (1999)  
*Bulgarie-Lituanie TBI (2005)*  
*Bulgarie-Malte TBI (1984)*  
*Bulgarie-Maroc TBI (1996) - Protocole (2010)*  
*Bulgarie-Mongolie TBI (2000)*  
 Bulgarie-Oman TBI (2007)  
 Bulgarie-Ouzbékistan TBI (1998)  
*Bulgarie-Pakistan TBI (2002)*  
*Bulgarie-Pays-Bas TBI (1988)*  
*Bulgarie-Pays-Bas TBI (1999)*  
 Bulgarie-Portugal TBI (1993)  
*Bulgarie-Qatar TBI (2007)*  
*Bulgarie-République slovaque TBI (1994)*  
*Bulgarie-République tchèque TBI (1999)*  
 Bulgarie-Royaume-Uni TBI (1995)  
 Bulgarie-Russie TBI (1993)  
*Bulgarie-Saint-Marin TBI (2007)*  
 Bulgarie-Singapour TBI (2003)  
*Bulgarie-Slovénie TBI (1998)*  
 Bulgarie-Suède TBI (1994)  
 Bulgarie-Suisse TBI (1991)  
 Bulgarie-Tunisie TBI (2000)  
 Bulgarie-République de Turquie TBI (1994)  
 Bulgarie-Ukraine TBI (1994)  
 Bulgarie-Yémen TBI (2002)  
 Burkina Faso-Allemagne TBI (1996)  
 Burkina Faso-Belgique/Luxembourg TBI (2001)  
 Burkina Faso-Bénin TBI (2001)  
 Burkina Faso-Canada TBI (2015)  
 Burkina Faso-Corée TBI (2004)  
 Burkina Faso-Malaisie TBI (1998)  
*Burkina Faso-Maroc TBI (2007)*  
 Burkina Faso-Suisse TBI (1969)  
 Cameroun-Allemagne TBI (1962)  
 Cameroun-Belgique/Luxembourg TBI (1980)  
 Cameroun-Canada TBI (2014)  
 Cameroun-États-Unis TBI (1986)  
*Cameroun-Guinée TBI (2001)*  
 Cameroun-Italie TBI (1999)  
*Cameroun-Mali TBI (2001)*  
*Cameroun-Maroc TBI (2007)*  
*Cameroun-Maurice TBI (2001)*  
*Cameroun-Mauritanie TBI (2001)*  
 Cameroun-Royaume-Uni TBI (1982)  
 Cameroun-Suisse TBI (1963)  
*Cameroun-République de Turquie TBI (2012)*  
*Canada-Afrique du Sud TBI (1995)*  
 Canada-Argentine TBI (1991)  
 Canada-Arménie TBI (1997)  
 Canada-Barbade TBI (1996)  
 Canada-Bénin TBI (2013)  
 Canada-Burkina Faso TBI (2015)  
 Canada-Cameroun TBI (2014)  
 Canada-Chili ALE (1996)  
 Canada-Chili ALE (1996) - Amendement (2017)  
 Canada-Chine TBI (2012)  
 Canada-Colombie ALE (2008)  
 Canada-Corée ALE (2014)  
 Canada-Costa Rica TBI (1998)  
 Canada-Côte d'Ivoire TBI (2014)  
 Canada-Croatie TBI (1997)  
 Canada-Égypte TBI (1996)  
 Canada-Équateur TBI (1996)  
 Canada-Guinée TBI (2015)  
 Canada-Honduras ALE (2013)  
 Canada-Hong Kong, Chine TBI (2016)  
 Canada-Hongrie TBI (1991)  
 Canada-Jordanie TBI (2009)  
 Canada-Kosovo TBI (2018)  
 Canada-Koweït TBI (2011)  
*Canada-Lettonie TBI (1995)*  
 Canada-Lettonie TBI (2009)  
 Canada-Liban TBI (1997)  
 Canada-Mali TBI (2014)  
 Canada-Moldova TBI (2018)  
 Canada-Mongolie TBI (2016)  
*Canada-Nigéria TBI (2014)*  
 Canada-Panama ALE (2010)  
*Canada-Panama TBI (1996)*  
 Canada-Pérou ALE (2008)  
*Canada-Pérou TBI (2006)*  
 Canada-Philippines TBI (1995)  
 Canada-Pologne TBI (1990)  
*Canada-République slovaque TBI (1990)*  
 Canada-République slovaque TBI (2010)  
*Canada-République tchèque TBI (1990)*  
 Canada-République tchèque TBI (2009)  
*Canada-Roumanie TBI (1996)*  
 Canada-Roumanie TBI (2009)  
*Canada-Royaume-Uni ALE (2020)*  
 Canada-Russie TBI (1989)  
 Canada-Sénégal TBI (2014)  
 Canada-Serbie TBI (2014)  
 Canada-Tanzanie TBI (2013)  
 Canada-Thaïlande TBI (1997)  
 Canada-Trinité-et-Tobago TBI (1995)  
 Canada-Ukraine TBI (1994)  
 Canada-Uruguay TBI (1997)  
 Canada-Venezuela TBI (1996)  
*Chili-Afrique du Sud TBI (1998)*  
 Chili-Allemagne TBI (1991)  
 Chili-Argentine ALE (2017)  
*Chili-Argentine TBI (1991)*  
 Chili-Australie ALE (2008)  
*Chili-Australie TBI (1996)*  
 Chili-Autriche TBI (1997)  
 Chili-Belgique/Luxembourg TBI (1992)  
*Chili-Brésil ACFI (2015)*  
 Chili-Brésil ALE (2018)  
 Chili-Canada ALE (1996)  
 Chili-Canada ALE (1996) - Amendement (2017)  
 Chili-Colombie ALE (2006)  
*Chili-Colombie TBI (2000)*  
 Chili-Corée ALE (2003)  
 Chili-Croatie TBI (1994)  
 Chili-Danemark TBI (1993)  
*Chili-Égypte TBI (1999)*  
 Chili-Espagne TBI (1991)

- Chili-États-Unis ALE (2003)  
Chili-Finlande TBI (1993)  
Chili-France TBI (1992)  
*Chili-Hong Kong (Chine) TBI (2016)*  
Chili-Japon APE (2007)  
Chili-Mexique ALE (1998)  
Chili-Norvège TBI (1993)  
Chili-Paraguay TBI (1995)  
*Chili-Pays-Bas TBI (1998)*  
Chili-Pérou ALE (2006)  
*Chili-Pérou TBI (2000)*  
Chili-Portugal TBI (1995)  
Chili-République tchèque TBI (1995)  
Chili-Royaume-Uni TBI (1996)  
Chili-Suède TBI (1993)  
Chili-Suisse TBI (1999)  
*Chili-Uruguay TBI (1995)*  
Chili-Uruguay TBI (2010)  
Chili-Venezuela TBI (1993)  
Chine-Afrique du Sud TBI (1997)  
Chine-Albanie TBI (1993)  
Chine-Algérie TBI (1996)  
*Chine-Allemagne TBI (1983)*  
Chine-Allemagne TBI (2003)  
Chine-Argentine TBI (1992)  
Chine-Australie ALE (2015)  
Chine-Australie TBI (1988)  
Chine-Autriche TBI (1985)  
*Chine-Autriche TBI (1985) - Protocole (2012)*  
Chine-Bahreïn TBI (1999)  
Chine-Barbade TBI (1998)  
Chine-Bélarus TBI (1993)  
*Chine-Belgique/Luxembourg TBI (1984)*  
Chine-Belgique/Luxembourg TBI (2005)  
*Chine-Belize TBI (1999)*  
*Chine-Bénin TBI (2004)*  
Chine-Bolivie TBI (1992)  
*Chine-Brunei Darussalam TBI (2000)*  
Chine-Bulgarie TBI (1989)  
*Chine-Bulgarie TBI (1989) - Amendement (2007)*  
Chine-Cabo Verde TBI (1998)  
Chine-Cambodge TBI (1996)  
Chine-Canada TBI (2012)  
*Chine-Chypre TBI (2001)*  
Chine-Colombie TBI (2008)  
*Chine-Corée ALE (2015)*  
*Chine-Corée TBI (1992)*  
Chine-Corée TBI (2007)  
*Chine-Côte d'Ivoire TBI (2002)*  
Chine-Croatie TBI (1993)  
Chine-Cuba TBI (1995)  
Chine-Danemark TBI (1985)  
Chine-Égypte TBI (1994)  
Chine-Émirats arabes unis TBI (1993)  
Chine-Équateur TBI (1994)  
*Chine-Espagne TBI (1992)*  
Chine-Espagne TBI (2005)  
Chine-Estonie TBI (1993)  
Chine-Éthiopie TBI (1998)  
*Chine-Finlande TBI (1984)*  
Chine-Finlande TBI (2004)  
*Chine-France TBI (1984)*  
Chine-France TBI (2007)  
Chine-Géorgie TBI (1993)  
Chine-Ghana TBI (1989)  
Chine-Grèce TBI (1992)  
*Chine-Guinée équatoriale TBI (2005)*  
Chine-Guyana TBI (2003)  
Chine-Hongrie TBI (1991)  
*Chine-Inde TBI (2006)*  
*Chine-Indonésie TBI (1994)*  
Chine-Iran TBI (2000)  
Chine-Islande TBI (1994)  
Chine-Israël TBI (1995)  
Chine-Italie TBI (1985)  
Chine-Jamaïque TBI (1994)  
Chine-Japon TBI (1988)  
Chine-Kazakhstan TBI (1992)  
Chine-Koweït TBI (1985)  
Chine-Lettonie TBI (2004)  
Chine-Liban TBI (1996)  
Chine-Lituanie TBI (1993)  
Chine-Madagascar TBI (2005)  
Chine-Malaisie TBI (1988)  
Chine-Malte TBI (2009)  
Chine-Maurice ALE (2019)  
*Chine-Maurice TBI (1996)*  
Chine-Mexique TBI (2008)  
Chine-Mongolie TBI (1991)  
Chine-Myanmar TBI (2001)  
Chine-Nigéria TBI (2001)  
Chine-Nouvelle-Zélande ALE (2008)  
Chine-Oman TBI (1995)  
*Chine-Ouganda TBI (2004)*  
Chine-Ouzbékistan TBI (1992)  
Chine-Pakistan ALE (2006)  
Chine-Pakistan TBI (1989)  
Chine-Papouasie-Nouvelle-Guinée TBI (1991)  
*Chine-Pays-Bas TBI (1985)*  
Chine-Pays-Bas TBI (2001)  
Chine-Pérou ALE (2009)  
Chine-Pérou TBI (1994)  
*Chine-Portugal TBI (1992)*  
Chine-Portugal TBI (2005)  
Chine-Qatar TBI (1999)  
Chine-RDP Lao TBI (1993)  
Chine-République slovaque TBI (1991)  
*Chine-République slovaque TBI (1991) - Protocole (2005)*  
*Chine-République tchèque TBI (1991)*  
Chine-République tchèque TBI (2005)  
Chine-Roumanie TBI (1994) - Protocole (2007)  
Chine-Royaume-Uni TBI (1986)  
Chine-RPDC TBI (2005)  
Chine-Russie TBI (2006)  
Chine-Serbie TBI (1995)  
Chine-Singapour ALE (2008)  
Chine-Singapour ALE (2008) - Protocole (2018)  
*Chine-Singapour TBI (1985)*  
Chine-Slovénie TBI (1993)  
Chine-Soudan TBI (1997)  
Chine-Sri Lanka TBI (1986)  
Chine-Suède TBI (1982)  
*Chine-Suisse TBI (1986)*  
Chine-Suisse TBI (2009)  
Chine-Syrie TBI (1996)  
Chine-Tadjikistan TBI (1993)  
Chine-Thaïlande TBI (1985)  
Chine-Trinité-et-Tobago TBI (2002)  
Chine-Tunisie TBI (2004)  
Chine-Turkménistan TBI (1992)  
*Chine-République de Turquie TBI (1990)*  
Chine-République de Turquie TBI (2015)  
Chine-Ukraine TBI (1992)  
Chine-Viet Nam TBI (1992)  
*Chine-Yémen TBI (1998)*  
Chine-Zimbabwe TBI (1996)  
*Colombie-Allemagne TBI (1965)*  
*Colombie-Belgique/Luxembourg TBI (2009)*  
*Colombie-Brésil ACFI (2015)*  
Colombie-Canada ALE (2008)  
Colombie-Chili ALE (2006)  
*Colombie-Chili TBI (2000)*  
Colombie-Chine TBI (2008)  
*Colombie-Corée ALE (2013)*  
*Colombie-Corée TBI (2010)*  
Colombie-Costa Rica ALE (2013)  
*Colombie-Cuba TBI (1994)*  
*Colombie-Émirats arabes unis TBI (2017)*  
*Colombie-Espagne TBI (1995)*  
Colombie-Espagne TBI (2005)  
Colombie-États-Unis ALE (2006)  
Colombie-France TBI (2014)  
Colombie-Inde TBI (2009)  
Colombie-Inde TBI (2009) - Déclaration interprétative commune (2018)  
Colombie-Israël ALE (2013)  
*Colombie-Japon TBI (2011)*  
Colombie-Mexique ALE (1994)  
*Colombie-Panama ALE (2013)*  
*Colombie-Pérou TBI (1994)*  
Colombie-Pérou TBI (2007)  
*Colombie-Royaume-Uni TBI (1994)*  
Colombie-Royaume-Uni TBI (2010)  
*Colombie-Singapour TBI (2013)*  
Colombie-Suisse TBI (2006)  
*Colombie-République de Turquie TBI (2014)*  
Corée-Afrique du Sud TBI (1995)  
Corée-Albanie TBI (2003)  
Corée-Algérie TBI (1999)  
Corée-Allemagne TBI (1964)  
Corée-Argentine TBI (1994)  
Corée-Arménie TBI (2018)  
Corée-Australie ALE (2014)  
Corée-Autriche TBI (1991)  
Corée-Azerbaïdjan TBI (2007)  
Corée-Bélarus TBI (1997)  
*Corée-Belgique/Luxembourg TBI (1974)*  
Corée-Belgique/Luxembourg TBI (2006)  
Corée-Bolivie TBI (1996)  
*Corée-Brésil TBI (1995)*  
Corée-Bulgarie TBI (2006)  
Corée-Burkina Faso TBI (2004)  
Corée-Cambodge TBI (1997)  
Corée-Canada ALE (2014)  
Corée-Chili ALE (2003)  
*Corée-Chine ALE (2015)*  
*Corée-Chine TBI (1992)*  
Corée-Chine TBI (2007)  
*Corée-Colombie ALE (2013)*  
*Corée-Colombie TBI (2010)*  
Corée-République démocratique du Congo TBI (2006)  
Corée-Croatie TBI (2005)  
Corée-Égypte TBI (1996)

- Corée-Espagne TBI (1994)  
 Corée-États-Unis ALE (2007)  
 Corée-Finlande TBI (1993)  
 Corée-France TBI (1975)  
 Corée-Gabon TBI (2007)  
 Corée-Guyana TBI (2006)  
 Corée-Honduras TBI (2000)  
 Corée-Hong Kong (Chine) TBI (1997)  
 Corée-Inde AGPE (2009)  
 Corée-Iran TBI (2006)  
 Corée-Israël TBI (1999)  
 Corée-Italie TBI (1989)  
 Corée-Japon TBI (2002)  
 Corée-Jordanie TBI (2004)  
 Corée-Kazakhstan TBI (1996)  
 Corée-Kenya TBI (2014)  
 Corée-Kirghizistan TBI (2007)  
 Corée-Lettonie TBI (1996)  
 Corée-Liban TBI (2006)  
 Corée-Libye TBI (2006)  
 Corée-Lituanie TBI (1993)  
 Corée-Maroc TBI (1999)  
 Corée-Maurice TBI (2007)  
 Corée-Mauritanie TBI (2004)  
 Corée-Mexique TBI (2000)  
 Corée-Myanmar TBI (2014)  
 Corée-Nicaragua TBI (2000)  
 Corée-Nigéria TBI (1998)  
 Corée-Nouvelle-Zélande ALE (2015)  
 Corée-Oman TBI (2003)  
 Corée-Ouzbékistan TBI (2019)  
 Corée-Paraguay TBI (1992)  
 Corée-Pays-Bas TBI (1974)  
 Corée-Pays-Bas TBI (2003)  
 Corée-Pérou ALE (2011)  
 Corée-Pérou TBI (1993)  
 Corée-Philippines TBI (1994)  
 Corée-Portugal TBI (1995)  
 Corée-Qatar TBI (1999)  
 Corée-RDP Lao TBI (1996)  
 Corée-République dominicaine TBI (2006)  
 Corée-République slovaque TBI (2005)  
 Corée-Roumanie TBI (1990)  
 Corée-Roumanie TBI (1990) - Protocole (2006)  
 Corée-Rwanda TBI (2009)  
 Corée-Singapour ALE (2005)  
 Corée-Suède TBI (1995)  
 Corée-Tadjikistan TBI (1995)  
 Corée-République de Turquie TBI (1991)  
 Corée-République de Turquie TBI (2015)  
 Corée-Ukraine TBI (1996)  
 Corée-Uruguay TBI (2009)  
 Corée-Viet Nam TBI (1993)  
 Corée-Viet Nam TBI (2003)  
 Costa Rica-Allemagne TBI (1994)  
 Costa Rica-Argentine TBI (1997)  
 Costa Rica-Belgique/Luxembourg TBI (2002)  
 Costa Rica-Canada TBI (1998)  
 Costa Rica-Colombie ALE (2013)  
 Costa Rica-Émirats arabes unis TBI (2017)  
 Costa Rica-Espagne TBI (1997)  
 Costa Rica-Mexique ALE (1994)  
 Costa Rica-Paraguay TBI (1998)  
 Costa Rica-Pays-Bas TBI (1999)  
 Costa Rica-Pérou ALE (2011)  
 Costa Rica-Qatar TBI (2012)  
 Costa Rica-Singapour ALE (2010)  
 Costa Rica-Suisse TBI (2000)  
 Côte d'Ivoire-Allemagne TBI (1966)  
 Côte d'Ivoire-Belgique/Luxembourg TBI (1999)  
 Côte d'Ivoire-Canada TBI (2014)  
 Côte d'Ivoire-Chine TBI (2002)  
 Côte d'Ivoire-Japon TBI (2020)  
 Côte d'Ivoire-Maroc TBI (2013)  
 Côte d'Ivoire-Royaume-Uni TBI (1995)  
 Côte d'Ivoire-Suède TBI (1965)  
 Côte d'Ivoire-Suisse TBI (1962)  
 Croatie-Albanie TBI (1993)  
 Croatie-Albanie TBI (1993) - Protocole (2009)  
 Croatie-Allemagne TBI (1997)  
 Croatie-Argentine TBI (1994)  
 Croatie-Autriche TBI (1997)  
 Croatie-Azerbaïdjan TBI (2007)  
 Croatie-Bélarus TBI (2001)  
 Croatie-Belgique/Luxembourg TBI (2001)  
 Croatie-Bosnie-Herzégovine TBI (1996)  
 Croatie-Bulgarie TBI (1996)  
 Croatie-Cambodge TBI (2001)  
 Croatie-Canada TBI (1997)  
 Croatie-Chili TBI (1994)  
 Croatie-Chine TBI (1993)  
 Croatie-Corée TBI (2005)  
 Croatie-Danemark TBI (2000)  
 Croatie-Égypte TBI (1997)  
 Croatie-Espagne TBI (1997)  
 Croatie-États-Unis TBI (1996)  
 Croatie-Finlande TBI (1999)  
 Croatie-France TBI (1996)  
 Croatie-Grèce TBI (1996)  
 Croatie-Hongrie TBI (1996)  
 Croatie-Inde TBI (2001)  
 Croatie-Iran TBI (2000)  
 Croatie-Israël TBI (2000)  
 Croatie-Italie TBI (1996)  
 Croatie-Jordanie TBI (1999)  
 Croatie-Koweït TBI (1997)  
 Croatie-Lettonie TBI (2002)  
 Croatie-Libye TBI (2002)  
 Croatie-Lituanie TBI (2008)  
 Croatie-Macédoine du Nord TBI (1994)  
 Croatie-Malaisie TBI (1994)  
 Croatie-Malte TBI (2001)  
 Croatie-Moldova TBI (2001)  
 Croatie-Pays-Bas TBI (1998)  
 Croatie-Portugal TBI (1995)  
 Croatie-Qatar TBI (2001)  
 Croatie-République slovaque TBI (1996)  
 Croatie-République slovaque TBI (1996) - Protocole (2008)  
 Croatie-République tchèque TBI (1996)  
 Croatie-République tchèque TBI (1996) - Protocole (2008)  
 Croatie-Roumanie TBI (1994)  
 Croatie-Royaume-Uni TBI (1997)  
 Croatie-Russie TBI (1996)  
 Croatie-Saint-Marin TBI (2004)  
 Croatie-Serbie TBI (1998)  
 Croatie-Slovénie TBI (1997)  
 Croatie-Suède TBI (2000)  
 Croatie-Suisse TBI (1996)  
 Croatie-Thaïlande TBI (2000)  
 Croatie-République de Turquie TBI (1996)  
 Croatie-Ukraine TBI (1997)  
 Croatie-Ukraine TBI (1997) - Protocole (2016)  
 Croatie-Zimbabwe TBI (2000)  
 Danemark-Afrique du Sud TBI (1996)  
 Danemark-Albanie TBI (1995)  
 Danemark-Algérie TBI (1999)  
 Danemark-Argentine TBI (1992)  
 Danemark-Bangladesh TBI (2009)  
 Danemark-Bélarus TBI (2004)  
 Danemark-Bolivie TBI (1995)  
 Danemark-Brésil TBI (1995)  
 Danemark-Bulgarie TBI (1993)  
 Danemark-Chili TBI (1993)  
 Danemark-Chine TBI (1985)  
 Danemark-Croatie TBI (2000)  
 Danemark-Estonie TBI (1991)  
 Danemark-Éthiopie TBI (2001)  
 Danemark-Ghana TBI (1992)  
 Danemark-Hong Kong (Chine) TBI (1994)  
 Danemark-Inde TBI (1995)  
 Danemark-Indonésie TBI (1968)  
 Danemark-Indonésie TBI (2007)  
 Danemark-Koweït TBI (2001)  
 Danemark-Lettonie TBI (1992)  
 Danemark-Lituanie TBI (1992)  
 Danemark-Macédoine du Nord TBI (2015)  
 Danemark-Malaisie TBI (1992)  
 Danemark-Maroc TBI (2003)  
 Danemark-Mexique TBI (2000)  
 Danemark-Mongolie TBI (1995)  
 Danemark-Monténégro TBI (2009)  
 Danemark-Nicaragua TBI (1995)  
 Danemark-Ouganda TBI (2001)  
 Danemark-Pakistan TBI (1996)  
 Danemark-Pérou TBI (1994)  
 Danemark-RDP Lao TBI (1998)  
 Danemark-République slovaque TBI (1991)  
 Danemark-République tchèque TBI (1991)  
 Danemark-Roumanie TBI (1980)  
 Danemark-Roumanie TBI (1994)  
 Danemark-Russie TBI (1993)  
 Danemark-Serbie TBI (2009)  
 Danemark-Slovénie TBI (1999)  
 Danemark-Sri Lanka TBI (1985)  
 Danemark-Tanzanie TBI (1996)  
 Danemark-Tunisie TBI (1996)  
 Danemark-République de Turquie TBI (1990)  
 Danemark-Ukraine TBI (1992)  
 Danemark-Venezuela TBI (1994)  
 Danemark-Viet Nam TBI (1993)  
 Danemark-Zimbabwe TBI (1996)  
 Égypte-Afrique du Sud TBI (1998)  
 Égypte-Allemagne TBI (1974)  
 Égypte-Allemagne TBI (2005)  
 Égypte-Argentine TBI (1992)  
 Égypte-Australie TBI (2001)  
 Égypte-Autriche TBI (2001)  
 Égypte-Azerbaïdjan TBI (2002)  
 Égypte-Belgique/Luxembourg TBI (1977)  
 Égypte-Belgique/Luxembourg TBI (1999)  
 Égypte-Canada TBI (1996)  
 Égypte-Chili TBI (1999)

- Égypte-Chine TBI (1994)  
 Égypte-Corée TBI (1996)  
 Égypte-Croatie TBI (1997)  
 Égypte-Espagne TBI (1992)  
 Égypte-États-Unis TBI (1986)  
 Égypte-Finlande TBI (1980)  
 Égypte-Finlande TBI (2004)  
 Égypte-France TBI (1974)  
 Égypte-Grèce TBI (1993)  
 Égypte-Inde TBI (1997)  
 Égypte-Italie TBI (1989)  
 Égypte-Japon TBI (1977)  
 Égypte-Malaisie TBI (1997)  
 Égypte-Malte TBI (1999)  
 Égypte-Maurice TBI (2014)  
 Égypte-Mongolie TBI (2004)  
 Égypte-Ouzbékistan TBI (1992)  
 Égypte-Pays-Bas TBI (1976)  
 Égypte-Pays-Bas TBI (1996)  
 Égypte-Portugal TBI (1999)  
 Égypte-République slovaque TBI (1997)  
 Égypte-République tchèque TBI (1993)  
 Égypte-Roumanie TBI (1976)  
 Égypte-Roumanie TBI (1994) - Protocole (2007)  
 Égypte-Royaume-Uni TBI (1975)  
 Égypte-Russie TBI (1997)  
 Égypte-Serbie TBI (2005)  
 Égypte-Slovénie TBI (1998)  
 Égypte-Suède TBI (1978)  
 Égypte-Suisse TBI (1973)  
 Égypte-Suisse TBI (2010)  
 Égypte-République de Turquie TBI (1996)  
 Émirats arabes unis-Albanie TBI (2015)  
 Émirats arabes unis-Algérie TBI (2001)  
 Émirats arabes unis-Allemagne TBI (1997)  
 Émirats arabes unis-Argentine TBI (2018)  
 Émirats arabes unis-Arménie TBI (2016)  
 Émirats arabes unis-Autriche TBI (2001)  
 Émirats arabes unis-Azerbaïdjan TBI (2006)  
 Émirats arabes unis-Belgique/Luxembourg TBI (2004)  
 Émirats arabes unis-Bésil ACFI (2019)  
 Émirats arabes unis-Chine TBI (1993)  
 Émirats arabes unis-Colombie TBI (2017)  
 Émirats arabes unis-Costa Rica TBI (2017)  
 Émirats arabes unis-Finlande TBI (1996)  
 Émirats arabes unis-France TBI (1991)  
 Émirats arabes unis-Grèce TBI (2014)  
 Émirats arabes unis-Hong Kong (Chine) TBI (2018)  
 Émirats arabes unis-Inde TBI (2013)  
 Émirats arabes unis-Israël TBI (2020)  
 Émirats arabes unis-Italie TBI (1995)  
 Émirats arabes unis-Japon TBI (2018)  
 Émirats arabes unis-Kenya TBI (2014)  
 Émirats arabes unis-Malaisie TBI (1991)  
 Émirats arabes unis-Mexique TBI (2016)  
 Émirats arabes unis-Moldova TBI (2017)  
 Émirats arabes unis-Paraguay TBI (2017)  
 Émirats arabes unis-Pays-Bas TBI (2013)  
 Émirats arabes unis-Pologne TBI (1993)  
 Émirats arabes unis-Portugal TBI (2011)  
 Émirats arabes unis-République slovaque TBI (2016)  
 Émirats arabes unis-République tchèque TBI (1994)  
 Émirats arabes unis-Royaume-Uni TBI (1992)  
 Émirats arabes unis-Russie TBI (2010)  
 Émirats arabes unis-Serbie TBI (2013)  
 Émirats arabes unis-Singapour TBI (2011)  
 Émirats arabes unis-Suède TBI (1999)  
 Émirats arabes unis-Suisse TBI (1998)  
 Émirats arabes unis-Thaïlande TBI (2015)  
 Émirats arabes unis-République de Turquie TBI (2005)  
 Émirats arabes unis-Ukraine TBI (2003)  
 Émirats arabes unis-Uruguay TBI (2018)  
 Équateur-Allemagne TBI (1996)  
 Équateur-Argentine TBI (1994)  
 Équateur-Bésil ACFI (2019)  
 Équateur-Canada TBI (1996)  
 Équateur-Chine TBI (1994)  
 Équateur-Espagne TBI (1996)  
 Équateur-États-Unis TBI (1993)  
 Équateur-Finlande TBI (2001)  
 Équateur-France TBI (1994)  
 Équateur-Italie TBI (2001)  
 Équateur-Paraguay TBI (1994)  
 Équateur-Pérou TBI (1999)  
 Équateur-Royaume-Uni TBI (1994)  
 Équateur-Suède TBI (2001)  
 Équateur-Suisse TBI (1968)  
 Espagne-Afrique du Sud TBI (1998)  
 Espagne-Albanie TBI (2003)  
 Espagne-Algérie TBI (1994)  
 Espagne-Angola TBI (2007)  
 Espagne-Arabie saoudite TBI (2006)  
 Espagne-Argentine TBI (1991)  
 Espagne-Bahrein TBI (2008)  
 Espagne-Bolivie TBI (1990)  
 Espagne-Bolivie TBI (2001)  
 Espagne-Bosnie-Herzégovine TBI (2002)  
 Espagne-Bulgarie TBI (1995)  
 Espagne-Chili TBI (1991)  
 Espagne-Chine TBI (1992)  
 Espagne-Chine TBI (2005)  
 Espagne-Colombie TBI (1995)  
 Espagne-Colombie TBI (2005)  
 Espagne-République démocratique du Congo TBI (2008)  
 Espagne-Corée TBI (1994)  
 Espagne-Costa Rica TBI (1997)  
 Espagne-Croatie TBI (1997)  
 Espagne-Cuba TBI (1994)  
 Espagne-Égypte TBI (1992)  
 Espagne-El Salvador TBI (1995)  
 Espagne-Équateur TBI (1996)  
 Espagne-Estonie TBI (1997)  
 Espagne-Éthiopie TBI (2009)  
 Espagne-Gabon TBI (1995)  
 Espagne-Gambie TBI (2008)  
 Espagne-Ghana TBI (2006)  
 Espagne-Guatemala TBI (2002)  
 Espagne-Guinée équatoriale TBI (2003)  
 Espagne-Honduras TBI (1994)  
 Espagne-Hongrie TBI (1989)  
 Espagne-Inde TBI (1997)  
 Espagne-Indonésie TBI (1995)  
 Espagne-Iran TBI (2002)  
 Espagne-Jamaïque TBI (2002)  
 Espagne-Jordanie TBI (1999)  
 Espagne-Kazakhstan TBI (1994)  
 Espagne-Koweït TBI (2005)  
 Espagne-Lettonie TBI (1995)  
 Espagne-Liban TBI (1996)  
 Espagne-Libye TBI (2007)  
 Espagne-Lituanie TBI (1994)  
 Espagne-Macédoine du Nord TBI (2005)  
 Espagne-Malaisie TBI (1995)  
 Espagne-Maroc TBI (1989)  
 Espagne-Maroc TBI (1997)  
 Espagne-Mauritanie TBI (2008)  
 Espagne-Mexique TBI (1995)  
 Espagne-Mexique TBI (2006)  
 Espagne-Moldova TBI (2006)  
 Espagne-Namibie TBI (2003)  
 Espagne-Nicaragua TBI (1994)  
 Espagne-Nigéria TBI (2002)  
 Espagne-Ouzbékistan TBI (2003)  
 Espagne-Pakistan TBI (1994)  
 Espagne-Panama TBI (1997)  
 Espagne-Paraguay TBI (1993)  
 Espagne-Pérou TBI (1994)  
 Espagne-Philippines TBI (1993)  
 Espagne-Pologne TBI (1992)  
 Espagne-République dominicaine TBI (1995)  
 Espagne-République slovaque TBI (1990)  
 Espagne-République tchèque TBI (1990)  
 Espagne-Roumanie TBI (1995)  
 Espagne-Sénégal TBI (2007)  
 Espagne-Serbie TBI (2002)  
 Espagne-Slovénie TBI (1998)  
 Espagne-Syrie TBI (2003)  
 Espagne-Trinité-et-Tobago TBI (1999)  
 Espagne-Tunisie TBI (1991)  
 Espagne-République de Turquie TBI (1995)  
 Espagne-Ukraine TBI (1998)  
 Espagne-Uruguay TBI (1992)  
 Espagne-Venezuela TBI (1995)  
 Espagne-Viet Nam TBI (2006)  
 Espagne-Yémen TBI (2008)  
 Estonie-Allemagne TBI (1992)  
 Estonie-Autriche TBI (1994)  
 Estonie-Azerbaïdjan TBI (2010)  
 Estonie-Bélarus TBI (2009)  
 Estonie-Belgique/Luxembourg TBI (1996)  
 Estonie-Chine TBI (1993)  
 Estonie-Danemark TBI (1991)  
 Estonie-Espagne TBI (1997)  
 Estonie-États-Unis TBI (1994)  
 Estonie-Finlande TBI (1992)  
 Estonie-France TBI (1992)  
 Estonie-Géorgie TBI (2009)  
 Estonie-Géorgie TBI (2009) - Protocole (2015)  
 Estonie-Grèce TBI (1997)  
 Estonie-Israël TBI (1994)  
 Estonie-Italie TBI (1997)  
 Estonie-Jordanie TBI (2010)  
 Estonie-Kazakhstan TBI (2011)  
 Estonie-Lettonie TBI (1996)  
 Estonie-Lituanie TBI (1995)  
 Estonie-Maroc TBI (2009)  
 Estonie-Moldova TBI (2010)  
 Estonie-Pays-Bas TBI (1992)  
 Estonie-République tchèque TBI (1994)  
 Estonie-Royaume-Uni TBI (1994)  
 Estonie-Suède TBI (1992)  
 Estonie-Suisse TBI (1992)



- Estonie-République de Turquie TBI (1997)  
 Estonie-Ukraine TBI (1995)  
 Estonie-Viet Nam TBI (2009)  
 Estonie-Viet Nam TBI (2009) - Protocole (2011)  
 États-Unis-Albanie TBI (1995)  
 États-Unis-Argentine TBI (1991)  
 États-Unis-Arménie TBI (1992)  
 États-Unis-Australie ALE (2004)  
 États-Unis-Azerbaïdjan TBI (1997)  
 États-Unis-Bahreïn TBI (1999)  
 États-Unis-Bangladesh TBI (1986)  
 États-Unis-Bélarus TBI (1994)  
 États-Unis-Bolivie TBI (1998)  
 États-Unis-Bulgarie TBI (1992)  
 États-Unis-Cameroun TBI (1986)  
 États-Unis-Chili ALE (2003)  
 États-Unis-Colombie ALE (2006)  
 États-Unis-République démocratique du Congo TBI (1990)  
 États-Unis-Corée ALE (2007)  
 États-Unis-Croatie TBI (1996)  
 États-Unis-Égypte TBI (1986)  
 États-Unis-El Salvador TBI (1999)  
 États-Unis-Équateur TBI (1993)  
 États-Unis-Estonie TBI (1994)  
 États-Unis-Géorgie TBI (1994)  
 États-Unis-Grenade TBI (1986)  
 États-Unis-Honduras TBI (1995)  
 États-Unis-Jamaïque TBI (1994)  
 États-Unis-Kazakhstan TBI (1992)  
 États-Unis-Kirghizistan TBI (1993)  
 États-Unis-Lettonie TBI (1995)  
 États-Unis-Lituanie TBI (1998)  
 États-Unis-Maroc ALE (2004)  
 États-Unis-Moldova TBI (1993)  
 États-Unis-Mongolie TBI (1994)  
 États-Unis-Mozambique TBI (1998)  
 États-Unis-Nicaragua TBI (1995)  
 États-Unis-Oman ALE (2006)  
 États-Unis-Ouzbékistan TBI (1994)  
 États-Unis-Panama ALE (2007)  
 États-Unis-Panama TBI (1982)  
 États-Unis-Pérou ALE (2006)  
 États-Unis-RDC TBI (1984)  
 États-Unis-République slovaque TBI (1991)  
 États-Unis-République tchèque TBI (1991)  
 États-Unis-République tchèque TBI (1991) - Protocole (2003)  
 États-Unis-Roumanie TBI (1992)  
 États-Unis-Roumanie TBI (1992) - Protocole (2003)  
 États-Unis-Rwanda TBI (2008)  
 États-Unis-Sénégal TBI (1983)  
 États-Unis-Singapour ALE (2003)  
 États-Unis-Sri Lanka TBI (1991)  
 États-Unis-Thaïlande TBI (1966)  
 États-Unis-Trinité-et-Tobago TBI (1994)  
 États-Unis-Tunisie TBI (1990)  
 États-Unis-République de Turquie TBI (1985)  
 États-Unis-Ukraine TBI (1994)  
 États-Unis-Uruguay TBI (2005)  
 États-Unis-Viet Nam ALE (2000)  
 Éthiopie-Afrique du Sud TBI (2008)  
 Éthiopie-Algérie TBI (2002)  
 Éthiopie-Allemagne TBI (2004)  
 Éthiopie-Autriche TBI (2004)  
 Éthiopie-Belgique/Luxembourg TBI (2006)  
 Éthiopie-Brésil ACFI (2018)  
 Éthiopie-Chine TBI (1998)  
 Éthiopie-Danemark TBI (2001)  
 Éthiopie-Espagne TBI (2009)  
 Éthiopie-Finlande TBI (2006)  
 Éthiopie-France TBI (2003)  
 Éthiopie-Inde TBI (2007)  
 Éthiopie-Israël TBI (2003)  
 Éthiopie-Malaisie TBI (1998)  
 Éthiopie-Pays-Bas TBI (2003)  
 Éthiopie-Royaume-Uni TBI (2009)  
 Éthiopie-Russie TBI (1999)  
 Éthiopie-Suède TBI (2004)  
 Éthiopie-Suisse TBI (1998)  
 Éthiopie-Tunisie TBI (2004)  
 Éthiopie-République de Turquie TBI (2000)  
 Finlande-Afrique du Sud TBI (1998)  
 Finlande-Albanie TBI (1997)  
 Finlande-Algérie TBI (2005)  
 Finlande-Argentine TBI (1993)  
 Finlande-Arménie TBI (2004)  
 Finlande-Azerbaïdjan TBI (2003)  
 Finlande-Bélarus TBI (1992)  
 Finlande-Bélarus TBI (2006)  
 Finlande-Bosnie-Herzégovine TBI (2000)  
 Finlande-Brésil TBI (1995)  
 Finlande-Bulgarie TBI (1997)  
 Finlande-Chili TBI (1993)  
 Finlande-Chine TBI (1984)  
 Finlande-Chine TBI (2004)  
 Finlande-Corée TBI (1993)  
 Finlande-Croatie TBI (1999)  
 Finlande-Cuba TBI (2001)  
 Finlande-Égypte TBI (1980)  
 Finlande-Égypte TBI (2004)  
 Finlande-El Salvador TBI (2002)  
 Finlande-Émirats arabes unis TBI (1996)  
 Finlande-Équateur TBI (2001)  
 Finlande-Estonie TBI (1992)  
 Finlande-Éthiopie TBI (2006)  
 Finlande-Géorgie TBI (2006)  
 Finlande-Guatemala TBI (2005)  
 Finlande-Hong Kong (Chine) TBI (2009)  
 Finlande-Inde TBI (2002)  
 Finlande-Indonésie TBI (2006)  
 Finlande-Iran TBI (2002)  
 Finlande-Jordanie TBI (2006)  
 Finlande-Kazakhstan TBI (1992)  
 Finlande-Kazakhstan TBI (2007)  
 Finlande-Kenya TBI (2008)  
 Finlande-Kirghizistan TBI (2003)  
 Finlande-Koweït TBI (1996)  
 Finlande-Lettonie TBI (1992)  
 Finlande-Liban TBI (1997)  
 Finlande-Lituanie TBI (1992)  
 Finlande-Macédoine du Nord TBI (2001)  
 Finlande-Malaisie TBI (1985)  
 Finlande-Maroc TBI (2001)  
 Finlande-Mauricie TBI (2007)  
 Finlande-Mexique TBI (1999)  
 Finlande-Moldova TBI (1995)  
 Finlande-Mongolie TBI (2007)  
 Finlande-Monténégro TBI (2008)  
 Finlande-Mozambique TBI (2004)  
 Finlande-Namibie TBI (2002)  
 Finlande-Népal TBI (2009)  
 Finlande-Nicaragua TBI (2003)  
 Finlande-Nigéria TBI (2005)  
 Finlande-Oman TBI (1997)  
 Finlande-Ouzbékistan TBI (1992)  
 Finlande-Panama TBI (2009)  
 Finlande-Pérou TBI (1995)  
 Finlande-Pologne TBI (1990)  
 Finlande-Qatar TBI (2001)  
 Finlande-République dominicaine TBI (2001)  
 Finlande-République slovaque TBI (1990)  
 Finlande-République tchèque TBI (1990)  
 Finlande-Russie TBI (1989)  
 Finlande-Serbie TBI (2005)  
 Finlande-Slovénie TBI (1998)  
 Finlande-Sri Lanka TBI (1985)  
 Finlande-Tanzanie TBI (2001)  
 Finlande-Thaïlande TBI (1994)  
 Finlande-Tunisie TBI (2001)  
 Finlande-Ukraine TBI (1992)  
 Finlande-Ukraine TBI (2004)  
 Finlande-Uruguay TBI (2002)  
 Finlande-Viet Nam TBI (1993)  
 Finlande-Viet Nam TBI (2008)  
 Finlande-Zambie TBI (2005)  
 France-Afrique du Sud TBI (1995)  
 France-Albanie TBI (1995)  
 France-Algérie TBI (1993)  
 France-Angola TBI (2008)  
 France-Argentine TBI (1991)  
 France-Arménie TBI (1995)  
 France-Azerbaïdjan TBI (1998)  
 France-Bahreïn TBI (2004)  
 France-Bangladesh TBI (1985)  
 France-Bolivie TBI (1989)  
 France-Bosnie-Herzégovine TBI (2003)  
 France-Bulgarie TBI (1989)  
 France-Cambodge TBI (2000)  
 France-Chili TBI (1992)  
 France-Chine TBI (1984)  
 France-Chine TBI (2007)  
 France-Colombie TBI (2014)  
 France-Corée TBI (1975)  
 France-Croatie TBI (1996)  
 France-Cuba TBI (1997)  
 France-Djibouti TBI (2007)  
 France-Égypte TBI (1974)  
 France-El Salvador TBI (1978)  
 France-Émirats arabes unis TBI (1991)  
 France-Équateur TBI (1994)  
 France-Estonie TBI (1992)  
 France-Éthiopie TBI (2003)  
 France-Géorgie TBI (1997)  
 France-Ghana TBI (1999)  
 France-Guatemala TBI (1998)  
 France-Guinée équatoriale TBI (1982)  
 France-Guinée TBI (2007)  
 France-Haïti TBI (1984)  
 France-Hong Kong (Chine) TBI (1995)  
 France-Hongrie TBI (1986)  
 France-Inde TBI (1997)  
 France-Indonésie TBI (1973)  
 France-Iran TBI (2003)

- France-Iraq TBI (2010)*  
 France-Israël TBI (1983)  
 France-Jamaïque TBI (1993)  
 France-Jordanie TBI (1978)  
 France-Kazakhstan TBI (1998)  
 France-Kenya TBI (2007)  
 France-Kirghizistan TBI (1994)  
*France-Lettonie TBI (1992)*  
 France-Liban TBI (1996)  
 France-Libéria TBI (1979)  
 France-Libye TBI (2004)  
*France-Lituanie TBI (1992)*  
 France-Madagascar TBI (2003)  
 France-Malaisie TBI (1975)  
*France-Maroc TBI (1975)*  
 France-Maroc TBI (1996)  
*France-Maurice TBI (2010)*  
 France-Mexique TBI (1998)  
 France-Moldova TBI (1997)  
 France-Mongolie TBI (1991)  
 France-Mozambique TBI (2002)  
 France-Namibie TBI (1998)  
 France-Népal TBI (1983)  
 France-Nicaragua TBI (1998)  
 France-Nigéria TBI (1990)  
 France-Oman TBI (1994)  
 France-Ouganda TBI (2003)  
 France-Ouzbékistan TBI (1993)  
 France-Pakistan TBI (1983)  
 France-Panama TBI (1982)  
 France-Paraguay TBI (1978)  
 France-Pérou TBI (1993)  
*France-Pologne TBI (1989)*  
 France-Qatar TBI (1996)  
 France-RDP Lao TBI (1989)  
 France-République dominicaine TBI (1999)  
*France-République slovaque TBI (1990)*  
*France-République tchèque TBI (1990)*  
*France-Roumanie TBI (1995)*  
 France-Russie TBI (1989)  
 France-Sénégal TBI (2007)  
 France-Seychelles TBI (2007)  
 France-Singapour TBI (1975)  
*France-Slovénie TBI (1998)*  
 France-Soudan TBI (1978)  
 France-Sri Lanka TBI (1980)  
 France-Syrie TBI (1977)  
 France-Tadjikistan TBI (2002)  
 France-Trinité-et-Tobago TBI (1993)  
 France-Tunisie TBI (1997)  
 France-Turkménistan TBI (1994)  
 France-République de Turquie TBI (2006)  
 France-Ukraine TBI (1994)  
 France-Uruguay TBI (1993)  
 France-Venezuela TBI (2001)  
 France-Viet Nam TBI (1992)  
 France-Yémen TBI (1984)  
*France-Zambie TBI (2002)*  
*France-Zimbabwe TBI (2001)*  
 Géorgie-Allemagne TBI (1993)  
 Géorgie-Autriche TBI (2001)  
 Géorgie-Azerbaïdjan TBI (1996)  
 Géorgie-Bélarus TBI (2017)  
 Géorgie-Belgique/Luxembourg TBI (1993)  
 Géorgie-Chine TBI (1993)  
*Géorgie-Estonie TBI (2009)*  
*Géorgie-Estonie TBI (2009) - Protocole (2015)*  
 Géorgie-États-Unis TBI (1994)  
 Géorgie-Finlande TBI (2006)  
 Géorgie-France TBI (1997)  
 Géorgie-Grèce TBI (1994)  
 Géorgie-Iran TBI (1995)  
 Géorgie-Israël TBI (1995)  
*Géorgie-Italie TBI (1997)*  
*Géorgie-Japon TBI (2021)*  
 Géorgie-Kirghizistan TBI (1997)  
 Géorgie-Koweït TBI (2009)  
 Géorgie-Lettonie TBI (2005)  
 Géorgie-Lituanie TBI (2005)  
 Géorgie-Moldova TBI (1997)  
 Géorgie-Pays-Bas TBI (1998)  
 Géorgie-République tchèque TBI (2009)  
 Géorgie-Roumanie TBI (1997)  
 Géorgie-Royaume-Uni TBI (1995)  
 Géorgie-Suède TBI (2008)  
 Géorgie-Suisse TBI (2014)  
 Géorgie-Turkménistan TBI (1996)  
 Géorgie-Ukraine TBI (1995)  
*Ghana-Afrique du Sud TBI (1998)*  
 Ghana-Allemagne TBI (1995)  
*Ghana-Bénin TBI (2001)*  
 Ghana-Chine TBI (1989)  
 Ghana-Danemark TBI (1992)  
*Ghana-Espagne TBI (2006)*  
*Ghana-France TBI (1999)*  
 Ghana-Malaisie TBI (1996)  
 Ghana-Pays-Bas TBI (1989)  
 Ghana-Royaume-Uni TBI (1989)  
 Ghana-Suisse TBI (1991)  
*Grèce-Afrique du Sud TBI (1998)*  
 Grèce-Albanie TBI (1991)  
 Grèce-Algérie TBI (2000)  
*Grèce-Allemagne TBI (1961)*  
*Grèce-Argentine TBI (1999)*  
 Grèce-Azerbaïdjan TBI (2004)  
 Grèce-Bosnie-Herzégovine TBI (2000)  
 Grèce-Chine TBI (1992)  
*Grèce-Croatie TBI (1996)*  
 Grèce-Cuba TBI (1996)  
 Grèce-Égypte TBI (1993)  
*Grèce-Émirats arabes unis TBI (2014)*  
*Grèce-Estonie TBI (1997)*  
 Grèce-Géorgie TBI (1994)  
*Grèce-Hongrie TBI (1989)*  
*Grèce-Inde TBI (2007)*  
 Grèce-Iran TBI (2002)  
 Grèce-Jordanie TBI (2005)  
*Grèce-Kazakhstan TBI (2002)*  
*Grèce-Koweït TBI (2014)*  
*Grèce-Lettonie TBI (1995)*  
*Grèce-Lituanie TBI (1996)*  
 Grèce-Maroc TBI (1994)  
 Grèce-Mexique TBI (2000)  
 Grèce-Moldova TBI (1998)  
 Grèce-Ouzbékistan TBI (1997)  
*Grèce-République slovaque TBI (1991)*  
*Grèce-République tchèque TBI (1991)*  
*Grèce-Roumanie TBI (1991)*  
 Grèce-Serbie TBI (1997)  
*Grèce-Slovénie TBI (1997)*  
 Grèce-Syrie TBI (2003)  
 Grèce-Tunisie TBI (1992)  
 Grèce-Ukraine TBI (1994)  
 Grèce-Viet Nam TBI (2008)  
*Guinée-Afrique du Sud TBI (2007)*  
*Guinée-Allemagne TBI (1962)*  
 Guinée-Allemagne TBI (2006)  
*Guinée-Bénin TBI (2001)*  
*Guinée-Cameroun TBI (2001)*  
 Guinée-Canada TBI (2015)  
*Guinée-France TBI (2007)*  
 Guinée-Italie TBI (1964)  
 Guinée-Malaisie TBI (1996)  
 Guinée-Suisse TBI (1962)  
*Guinée-République de Turquie TBI (2013)*  
*Hongrie-Allemagne TBI (1986)*  
 Hongrie-Argentine TBI (1993)  
 Hongrie-Australie TBI (1991)  
 Hongrie-Autriche TBI (1988)  
*Hongrie-Azerbaïdjan TBI (2007)*  
*Hongrie-Belgique/Luxembourg TBI (1986)*  
*Hongrie-Bulgarie TBI (1994)*  
*Hongrie-Cambodge TBI (2016)*  
 Hongrie-Canada TBI (1991)  
 Hongrie-Chine TBI (1991)  
*Hongrie-Croatie TBI (1996)*  
*Hongrie-Espagne TBI (1989)*  
*Hongrie-France TBI (1986)*  
*Hongrie-Grèce TBI (1989)*  
*Hongrie-Inde TBI (2003)*  
*Hongrie-Israël TBI (1991)*  
 Hongrie-Jordanie TBI (2007)  
 Hongrie-Koweït TBI (1989)  
 Hongrie-Malaisie TBI (1993)  
 Hongrie-Maroc TBI (1991)  
*Hongrie-Oman TBI (2022)*  
 Hongrie-Paraguay TBI (1993)  
*Hongrie-Pays-Bas TBI (1987)*  
*Hongrie-Pologne TBI (1992)*  
 Hongrie-Portugal TBI (1992)  
*Hongrie-République tchèque TBI (1993)*  
 Hongrie-Royaume-Uni TBI (1987)  
 Hongrie-Singapour TBI (1997)  
*Hongrie-Slovénie TBI (1996)*  
 Hongrie-Suède TBI (1987)  
 Hongrie-Suisse TBI (1988)  
*Hongrie-Tadjikistan TBI (2017)*  
 Hongrie-Thaïlande TBI (1991)  
*Hongrie-Tunisie TBI (2003)*  
 Hongrie-République de Turquie TBI (1992)  
 Hongrie-Ukraine TBI (1994)  
 Hongrie-Uruguay TBI (1989)  
 Hongrie-Viet Nam TBI (1994)  
 Hongrie-Yémen TBI (2004)  
*Inde-Allemagne TBI (1995)*  
*Inde-Arabie saoudite TBI (2006)*  
*Inde-Argentine TBI (1999)*  
*Inde-Arménie TBI (2003)*  
*Inde-Australie TBI (1999)*  
 Inde-Autriche TBI (1999)  
*Inde-Bahreïn TBI (2004)*  
 Inde-Bangladesh TBI (2009)

- Inde-Bangladesh TBI (2009) - Accord d'interprétation commune (2017)  
 Inde-Bélarus TBI (2018)  
 Inde-Belgique/Luxembourg TBI (1997)  
 Inde-Bosnie-Herzégovine TBI (2006)  
 Inde-Brésil TBI (2020)  
 Inde-Brunei Darussalam TBI (2008)  
 Inde-Bulgarie TBI (1998) - Protocole (2007)  
 Inde-Chine TBI (2006)  
 Inde-Chypre TBI (2002)  
 Inde-Colombie TBI (2009)  
 Inde-Colombie TBI (2009) - Déclaration interprétative commune (2018)  
 Inde-Coree AGPE (2009)  
 Inde-Croatie TBI (2001)  
 Inde-Danemark TBI (1995)  
 Inde-Égypte TBI (1997)  
 Inde-Émirats arabes unis TBI (2013)  
 Inde-Espagne TBI (1997)  
 Inde-Éthiopie TBI (2007)  
 Inde-Finlande TBI (2002)  
 Inde-France TBI (1997)  
 Inde-Grèce TBI (2007)  
 Inde-Hongrie TBI (2003)  
 Inde-Islande TBI (2007)  
 Inde-Israël TBI (1996)  
 Inde-Italie TBI (1995)  
 Inde-Japon APE (2011)  
 Inde-Jordanie TBI (2006)  
 Inde-Kazakhstan TBI (1996)  
 Inde-Kirghizistan TBI (1997)  
 Inde-Koweït TBI (2001)  
 Inde-Lettonie TBI (2010)  
 Inde-Libye TBI (2007)  
 Inde-Lituanie TBI (2011)  
 Inde-Macédoine du Nord TBI (2008)  
 Inde-Malaisie TBI (1995)  
 Inde-Maroc TBI (1999)  
 Inde-Maurice TBI (1998)  
 Inde-Mexique TBI (2007)  
 Inde-Mongolie TBI (2001)  
 Inde-Mozambique TBI (2009)  
 Inde-Myanmar TBI (2008)  
 Inde-Népal TBI (2011)  
 Inde-Oman TBI (1997)  
 Inde-Ouzbékistan TBI (1999)  
 Inde-Pays-Bas TBI (1995)  
 Inde-Philippines TBI (2000)  
 Inde-Pologne TBI (1996)  
 Inde-Portugal TBI (2000)  
 Inde-Qatar TBI (1999)  
 Inde-RDP Lao TBI (2000)  
 Inde-République slovaque TBI (2006)  
 Inde-République tchèque TBI (1996) - Protocole (2010)  
 Inde-Roumanie TBI (1997)  
 Inde-Roumanie TBI (1997) - Protocole (2009)  
 Inde-Royaume-Uni TBI (1994)  
 Inde-Russie TBI (1994)  
 Inde-Sénégal TBI (2008)  
 Inde-Serbie TBI (2003)  
 Inde-Singapour AGCE (2005)  
 Inde-Slovénie TBI (2011)  
 Inde-Soudan TBI (2003)  
 Inde-Sri Lanka TBI (1997)  
 Inde-Suède TBI (2000)  
 Inde-Suisse TBI (1997)  
 Inde-Syrie TBI (2008)  
 Inde-Tadjikistan TBI (1995)  
 Inde-Taïpei chinois TBI (2002)  
 Inde-Taïpei chinois TBI (2018)  
 Inde-Thaïlande TBI (2000)  
 Inde-Trinité-et-Tobago TBI (2007)  
 Inde-Turkménistan TBI (1995)  
 Inde-République de Turquie TBI (1998)  
 Inde-Ukraine TBI (2001)  
 Inde-Uruguay TBI (2008)  
 Inde-Viet Nam TBI (1997)  
 Inde-Yémen TBI (2002)  
 Indonésie-Allemagne TBI (1968)  
 Indonésie-Allemagne TBI (2003)  
 Indonésie-Argentine TBI (1995)  
 Indonésie-Australie AGPE (2019)  
 Indonésie-Australie TBI (1992)  
 Indonésie-Belgique TBI (1970)  
 Indonésie-Bulgarie TBI (2003)  
 Indonésie-Chine TBI (1994)  
 Indonésie-Danemark TBI (1968)  
 Indonésie-Danemark TBI (2007)  
 Indonésie-Espagne TBI (1995)  
 Indonésie-Finlande TBI (2006)  
 Indonésie-France TBI (1973)  
 Indonésie-Iran TBI (2005)  
 Indonésie-Italie TBI (1991)  
 Indonésie-Japon APE (2007)  
 Indonésie-Malaisie TBI (1994)  
 Indonésie-République tchèque TBI (1998)  
 Indonésie-Roumanie TBI (1997) - Protocole (2005)  
 Indonésie-Royaume-Uni TBI (1976)  
 Indonésie-Russie TBI (2007)  
 Indonésie-Singapour TBI (2005)  
 Indonésie-Suède TBI (1992)  
 Indonésie-Suisse TBI (1974)  
 Indonésie-République de Turquie TBI (1997)  
 Irlande-République tchèque TBI (1996)  
 Islande-Chine TBI (1994)  
 Islande-Inde TBI (2007)  
 Islande-Liban TBI (2004)  
 Islande-Lituanie TBI (2002)  
 Islande-Mexique TBI (2005)  
 Israël-Afrique du Sud TBI (2004)  
 Israël-Albanie TBI (1996)  
 Israël-Allemagne TBI (1976)  
 Israël-Argentine TBI (1995)  
 Israël-Arménie TBI (2000)  
 Israël-Azerbaïdjan TBI (2007)  
 Israël-Bélarus TBI (2000)  
 Israël-Bulgarie TBI (1993)  
 Israël-Chine TBI (1995)  
 Israël-Chypre TBI (1998)  
 Israël-Colombie ALE (2013)  
 Israël-Coree TBI (1999)  
 Israël-Croatie TBI (2000)  
 Israël-EI Salvador TBI (2000)  
 Israël-Émirats arabes unis TBI (2020)  
 Israël-Estonie TBI (1994)  
 Israël-Éthiopie TBI (2003)  
 Israël-France TBI (1983)  
 Israël-Géorgie TBI (1995)  
 Israël-Guatemala TBI (2006)  
 Israël-Hongrie TBI (1991)  
 Israël-Inde TBI (1996)  
 Israël-Japon TBI (2017)  
 Israël-Kazakhstan TBI (1995)  
 Israël-Lettonie TBI (1994)  
 Israël-Lituanie TBI (1994)  
 Israël-Moldova TBI (1997)  
 Israël-Mongolie TBI (2003)  
 Israël-Monténégro TBI (2004)  
 Israël-Myanmar TBI (2014)  
 Israël-Ouzbékistan TBI (1994)  
 Israël-Panama ALE (2018)  
 Israël-Pologne TBI (1991)  
 Israël-République slovaque TBI (1999)  
 Israël-République tchèque TBI (1997)  
 Israël-Roumanie TBI (1998)  
 Israël-Serbie TBI (2004)  
 Israël-Slovénie TBI (1998)  
 Israël-Thaïlande TBI (2000)  
 Israël-Turkménistan TBI (1995)  
 Israël-Turquie TBI (1996)  
 Israël-Ukraine TBI (1994)  
 Israël-Ukraine TBI (2010)  
 Israël-Uruguay TBI (1998)  
 Italie-Afrique du Sud TBI (1997)  
 Italie-Albanie TBI (1991)  
 Italie-Algérie TBI (1991)  
 Italie-Angola TBI (1997)  
 Italie-Arabie saoudite TBI (1996)  
 Italie-Argentine TBI (1990)  
 Italie-Arménie TBI (1998)  
 Italie-Azerbaïdjan TBI (1997)  
 Italie-Bahreïn TBI (2006)  
 Italie-Bangladesh TBI (1990)  
 Italie-Bélarus TBI (1995)  
 Italie-Bosnie-Herzégovine TBI (2000)  
 Italie-Cameroun TBI (1999)  
 Italie-Chine TBI (1985)  
 Italie-République démocratique du Congo TBI (1994)  
 Italie-Coree TBI (1989)  
 Italie-Croatie TBI (1996)  
 Italie-Cuba TBI (1993)  
 Italie-Égypte TBI (1989)  
 Italie-Émirats arabes unis TBI (1995)  
 Italie-Équateur TBI (2001)  
 Italie-Érythrée TBI (1996)  
 Italie-Estonie TBI (1997)  
 Italie-Gabon TBI (1999)  
 Italie-Géorgie TBI (1997)  
 Italie-Guatemala TBI (2003)  
 Italie-Guinée TBI (1964)  
 Italie-Hong Kong (Chine) TBI (1995)  
 Italie-Inde TBI (1995)  
 Italie-Indonésie TBI (1991)  
 Italie-Iran TBI (1999)  
 Italie-Jamaïque TBI (1993)  
 Italie-Jordanie TBI (1996)  
 Italie-Kenya TBI (1996)  
 Italie-Koweït TBI (1987)  
 Italie-Lettonie TBI (1997)  
 Italie-Liban TBI (1997)  
 Italie-Libye TBI (2000)  
 Italie-Lituanie TBI (1994)  
 Italie-Macédoine du Nord TBI (1997)  
 Italie-Malaisie TBI (1988)

- Italie-Malawi TBI (2003)  
 Italie-Malte TBI (1967)  
 Italie-Malte TBI (2002)  
 Italie-Maroc TBI (1990)  
 Italie-Mauritanie TBI (2003)  
 Italie-Mexique TBI (1999)  
 Italie-Moldova TBI (1997)  
 Italie-Mongolie TBI (1993)  
 Italie-Mozambique TBI (1998)  
 Italie-Namibie TBI (2004)  
 Italie-Nicaragua TBI (2004)  
 Italie-Nigéria TBI (2000)  
 Italie-Oman TBI (1993)  
 Italie-Ouganda TBI (1997)  
 Italie-Ouzbékistan TBI (1997)  
 Italie-Pakistan TBI (1997)  
 Italie-Panama TBI (2009)  
 Italie-Paraguay TBI (1999)  
 Italie-Pérou TBI (1994)  
 Italie-Philippines TBI (1988)  
 Italie-Qatar TBI (2000)  
 Italie-République dominicaine TBI (2006)  
 Italie-Russie TBI (1989)  
 Italie-Russie TBI (1989) - *Mémorandum* (1994)  
 Italie-Russie TBI (1996)  
 Italie-Sénégal TBI (2000)  
 Italie-Slovénie TBI (2000)  
 Italie-Sri Lanka TBI (1987)  
 Italie-Syrie TBI (2002)  
 Italie-Tchad TBI (1969)  
 Italie-Tunisie TBI (1985)  
 Italie-République de Turquie TBI (1995)  
 Italie-Ukraine TBI (1995)  
 Italie-Uruguay TBI (1990)  
 Italie-Viet Nam TBI (1990)  
 Italie-Yémen TBI (2004)  
 Italie-Zambie TBI (2003)  
 Japon-Arabie saoudite TBI (2013)  
 Japon-Argentine TBI (2018)  
 Japon-Arménie TBI (2018)  
 Japon-Australie APE (2014)  
 Japon-Bangladesh TBI (1998)  
 Japon-Brunei Darussalam APE (2007)  
 Japon-Cambodge TBI (2007)  
 Japon-Chili APE (2007)  
 Japon-Chine TBI (1988)  
 Japon-Colombie TBI (2011)  
 Japon-Corée TBI (2002)  
 Japon-Côte d'Ivoire TBI (2020)  
 Japon-Égypte TBI (1977)  
 Japon-Émirats arabes unis TBI (2018)  
 Japon-Géorgie TBI (2021)  
 Japon-Hong Kong (Chine) TBI (1997)  
 Japon-Inde APE (2011)  
 Japon-Indonésie APE (2007)  
 Japon-Iran TBI (2016)  
 Japon-Iraq TBI (2012)  
 Japon-Israël TBI (2017)  
 Japon-Jordanie TBI (2018)  
 Japon-Kazakhstan TBI (2014)  
 Japon-Kenya TBI (2016)  
 Japon-Koweït TBI (2012)  
 Japon-Malaisie APE (2005)  
 Japon-Maroc TBI (2020)  
 Japon-Mexique APE (2004)  
 Japon-Mongolie APE (2015)  
 Japon-Mongolie TBI (2001)  
 Japon-Mozambique TBI (2013)  
 Japon-Myanmar TBI (2013)  
 Japon-Oman TBI (2015)  
 Japon-Ouzbékistan TBI (2008)  
 Japon-Pakistan TBI (1998)  
 Japon-Papouasie-Nouvelle-Guinée TBI (2011)  
 Japon-Pérou TBI (2008)  
 Japon-Philippines APE (2006)  
 Japon-RDP Lao TBI (2008)  
 Japon-Royaume-Uni AGPE (2020)  
 Japon-Russie TBI (1998)  
 Japon-Sri Lanka TBI (1982)  
 Japon-Suisse APE (2009)  
 Japon-Thaïlande APE (2007)  
 Japon-République de Turquie TBI (1992)  
 Japon-Ukraine TBI (2015)  
 Japon-Uruguay TBI (2015)  
 Japon-Viet Nam APE (2008)  
 Japon-Viet Nam TBI (2003)  
 Jordanie-Allemagne TBI (1974)  
 Jordanie-Allemagne TBI (2007)  
 Jordanie-Autriche TBI (2001)  
 Jordanie-Bulgarie TBI (2002)  
 Jordanie-Canada TBI (2009)  
 Jordanie-Chypre TBI (2009)  
 Jordanie-Corée TBI (2004)  
 Jordanie-Croatie TBI (1999)  
 Jordanie-Espagne TBI (1999)  
 Jordanie-Estonie TBI (2010)  
 Jordanie-Finlande TBI (2006)  
 Jordanie-France TBI (1978)  
 Jordanie-Grèce TBI (2005)  
 Jordanie-Hongrie TBI (2007)  
 Jordanie-Inde TBI (2006)  
 Jordanie-Italie TBI (1996)  
 Jordanie-Japon TBI (2018)  
 Jordanie-Kazakhstan TBI (2006)  
 Jordanie-Lituanie TBI (2002)  
 Jordanie-Malaisie TBI (1994)  
 Jordanie-Pays-Bas TBI (1997)  
 Jordanie-Portugal TBI (2009)  
 Jordanie-Qatar TBI (2009)  
 Jordanie-République slovaque TBI (2008)  
 Jordanie-République tchèque TBI (1997)  
 Jordanie-République tchèque TBI (1997) - Protocole (2009)  
 Jordanie-Royaume-Uni TBI (1979)  
 Jordanie-Suisse TBI (1976)  
 Jordanie-Suisse TBI (2001)  
 Jordanie-République de Turquie TBI (1993)  
 Jordanie-Ukraine TBI (2005)  
 Kazakhstan-Allemagne TBI (1992)  
 Kazakhstan-Arménie TBI (2006)  
 Kazakhstan-Autriche TBI (2010)  
 Kazakhstan-Azerbaïdjan TBI (1996)  
 Kazakhstan-Belgique/Luxembourg TBI (1998)  
 Kazakhstan-Bulgarie TBI (1999)  
 Kazakhstan-Bulgarie TBI (1999) - *Amendement* (2006)  
 Kazakhstan-Chine TBI (1992)  
 Kazakhstan-Corée TBI (1996)  
 Kazakhstan-Espagne TBI (1994)  
 Kazakhstan-Estonie TBI (2011)  
 Kazakhstan-États-Unis TBI (1992)  
 Kazakhstan-Finlande TBI (1992)  
 Kazakhstan-Finlande TBI (2007)  
 Kazakhstan-France TBI (1998)  
 Kazakhstan-Grèce TBI (2002)  
 Kazakhstan-Inde TBI (1996)  
 Kazakhstan-Israël TBI (1995)  
 Kazakhstan-Japon TBI (2014)  
 Kazakhstan-Jordanie TBI (2006)  
 Kazakhstan-Koweït TBI (1997)  
 Kazakhstan-Lettonie TBI (2004)  
 Kazakhstan-Lituanie TBI (1994)  
 Kazakhstan-Macédoine du Nord TBI (2012)  
 Kazakhstan-Malaisie TBI (1996)  
 Kazakhstan-Pays-Bas TBI (2002)  
 Kazakhstan-Pologne TBI (1994)  
 Kazakhstan-Qatar TBI (2008)  
 Kazakhstan-République slovaque TBI (2007)  
 Kazakhstan-Roumanie TBI (1996)  
 Kazakhstan-Roumanie TBI (2010)  
 Kazakhstan-Royaume-Uni TBI (1995)  
 Kazakhstan-Russie TBI (1998)  
 Kazakhstan-Serbie TBI (2010)  
 Kazakhstan-Singapour TBI (2018)  
 Kazakhstan-Suède TBI (2004)  
 Kazakhstan-Suisse TBI (1994)  
 Kazakhstan-Tadjikistan TBI (1999)  
 Kazakhstan-République de Turquie TBI (1992)  
 Kazakhstan-Ukraine TBI (1994)  
 Kazakhstan-Viet Nam TBI (2009)  
 Kenya-Allemagne TBI (1996)  
 Kenya-Burundi TBI (2009)  
 Kenya-Corée TBI (2014)  
 Kenya-Émirats arabes unis TBI (2014)  
 Kenya-Finlande TBI (2008)  
 Kenya-France TBI (2007)  
 Kenya-Iran TBI (2009)  
 Kenya-Italie TBI (1996)  
 Kenya-Japon TBI (2016)  
 Kenya-Koweït TBI (2013)  
 Kenya-Maurice TBI (2012)  
 Kenya-Pays-Bas TBI (1970)  
 Kenya-Qatar TBI (2014)  
 Kenya-Suisse TBI (2006)  
 Kosovo-Albanie TBI (2016)  
 Kosovo-Autriche TBI (2010)  
 Kosovo-Belgique/Luxembourg TBI (2010)  
 Kosovo-Canada TBI (2018)  
 Kosovo-Macédoine du Nord TBI (2015)  
 Kosovo-Suisse TBI (2011)  
 Koweït-Afrique du Sud TBI (2005)  
 Koweït-Algérie TBI (2001)  
 Koweït-Allemagne TBI (1994)  
 Koweït-Autriche TBI (1996)  
 Koweït-Azerbaïdjan TBI (2009)  
 Koweït-Belgique/Luxembourg TBI (2000)  
 Koweït-Canada TBI (2011)  
 Koweït-Chine TBI (1985)  
 Koweït-Croatie TBI (1997)  
 Koweït-Danemark TBI (2001)  
 Koweït-Espagne TBI (2005)  
 Koweït-Finlande TBI (1996)  
 Koweït-Géorgie TBI (2009)  
 Koweït-Grèce TBI (2014)

- Koweït-Hongrie TBI (1989)  
 Koweït-Inde TBI (2001)  
 Koweït-Italie TBI (1987)  
 Koweït-Japon TBI (2012)  
 Koweït-Kazakhstan TBI (1997)  
 Koweït-Kenya TBI (2013)  
 Koweït-Lettonie TBI (2001)  
 Koweït-Macédoine du Nord TBI (2008)  
 Koweït-Malaisie TBI (1987)  
 Koweït-Mexique TBI (2013)  
 Koweït-Moldova TBI (2002)  
 Koweït-Monténégro TBI ( )  
 Koweït-Pays-Bas TBI (2001)  
 Koweït-Pologne TBI (1990)  
 Koweït-Portugal TBI (2007)  
 Koweït-République slovaque TBI (2009)  
 Koweït-République tchèque TBI (1996)  
 Koweït-Roumanie TBI (1991)  
 Koweït-Russie TBI (1994)  
 Koweït-Sénégal TBI (2009)  
 Koweït-Singapour TBI (2009)  
 Koweït-Slovénie TBI (2002)  
 Koweït-Suède TBI (1999)  
 Koweït-Suisse TBI (1998)  
 Koweït-République de Turquie TBI (2010)  
 Lettonie-Allemagne TBI (1993)  
 Lettonie-Arménie TBI (2005)  
 Lettonie-Autriche TBI (1994)  
 Lettonie-Azerbaïdjan TBI (2005)  
 Lettonie-Bélarus TBI (1998)  
 Lettonie-Belgique/Luxembourg TBI (1996)  
 Lettonie-Bulgarie TBI (2003)  
 Lettonie-Canada TBI (1995)  
 Lettonie-Canada TBI (2009)  
 Lettonie-Chine TBI (2004)  
 Lettonie-Corée TBI (1996)  
 Lettonie-Croatie TBI (2002)  
 Lettonie-Danemark TBI (1992)  
 Lettonie-Espagne TBI (1995)  
 Lettonie-Estonie TBI (1996)  
 Lettonie-États-Unis TBI (1995)  
 Lettonie-Finlande TBI (1992)  
 Lettonie-France TBI (1992)  
 Lettonie-Géorgie TBI (2005)  
 Lettonie-Grèce TBI (1995)  
 Lettonie-Inde TBI (2010)  
 Lettonie-Israël TBI (1994)  
 Lettonie-Italie TBI (1997)  
 Lettonie-Kazakhstan TBI (2004)  
 Lettonie-Kirghizistan TBI (2008)  
 Lettonie-Koweït TBI (2001)  
 Lettonie-Lituanie TBI (1996)  
 Lettonie-Moldova TBI (1999)  
 Lettonie-Ouzbékistan TBI (1996)  
 Lettonie-Pays-Bas TBI (1994)  
 Lettonie-Portugal TBI (1995)  
 Lettonie-République slovaque TBI (1998)  
 Lettonie-République tchèque TBI (1994)  
 Lettonie-Roumanie TBI (2001)  
 Lettonie-Royaume-Uni TBI (1994)  
 Lettonie-Singapour TBI (1998)  
 Lettonie-Suède TBI (1992)  
 Lettonie-Suisse TBI (1992)  
 Lettonie-Taïpei chinois TBI (1992)  
 Lettonie-République de Turquie TBI (1997)  
 Lettonie-Ukraine TBI (1997)  
 Lettonie-Viet Nam TBI (1995)  
 Lituanie-Albanie TBI (2007)  
 Lituanie-Allemagne TBI (1992)  
 Lituanie-Argentine TBI (1996)  
 Lituanie-Arménie TBI (2006)  
 Lituanie-Australie TBI (1998)  
 Lituanie-Autriche TBI (1996)  
 Lituanie-Azerbaïdjan TBI (2006)  
 Lituanie-Bélarus TBI (1999)  
 Lituanie-Belgique/Luxembourg TBI (1997)  
 Lituanie-Bosnie-Herzégovine TBI (2007)  
 Lituanie-Bulgarie TBI (2005)  
 Lituanie-Chine TBI (1993)  
 Lituanie-Corée TBI (1993)  
 Lituanie-Croatie TBI (2008)  
 Lituanie-Danemark TBI (1992)  
 Lituanie-Espagne TBI (1994)  
 Lituanie-Estonie TBI (1995)  
 Lituanie-États-Unis TBI (1998)  
 Lituanie-Finlande TBI (1992)  
 Lituanie-France TBI (1992)  
 Lituanie-Géorgie TBI (2005)  
 Lituanie-Grèce TBI (1996)  
 Lituanie-Inde TBI (2011)  
 Lituanie-Islande TBI (2002)  
 Lituanie-Israël TBI (1994)  
 Lituanie-Italie TBI (1994)  
 Lituanie-Jordanie TBI (2002)  
 Lituanie-Kazakhstan TBI (1994)  
 Lituanie-Kirghizistan TBI (2008)  
 Lituanie-Lettonie TBI (1996)  
 Lituanie-Macédoine du Nord TBI (2011)  
 Lituanie-Moldova TBI (1999)  
 Lituanie-Mongolie TBI (2003)  
 Lituanie-Monténégro TBI (2005)  
 Lituanie-Ouzbékistan TBI (2002)  
 Lituanie-Pays-Bas TBI (1994)  
 Lituanie-Portugal TBI (1998)  
 Lituanie-République tchèque TBI (1994)  
 Lituanie-Roumanie TBI (1994)  
 Lituanie-Royaume-Uni TBI (1993)  
 Lituanie-Russie TBI (1999)  
 Lituanie-Serbie TBI (2005)  
 Lituanie-Slovénie TBI (1998)  
 Lituanie-Suède TBI (1992)  
 Lituanie-Suisse TBI (1992)  
 Lituanie-Tadjikistan TBI (2009)  
 Lituanie-République de Turquie TBI (1994)  
 Lituanie-République de Turquie TBI (2018)  
 Lituanie-Ukraine TBI (1994)  
 Lituanie-Venezuela TBI (1995)  
 Lituanie-Viet Nam TBI (1995)  
 Macédoine du Nord-Allemagne TBI (1996)  
 Macédoine du Nord-Autriche TBI (2001)  
 Macédoine du Nord-Azerbaïdjan TBI (2013)  
 Macédoine du Nord-Belgique/Luxembourg TBI (1999)  
 Macédoine du Nord-Croatie TBI (1994)  
 Macédoine du Nord-Danemark TBI (2015)  
 Macédoine du Nord-Espagne TBI (2005)  
 Macédoine du Nord-Finlande TBI (2001)  
 Macédoine du Nord-Inde TBI (2008)  
 Macédoine du Nord-Italie TBI (1997)  
 Macédoine du Nord-Kazakhstan TBI (2012)  
 Macédoine du Nord-Kosovo TBI (2015)  
 Macédoine du Nord-Koweït TBI (2008)  
 Macédoine du Nord-Lituanie TBI (2011)  
 Macédoine du Nord-Malaisie TBI (1997)  
 Macédoine du Nord-Maroc TBI (2010)  
 Macédoine du Nord-Monténégro TBI (2010)  
 Macédoine du Nord-Pays-Bas TBI (1998)  
 Macédoine du Nord-Pologne TBI (1996)  
 Macédoine du Nord-République slovaque TBI (2009)  
 Macédoine du Nord-République tchèque TBI (2001)  
 Macédoine du Nord-République tchèque TBI (2001) - Protocole (2009)  
 Macédoine du Nord-Roumanie TBI (2000)  
 Macédoine du Nord-Roumanie TBI (2000) - Protocole (2008)  
 Macédoine du Nord-Slovénie TBI (1996)  
 Macédoine du Nord-Suède TBI (1998)  
 Macédoine du Nord-Suisse TBI (1996)  
 Macédoine du Nord-République de Turquie TBI (1995)  
 Macédoine du Nord-Ukraine TBI (1998)  
 Macédoine du Nord-Viet Nam TBI (2014)  
 Malaisie-Albanie TBI (1994)  
 Malaisie-Algérie TBI (2000)  
 Malaisie-Allemagne TBI (1960)  
 Malaisie-Arabie saoudite TBI (2000)  
 Malaisie-Argentine TBI (1994)  
 Malaisie-Australie ALE (2012)  
 Malaisie-Autriche TBI (1985)  
 Malaisie-Bahreïn TBI (1999)  
 Malaisie-Bangladesh TBI (1994)  
 Malaisie-Belgique/Luxembourg TBI (1979)  
 Malaisie-Burkina Faso TBI (1998)  
 Malaisie-Cambodge TBI (1994)  
 Malaisie-Chine TBI (1988)  
 Malaisie-Croatie TBI (1994)  
 Malaisie-Cuba TBI (1997)  
 Malaisie-Danemark TBI (1992)  
 Malaisie-Égypte TBI (1997)  
 Malaisie-Émirats arabes unis TBI (1991)  
 Malaisie-Espagne TBI (1995)  
 Malaisie-Ethiopie TBI (1998)  
 Malaisie-Finlande TBI (1985)  
 Malaisie-France TBI (1975)  
 Malaisie-Ghana TBI (1996)  
 Malaisie-Guinée TBI (1996)  
 Malaisie-Hongrie TBI (1993)  
 Malaisie-Inde TBI (1995)  
 Malaisie-Indonésie TBI (1994)  
 Malaisie-Iran TBI (2002)  
 Malaisie-Italie TBI (1988)  
 Malaisie-Japon APE (2005)  
 Malaisie-Jordanie TBI (1994)  
 Malaisie-Kazakhstan TBI (1996)  
 Malaisie-Koweït TBI (1987)  
 Malaisie-Liban TBI (1998)  
 Malaisie-Macédoine du Nord TBI (1997)  
 Malaisie-Maroc TBI (2002)  
 Malaisie-Mongolie TBI (1995)  
 Malaisie-Namibie TBI (1994)  
 Malaisie-Nouvelle-Zélande ALE (2009)  
 Malaisie-Ouzbékistan TBI (1997)  
 Malaisie-Pays-Bas TBI (1971)  
 Malaisie-Pérou TBI (1995)  
 Malaisie-Pologne TBI (1993)  
 Malaisie-République slovaque TBI (2007)

- Malaisie-République tchèque TBI (1996)  
 Malaisie-Roumanie TBI (1996)  
*Malaisie-Roumanie TBI (1996) - Protocole (2006)*  
 Malaisie-Royaume-Uni TBI (1981)  
 Malaisie-RPDC TBI (1998)  
 Malaisie-Saint-Marin TBI (2012)  
 Malaisie-Sénégal TBI (1999)  
 Malaisie-Soudan TBI (1998)  
 Malaisie-Sri Lanka TBI (1982)  
 Malaisie-Suède TBI (1979)  
 Malaisie-Suisse TBI (1978)  
 Malaisie-Syrie TBI (2009)  
 Malaisie-Taïpei chinois TBI (1993)  
 Malaisie-Turkménistan TBI (1994)  
 Malaisie-République de Turquie TBI (1998)  
 Malaisie-Uruguay TBI (1995)  
 Malaisie-Viet Nam TBI (1992)  
 Malaisie-Yémen TBI (1998)  
 Malaisie-Zimbabwe TBI (1994)  
 Mali-Algérie TBI (1996)  
 Mali-Allemagne TBI (1977)  
*Mali-Bénin TBI (2001)*  
*Mali-Cameroun TBI (2001)*  
 Mali-Canada TBI (2014)  
 Mali-Pays-Bas TBI (2003)  
 Mali-Suisse TBI (1978)  
*Mali-République de Turquie TBI (2018)*  
 Maroc-Allemagne TBI (1961)  
 Maroc-Allemagne TBI (2001)  
 Maroc-Argentine TBI (1996)  
 Maroc-Autriche TBI (1992)  
*Maroc-Belgique/Luxembourg TBI (1965)*  
 Maroc-Belgique/Luxembourg TBI (1999)  
*Maroc-Bénin TBI (2004)*  
*Maroc-Brésil ACFI (2019)*  
*Maroc-Bulgarie TBI (1996) - Protocole (2010)*  
*Maroc-Burkina Faso TBI (2007)*  
*Maroc-Cameroun TBI (2007)*  
 Maroc-Corée TBI (1999)  
*Maroc-Côte d'Ivoire TBI (2013)*  
*Maroc-Danemark TBI (2003)*  
*Maroc-Espagne TBI (1989)*  
 Maroc-Espagne TBI (1997)  
*Maroc-Estonie TBI (2009)*  
 Maroc-États-Unis ALE (2004)  
 Maroc-Finlande TBI (2001)  
*Maroc-France TBI (1975)*  
 Maroc-France TBI (1996)  
*Maroc-Gabon TBI (2004)*  
*Maroc-Gambie TBI (2006)*  
 Maroc-Grèce TBI (1994)  
*Maroc-Guinée équatoriale TBI (2005)*  
 Maroc-Hongrie TBI (1991)  
*Maroc-Inde TBI (1999)*  
 Maroc-Italie TBI (1990)  
 Maroc-Japon TBI (2020)  
 Maroc-Macédoine du Nord TBI (2010)  
 Maroc-Malaisie TBI (2002)  
 Maroc-Portugal TBI (1988)  
*Maroc-Portugal TBI (2007)*  
*Maroc-République centrafricaine TBI (2006)*  
 Maroc-République tchèque TBI (2001)  
 Maroc-République tchèque TBI (2001) - Protocole (2010)  
 Maroc-Royaume-Uni TBI (1990)  
*Maroc-Rwanda TBI (2016)*  
*Maroc-Sénégal TBI (2006)*  
 Maroc-Suède TBI (1990)  
 Maroc-Suisse TBI (1985)  
 Maroc-Ukraine TBI (2001)  
 Maurice-Afrique du Sud TBI (1998)  
 Maurice-Allemagne TBI (1971)  
 Maurice-Belgique/Luxembourg TBI (2005)  
*Maurice-Bénin TBI (2001)*  
*Maurice-Cameroun TBI (2001)*  
 Maurice-Chine ALE (2019)  
*Maurice-Chine TBI (1996)*  
 Maurice-Corée TBI (2007)  
 Maurice-Égypte TBI (2014)  
 Maurice-Finlande TBI (2007)  
*Maurice-France TBI (2010)*  
*Maurice-Inde TBI (1998)*  
*Maurice-Kenya TBI (2012)*  
 Maurice-Mozambique TBI (1997)  
 Maurice-Portugal TBI (1997)  
 Maurice-République tchèque TBI (1999)  
 Maurice-Royaume-Uni TBI (1986)  
 Maurice-Sénégal TBI (2002)  
 Maurice-Singapour TBI (2000)  
 Maurice-Suède TBI (2004)  
 Maurice-Suisse TBI (1998)  
 Maurice-République de Turquie TBI (2013)  
 Mexique-Allemagne TBI (1998)  
 Mexique-Argentine TBI (1996)  
*Mexique-Australie TBI (2005)*  
 Mexique-Autriche TBI (1998)  
 Mexique-Bahreïn TBI (2012)  
 Mexique-Bélarus TBI (2008)  
 Mexique-Belgique/Luxembourg TBI (1998)  
 Mexique-Bolivie ALE (1994)  
*Mexique-Brésil ACFI (2015)*  
 Mexique-Chili ALE (1998)  
 Mexique-Chine TBI (2008)  
 Mexique-Colombie ALE (1994)  
 Mexique-Corée TBI (2000)  
*Mexique-Costa Rica ALE (1994)*  
 Mexique-Cuba TBI (2001)  
 Mexique-Danemark TBI (2000)  
 Mexique-Émirats arabes unis TBI (2016)  
*Mexique-Espagne TBI (1995)*  
 Mexique-Espagne TBI (2006)  
 Mexique-Finlande TBI (1999)  
 Mexique-France TBI (1998)  
 Mexique-Grèce TBI (2000)  
 Mexique-Hong Kong (Chine) TBI (2020)  
*Mexique-Inde TBI (2007)*  
 Mexique-Islande TBI (2005)  
 Mexique-Italie TBI (1999)  
 Mexique-Japon APE (2004)  
 Mexique-Koweït TBI (2013)  
 Mexique-Nicaragua ALE (1997)  
 Mexique-Panama TBI (2005)  
 Mexique-Pays-Bas TBI (1998)  
 Mexique-Pérou ALE (2011)  
 Mexique-Portugal TBI (1999)  
 Mexique-République slovaque TBI (2007)  
 Mexique-République tchèque TBI (2002)  
 Mexique-Royaume-Uni TBI (2006)  
 Mexique-Singapour TBI (2009)  
 Mexique-Suède TBI (2000)  
 Mexique-Suisse TBI (1995)  
 Mexique-Trinité-et-Tobago TBI (2006)  
 Mexique-Turquie TBI (2013)  
 Mexique-Uruguay ALE (2003)  
 Mexique-Uruguay TBI (1999)  
 Moldova-Albanie TBI (2004)  
 Moldova-Allemagne TBI (1994)  
 Moldova-Allemagne TBI (1994) - Protocole (2003)  
 Moldova-Autriche TBI (2001)  
 Moldova-Azerbaïdjan TBI (1997)  
 Moldova-Bélarus TBI (1999)  
 Moldova-Belgique/Luxembourg TBI (1996)  
 Moldova-Canada TBI (2018)  
 Moldova-Chypre TBI (2007)  
 Moldova-Croatie TBI (2001)  
*Moldova-Émirats arabes unis TBI (2017)*  
 Moldova-Espagne TBI (2006)  
 Moldova-Estonie TBI (2010)  
 Moldova-États-Unis TBI (1993)  
 Moldova-Finlande TBI (1995)  
 Moldova-France TBI (1997)  
 Moldova-Géorgie TBI (1997)  
 Moldova-Grèce TBI (1998)  
 Moldova-Israël TBI (1997)  
*Moldova-Italie TBI (1997)*  
 Moldova-Kirghizistan TBI (2002)  
 Moldova-Koweït TBI (2002)  
*Moldova-Lettonie TBI (1999)*  
*Moldova-Lituanie TBI (1999)*  
 Moldova-Monténégro TBI (2014)  
 Moldova-Ouzbékistan TBI (1995)  
 Moldova-Pays-Bas TBI (1995)  
*Moldova-République slovaque TBI (2008)*  
 Moldova-République tchèque TBI (1999)  
 Moldova-République tchèque TBI (1999) - Protocole (2008)  
*Moldova-Roumanie TBI (1992) - Protocole (2009)*  
 Moldova-Royaume-Uni TBI (1996)  
*Moldova-Serbie TBI (1900)*  
 Moldova-Slovénie TBI (2003)  
 Moldova-Suisse TBI (1995)  
 Mongolie-Allemagne TBI (1991)  
 Mongolie-Autriche TBI (2001)  
 Mongolie-Belgique/Luxembourg TBI (1992)  
*Mongolie-Bulgarie TBI (2000)*  
 Mongolie-Canada TBI (2016)  
 Mongolie-Chine TBI (1991)  
 Mongolie-Danemark TBI (1995)  
*Mongolie-Égypte TBI (2004)*  
 Mongolie-États-Unis TBI (1994)  
 Mongolie-Finlande TBI (2007)  
 Mongolie-France TBI (1991)  
*Mongolie-Inde TBI (2001)*  
 Mongolie-Israël TBI (2003)  
 Mongolie-Italie TBI (1993)  
 Mongolie-Japon APE (2015)  
*Mongolie-Japon TBI (2001)*  
*Mongolie-Lituanie TBI (2003)*  
 Mongolie-Malaisie TBI (1995)  
 Mongolie-Pays-Bas TBI (1995)  
 Mongolie-République tchèque TBI (1998)  
 Mongolie-Royaume-Uni TBI (1991)  
 Mongolie-Russie TBI (1995)  
 Mongolie-Singapour TBI (1995)

- Mongolie-Suède TBI (2003)  
 Mongolie-Suisse TBI (1997)  
 Mongolie-République de Turquie TBI (1998)  
 Monténégro-Autriche TBI (2001)  
 Monténégro-Azerbaïdjan TBI (2011)  
 Monténégro-Belgique/Luxembourg TBI (2004)  
*Monténégro-Belgique/Luxembourg TBI (2010)*  
 Monténégro-Chypre TBI (2005)  
*Monténégro-Danemark TBI (2009)*  
 Monténégro-Finlande TBI (2008)  
 Monténégro-Israël TBI (2004)  
*Monténégro-Koweït TBI ()*  
 Monténégro-Lituanie TBI (2005)  
 Monténégro-Macédoine du Nord TBI (2010)  
 Monténégro-Malte TBI (2010)  
 Monténégro-Moldova TBI (2014)  
 Monténégro-Pologne TBI (1996)  
 Monténégro-République tchèque TBI (1997)  
 Monténégro-Royaume-Uni TBI (2002)  
 Monténégro-Russie TBI (1995)  
 Monténégro-Suisse TBI (2005)  
 Mozambique-Afrique du Sud TBI (1997)  
 Mozambique-Allemagne TBI (2002)  
 Mozambique-Belgique/Luxembourg TBI (2006)  
*Mozambique-Bésil ACFI (2015)*  
 Mozambique-États-Unis TBI (1998)  
 Mozambique-Finlande TBI (2004)  
 Mozambique-France TBI (2002)  
*Mozambique-Inde TBI (2009)*  
 Mozambique-Italie TBI (1998)  
*Mozambique-Japon TBI (2013)*  
 Mozambique-Maurice TBI (1997)  
 Mozambique-Pays-Bas TBI (2001)  
 Mozambique-Portugal TBI (1995)  
*Mozambique-Royaume-Uni TBI (2004)*  
 Mozambique-Suède TBI (2001)  
 Mozambique-Suisse TBI (2002)  
 Namibie-Allemagne TBI (1994)  
 Namibie-Autriche TBI (2003)  
 Namibie-Espagne TBI (2003)  
 Namibie-Finlande TBI (2002)  
 Namibie-France TBI (1998)  
 Namibie-Italie TBI (2004)  
 Namibie-Malaisie TBI (1994)  
 Namibie-Pays-Bas TBI (2002)  
 Namibie-Suisse TBI (1994)  
*Nigéria-Algérie TBI (2002)*  
 Nigéria-Allemagne TBI (2000)  
*Nigéria-Autriche TBI (2013)*  
*Nigéria-Canada TBI (2014)*  
 Nigéria-Chine TBI (2001)  
 Nigéria-Corée TBI (1998)  
 Nigéria-Espagne TBI (2002)  
 Nigéria-Finlande TBI (2005)  
 Nigéria-France TBI (1990)  
 Nigéria-Italie TBI (2000)  
 Nigéria-Pays-Bas TBI (1992)  
 Nigéria-Roumanie TBI (1998)  
 Nigéria-Royaume-Uni TBI (1990)  
 Nigéria-Serbie TBI (2002)  
*Nigéria-Singapour TBI (2016)*  
*Nigéria-Suède TBI (2002)*  
 Nigéria-Suisse TBI (2000)  
*Nigéria-République de Turquie TBI (2011)*  
 Norvège-Chili TBI (1993)  
 Norvège-Pérou TBI (1995)  
 Norvège-République tchèque TBI (1991)  
 Norvège-Russie TBI (1995)  
*Nouvelle-Zélande-Argentine TBI (1999)*  
 Nouvelle-Zélande-Australie Protocole sur l'Investissement à ANCERTA (2011)  
 Nouvelle-Zélande-Chine ALE (2008)  
 Nouvelle-Zélande-Corée ALE (2015)  
 Nouvelle-Zélande-Hong Kong (Chine) TBI (1995)  
 Nouvelle-Zélande-Malaisie ALE (2009)  
*Nouvelle-Zélande-Royaume-Uni ALE (2022)*  
 Nouvelle-Zélande-Thaïlande AGPE (2005)  
 Oman-Algérie TBI (2000)  
*Oman-Allemagne TBI (1979)*  
 Oman-Allemagne TBI (2007)  
 Oman-Autriche TBI (2001)  
*Oman-Belgique/Luxembourg TBI (2008)*  
 Oman-Bulgarie TBI (2007)  
 Oman-Chine TBI (1995)  
 Oman-Corée TBI (2003)  
 Oman-États-Unis ALE (2006)  
 Oman-Finlande TBI (1997)  
 Oman-France TBI (1994)  
*Oman-Hongrie TBI (2022)*  
*Oman-Inde TBI (1997)*  
 Oman-Italie TBI (1993)  
*Oman-Japon TBI (2015)*  
 Oman-Pays-Bas TBI (1987)  
*Oman-Pays-Bas TBI (2009)*  
 Oman-Royaume-Uni TBI (1995)  
 Oman-Singapour TBI (2007)  
 Oman-Suède TBI (1995)  
 Oman-Suisse TBI (2004)  
 Oman-République de Turquie TBI (2007)  
 Oman-Ukraine TBI (2002)  
 Ouzbékistan-Allemagne TBI (1993)  
 Ouzbékistan-Autriche TBI (2000)  
 Ouzbékistan-Belgique/Luxembourg TBI (1998)  
 Ouzbékistan-Bulgarie TBI (1998)  
 Ouzbékistan-Chine TBI (1992)  
*Ouzbékistan-Corée TBI (2019)*  
*Ouzbékistan-Égypte TBI (1992)*  
 Ouzbékistan-Espagne TBI (2003)  
*Ouzbékistan-États-Unis TBI (1994)*  
 Ouzbékistan-Finlande TBI (1992)  
 Ouzbékistan-France TBI (1993)  
 Ouzbékistan-Grèce TBI (1997)  
*Ouzbékistan-Inde TBI (1999)*  
 Ouzbékistan-Israël TBI (1994)  
*Ouzbékistan-Italie TBI (1997)*  
 Ouzbékistan-Japon TBI (2008)  
*Ouzbékistan-Lettonie TBI (1996)*  
*Ouzbékistan-Lituanie TBI (2002)*  
 Ouzbékistan-Malaisie TBI (1997)  
 Ouzbékistan-Moldova TBI (1995)  
 Ouzbékistan-Pays-Bas TBI (1996)  
 Ouzbékistan-Portugal TBI (2001)  
*Ouzbékistan-République slovaque TBI (1995)*  
 Ouzbékistan-Singapour TBI (2003)  
 Ouzbékistan-Slovénie TBI (2003)  
 Ouzbékistan-Suède TBI (2001)  
 Ouzbékistan-Suisse TBI (1993)  
 Ouzbékistan-République de Turquie TBI (1992)  
*Ouzbékistan-République de Turquie TBI (2017)*  
 Pakistan-Allemagne TBI (1959)  
*Pakistan-Allemagne TBI (2009)*  
 Pakistan-Australie TBI (1998)  
*Pakistan-Belgique/Luxembourg TBI (1998)*  
*Pakistan-Bulgarie TBI (2002)*  
 Pakistan-Chine ALE (2006)  
 Pakistan-Chine TBI (1989)  
 Pakistan-Danemark TBI (1996)  
 Pakistan-Espagne TBI (1994)  
 Pakistan-France TBI (1983)  
 Pakistan-Italie TBI (1997)  
 Pakistan-Japon TBI (1998)  
 Pakistan-Pays-Bas TBI (1988)  
 Pakistan-Portugal TBI (1995)  
 Pakistan-Roumanie TBI (1995)  
 Pakistan-Royaume-Uni TBI (1994)  
 Pakistan-Singapour TBI (1995)  
 Pakistan-Suède TBI (1981)  
 Pakistan-Suisse TBI (1995)  
*Pakistan-Tunisie TBI (1996)*  
 Pakistan-Turquie TBI (1995)  
*Pakistan-Turquie TBI (2013)*  
 Paraguay-Allemagne TBI (1993)  
 Paraguay-Autriche TBI (1993)  
 Paraguay-Autriche TBI (1993) - Échange de lettres (1997)  
 Paraguay-Belgique/Luxembourg TBI (1992)  
 Paraguay-Bolivie TBI (2001)  
 Paraguay-Chili TBI (1995)  
 Paraguay-Corée TBI (1992)  
 Paraguay-Costa Rica TBI (1998)  
 Paraguay-Cuba TBI (2000)  
*Paraguay-El Salvador TBI (1998)*  
*Paraguay-Émirats arabes unis TBI (2017)*  
*Paraguay-Équateur TBI (1994)*  
 Paraguay-Espagne TBI (1993)  
 Paraguay-France TBI (1978)  
 Paraguay-Hongrie TBI (1993)  
 Paraguay-Italie TBI (1999)  
 Paraguay-Pays-Bas TBI (1992)  
 Paraguay-Pérou TBI (1994)  
 Paraguay-Portugal TBI (1999)  
*Paraguay-Qatar TBI (2018)*  
 Paraguay-République tchèque TBI (1998)  
*Paraguay-Roumanie TBI (1994)*  
 Paraguay-Royaume-Uni TBI (1981)  
 Paraguay-Royaume-Uni TBI (1981) - Échange de lettres (1993)  
*Paraguay-Suède TBI (2009)*  
 Paraguay-Suisse TBI (1992)  
 Paraguay-Venezuela TBI (1996)  
*Pays-Bas-Afrique du Sud TBI (1995)*  
 Pays-Bas-Algérie TBI (2007)  
 Pays-Bas-Argentine TBI (1992)  
 Pays-Bas-Arménie TBI (2005)  
 Pays-Bas-Bahreïn TBI (2007)  
*Pays-Bas-Bésil TBI (1998)*  
*Pays-Bas-Bulgarie TBI (1988)*  
*Pays-Bas-Bulgarie TBI (1999)*  
 Pays-Bas-Burundi TBI (2007)  
 Pays-Bas-Cambodge TBI (2003)  
*Pays-Bas-Chili TBI (1998)*  
*Pays-Bas-Chine TBI (1985)*  
 Pays-Bas-Chine TBI (2001)  
*Pays-Bas-Corée TBI (1974)*  
 Pays-Bas-Corée TBI (2003)

- Pays-Bas-Costa Rica TBI (1999)  
*Pays-Bas-Croatie TBI (1998)*  
*Pays-Bas-Égypte TBI (1976)*  
 Pays-Bas-Égypte TBI (1996)  
*Pays-Bas-Émirats arabes unis TBI (2013)*  
*Pays-Bas-Érythrée TBI (2003)*  
*Pays-Bas-Estonie TBI (1992)*  
 Pays-Bas-Éthiopie TBI (2003)  
 Pays-Bas-Gambie TBI (2002)  
 Pays-Bas-Géorgie TBI (1998)  
 Pays-Bas-Ghana TBI (1989)  
 Pays-Bas-Guatemala TBI (2001)  
 Pays-Bas-Honduras TBI (2001)  
 Pays-Bas-Hong Kong (Chine) TBI (1992)  
*Pays-Bas-Hongrie TBI (1987)*  
*Pays-Bas-Inde TBI (1995)*  
 Pays-Bas-Jamaïque TBI (1991)  
 Pays-Bas-Jordanie TBI (1997)  
 Pays-Bas-Kazakhstan TBI (2002)  
 Pays-Bas-Kenya TBI (1970)  
 Pays-Bas-Koweït TBI (2001)  
*Pays-Bas-Lettonie TBI (1994)*  
 Pays-Bas-Liban TBI (2002)  
*Pays-Bas-Lituanie TBI (1994)*  
 Pays-Bas-Macao (Chine) TBI (2008)  
 Pays-Bas-Macédoine du Nord TBI (1998)  
 Pays-Bas-Malaisie TBI (1971)  
 Pays-Bas-Malawi TBI (2003)  
 Pays-Bas-Mali TBI (2003)  
*Pays-Bas-Malte TBI (1984)*  
 Pays-Bas-Mexique TBI (1998)  
 Pays-Bas-Moldova TBI (1995)  
 Pays-Bas-Mongolie TBI (1995)  
 Pays-Bas-Mozambique TBI (2001)  
 Pays-Bas-Namibie TBI (2002)  
 Pays-Bas-Nicaragua TBI (2000)  
 Pays-Bas-Nigéria TBI (1992)  
 Pays-Bas-Oman TBI (1987)  
*Pays-Bas-Oman TBI (2009)*  
 Pays-Bas-Ouganda TBI (2000)  
 Pays-Bas-Ouzbékistan TBI (1996)  
 Pays-Bas-Pakistan TBI (1988)  
 Pays-Bas-Panama TBI (2000)  
 Pays-Bas-Paraguay TBI (1992)  
 Pays-Bas-Pérou TBI (1994)  
 Pays-Bas-Philippines TBI (1985)  
*Pays-Bas-Pologne TBI (1992)*  
 Pays-Bas-RDP Lao TBI (2003)  
 Pays-Bas-République dominicaine TBI (2006)  
*Pays-Bas-République slovaque TBI (1991)*  
*Pays-Bas-République tchèque TBI (1991)*  
*Pays-Bas-Roumanie TBI (1983)*  
*Pays-Bas-Roumanie TBI (1994)*  
 Pays-Bas-Russie TBI (1989)  
*Pays-Bas-Sénégal TBI (1965)*  
 Pays-Bas-Sénégal TBI (1979)  
*Pays-Bas-Serbie TBI (1976)*  
 Pays-Bas-Serbie TBI (2002)  
 Pays-Bas-Singapour TBI (1972)  
*Pays-Bas-Slovénie TBI (1996)*  
 Pays-Bas-Sri Lanka TBI (1984)  
 Pays-Bas-Suriname TBI (2005)  
 Pays-Bas-Tadjikistan TBI (2002)  
 Pays-Bas-Tanzanie TBI (2001)  
*Pays-Bas-Tunisie TBI (1963)*  
 Pays-Bas-Tunisie TBI (1998)  
 Pays-Bas-République de Turquie TBI (1986)  
 Pays-Bas-Ukraine TBI (1994)  
 Pays-Bas-Uruguay TBI (1988)  
*Pays-Bas-Venezuela TBI (1991)*  
 Pays-Bas-Viet Nam TBI (1994)  
 Pays-Bas-Yémen TBI (1985)  
*Pays-Bas-Zambie TBI (2003)*  
 Pays-Bas-Zimbabwe TBI (1996)  
 Pérou-Allemagne TBI (1995)  
 Pérou-Argentine TBI (1994)  
 Pérou-Australie ALE (2018)  
*Pérou-Australie TBI (1995)*  
 Pérou-Belgique/Luxembourg TBI (2005)  
 Pérou-Bolivie TBI (1993)  
*Pérou-Brésil ETEA (2016)*  
 Pérou-Canada ALE (2008)  
*Pérou-Canada TBI (2006)*  
 Pérou-Chili ALE (2006)  
*Pérou-Chili TBI (2000)*  
 Pérou-Chine ALE (2009)  
 Pérou-Chine TBI (1994)  
*Pérou-Colombie TBI (1994)*  
 Pérou-Colombie TBI (2007)  
 Pérou-Corée ALE (2011)  
*Pérou-Corée TBI (1993)*  
 Pérou-Costa Rica ALE (2011)  
 Pérou-Cuba TBI (2000)  
 Pérou-Danemark TBI (1994)  
 Pérou-El Salvador TBI (1996)  
*Pérou-Équateur TBI (1999)*  
 Pérou-Espagne TBI (1994)  
 Pérou-États-Unis ALE (2006)  
 Pérou-Finlande TBI (1995)  
 Pérou-France TBI (1993)  
*Pérou-Guatemala ALE (2011)*  
 Pérou-Italie TBI (1994)  
 Pérou-Japon TBI (2008)  
 Pérou-Malaisie TBI (1995)  
 Pérou-Mexique ALE (2011)  
 Pérou-Norvège TBI (1995)  
 Pérou-Panama ALE (2011)  
 Pérou-Paraguay TBI (1994)  
 Pérou-Pays-Bas TBI (1994)  
 Pérou-Portugal TBI (1994)  
 Pérou-République tchèque TBI (1994)  
 Pérou-Roumanie TBI (1994)  
 Pérou-Royaume-Uni TBI (1993)  
 Pérou-Singapour ALE (2008)  
*Pérou-Singapour TBI (2003)*  
 Pérou-Suède TBI (1994)  
 Pérou-Suisse TBI (1991)  
 Pérou-Thaïlande TBI (1991)  
 Pérou-Venezuela TBI (1996)  
 Philippines-Allemagne TBI (1997)  
 Philippines-Argentine TBI (1999)  
 Philippines-Australie TBI (1995)  
 Philippines-Autriche TBI (2002)  
 Philippines-Belgique/Luxembourg TBI (1998)  
 Philippines-Canada TBI (1995)  
 Philippines-Corée TBI (1994)  
 Philippines-Espagne TBI (1993)  
 Philippines-Inde TBI (2000)  
 Philippines-Italie TBI (1988)  
 Philippines-Japon APE (2006)  
 Philippines-Pays-Bas TBI (1985)  
 Philippines-Portugal TBI (2002)  
 Philippines-Suisse TBI (1997)  
*Philippines-Taïpei chinois TBI (2017)*  
 Philippines-République de Turquie TBI (1999)  
 Pologne-Albanie TBI (1993)  
*Pologne-Allemagne TBI (1989)*  
*Pologne-Allemagne TBI (1989) - Protocole (2003)*  
 Pologne-Argentine TBI (1991)  
*Pologne-Autriche TBI (1988)*  
 Pologne-Bangladesh TBI (1997)  
*Pologne-Belgique/Luxembourg TBI (1987)*  
 Pologne-Canada TBI (1990)  
*Pologne-Chypre TBI (1992)*  
 Pologne-Émirats arabes unis TBI (1993)  
*Pologne-Espagne TBI (1992)*  
*Pologne-Finlande TBI (1990)*  
*Pologne-France TBI (1989)*  
*Pologne-Hongrie TBI (1992)*  
*Pologne-Inde TBI (1996)*  
 Pologne-Iran TBI (1998)  
 Pologne-Israël TBI (1991)  
 Pologne-Kazakhstan TBI (1994)  
 Pologne-Koweït TBI (1990)  
 Pologne-Macédoine du Nord TBI (1996)  
 Pologne-Malaisie TBI (1993)  
 Pologne-Monténégro TBI (1996)  
*Pologne-Pays-Bas TBI (1992)*  
*Pologne-Portugal TBI (1993)*  
*Pologne-République slovaque TBI (1994)*  
*Pologne-Roumanie TBI (1994)*  
*Pologne-Russie TBI (1992)*  
 Pologne-Serbie TBI (1996)  
 Pologne-Singapour TBI (1993)  
*Pologne-Slovénie TBI (1996)*  
*Pologne-Suède TBI (1989)*  
 Pologne-Suisse TBI (1989)  
 Pologne-République de Turquie TBI (1991)  
 Pologne-Ukraine TBI (1993)  
 Portugal-Albanie TBI (1998)  
 Portugal-Algérie TBI (2004)  
 Portugal-Allemagne TBI (1980)  
*Portugal-Angola TBI (1997)*  
 Portugal-Angola TBI (2008)  
 Portugal-Argentine TBI (1994)  
 Portugal-Bosnie-Herzégovine TBI (2002)  
*Portugal-Brésil TBI (1994)*  
 Portugal-Bulgarie TBI (1993)  
 Portugal-Cabo Verde TBI (1991)  
 Portugal-Chili TBI (1995)  
*Portugal-Chine TBI (1992)*  
 Portugal-Chine TBI (2005)  
*Portugal-République démocratique du Congo TBI (2010)*  
 Portugal-Corée TBI (1995)  
 Portugal-Croatie TBI (1995)  
 Portugal-Cuba TBI (1998)  
 Portugal-Égypte TBI (1999)  
 Portugal-Émirats arabes unis TBI (2011)  
*Portugal-Gabon TBI (2001)*  
 Portugal-Guinée-Bissau TBI (1991)  
 Portugal-Hongrie TBI (1992)  
*Portugal-Inde TBI (2000)*



- Portugal-Jordanie TBI (2009)  
 Portugal-Koweït TBI (2007)  
 Portugal-Lettonie TBI (1995)  
 Portugal-Libye TBI (2003)  
 Portugal-Lituanie TBI (1998)  
 Portugal-Macao (Chine) TBI (2000)  
 Portugal-Maroc TBI (1988)  
 Portugal-Maroc TBI (2007)  
 Portugal-Maurice TBI (1997)  
 Portugal-Mexique TBI (1999)  
 Portugal-Mozambique TBI (1995)  
 Portugal-Ouzbékistan TBI (2001)  
 Portugal-Pakistan TBI (1995)  
 Portugal-Paraguay TBI (1999)  
 Portugal-Pérou TBI (1994)  
 Portugal-Philippines TBI (2002)  
 Portugal-Pologne TBI (1993)  
 Portugal-Qatar TBI (2009)  
 Portugal-République slovaque TBI (1995)  
 Portugal-République tchèque TBI (1993)  
 Portugal-Roumanie TBI (1993)  
 Portugal-Russie TBI (1994)  
 Portugal-Sao Tomé-et-Principe-et-Principe TBI (1995)  
 Portugal-Sénégal TBI (2011)  
 Portugal-Serbie TBI (2009)  
 Portugal-Slovénie TBI (1997)  
 Portugal-Timor-Leste TBI (2002)  
 Portugal-Tunisie TBI (2002)  
 Portugal-République de Turquie TBI (2001)  
 Portugal-Ukraine TBI (2000)  
 Portugal-Uruguay TBI (1997)  
 Portugal-Venezuela TBI (1994)  
 Portugal-Zimbabwe TBI (1994)  
 Qatar-Afrique du Sud TBI (2003)  
 Qatar-Allemagne TBI (1996)  
 Qatar-Argentine TBI (2016)  
 Qatar-Azerbaïdjan TBI (2007)  
 Qatar-Belgique/Luxembourg TBI (2007)  
 Qatar-Bulgarie TBI (2007)  
 Qatar-Chine TBI (1999)  
 Qatar-Corée TBI (1999)  
 Qatar-Costa Rica TBI (2012)  
 Qatar-Croatie TBI (2001)  
 Qatar-Finlande TBI (2001)  
 Qatar-France TBI (1996)  
 Qatar-Inde TBI (1999)  
 Qatar-Italie TBI (2000)  
 Qatar-Jordanie TBI (2009)  
 Qatar-Kazakhstan TBI (2008)  
 Qatar-Kenya TBI (2014)  
 Qatar-Paraguay TBI (2018)  
 Qatar-Portugal TBI (2009)  
 Qatar-Roumanie TBI (1996)  
 Qatar-Roumanie TBI (1996) - Protocole (2008)  
 Qatar-Russie TBI (2007)  
 Qatar-Sénégal TBI (1998)  
 Qatar-Serbie TBI (2016)  
 Qatar-Singapour TBI (2017)  
 Qatar-Suisse TBI (2001)  
 Qatar-Ukraine TBI (2018)  
 République slovaque-Allemagne TBI (1990)  
 République slovaque-Autriche TBI (1990)  
 République slovaque-Bélarus TBI (2005)  
 République slovaque-Belgique/Luxembourg TBI (1989)  
 République slovaque-Bosnie-Herzégovine TBI (2008)  
 République slovaque-Bulgarie TBI (1994)  
 République slovaque-Canada TBI (1990)  
 République slovaque-Canada TBI (2010)  
 République slovaque-Chine TBI (1991)  
 République slovaque-Chine TBI (1991) - Protocole (2005)  
 République slovaque-Corée TBI (2005)  
 République slovaque-Croatie TBI (1996)  
 République slovaque-Croatie TBI (1996) - Protocole (2008)  
 République slovaque-Cuba TBI (1997)  
 République slovaque-Danemark TBI (1991)  
 République slovaque-Égypte TBI (1997)  
 République slovaque-Émirats arabes unis TBI (2016)  
 République slovaque-Espagne TBI (1990)  
 République slovaque-États-Unis TBI (1991)  
 République slovaque-Finlande TBI (1990)  
 République slovaque-France TBI (1990)  
 République slovaque-Grèce TBI (1991)  
 République slovaque-Inde TBI (2006)  
 République slovaque-Iran TBI (2016)  
 République slovaque-Israël TBI (1999)  
 République slovaque-Jordanie TBI (2008)  
 République slovaque-Kazakhstan TBI (2007)  
 République slovaque-Koweït TBI (2009)  
 République slovaque-Lettonie TBI (1998)  
 République slovaque-Liban TBI (2009)  
 République slovaque-Macédoine du Nord TBI (2009)  
 République slovaque-Malaisie TBI (2007)  
 République slovaque-Malte TBI (1999)  
 République slovaque-Mexique TBI (2007)  
 République slovaque-Moldova TBI (2008)  
 République slovaque-Ouzbékistan TBI (1995)  
 République slovaque-Pays-Bas TBI (1991)  
 République slovaque-Pologne TBI (1994)  
 République slovaque-Portugal TBI (1995)  
 République slovaque-Roumanie TBI (1994) - Protocole (2005)  
 République slovaque-Royaume-Uni TBI (1990)  
 République slovaque-RPDC TBI (1998)  
 République slovaque-RPDC TBI (1998) - Protocole (2009)  
 République slovaque-Russie TBI (1993)  
 République slovaque-Serbie TBI (1996)  
 République slovaque-Serbie TBI (1996) - Protocole (2004)  
 République slovaque-Singapour TBI (2006)  
 République slovaque-Slovénie TBI (1993)  
 République slovaque-Suède TBI (1990)  
 République slovaque-Suisse TBI (1990)  
 République slovaque-Syrie TBI (2009)  
 République slovaque-Tadjikistan TBI (1994)  
 République slovaque-Turkménistan TBI (1994)  
 République slovaque-République de Turquie TBI (1992)  
 République slovaque-République de Turquie TBI (2000)  
 République slovaque-République de Turquie TBI (2009)  
 République slovaque-Ukraine TBI (1994)  
 République slovaque-Ukraine TBI (2007)  
 République tchèque-Afrique du Sud TBI (1998)  
 République tchèque-Albanie TBI (1994)  
 République tchèque-Albanie TBI (1994) - Protocole (2010)  
 République tchèque-Algérie TBI (2000)  
 République tchèque-Allemagne TBI (1990)  
 République tchèque-Arabie saoudite TBI (2009)  
 République tchèque-Argentine TBI (1996)  
 République tchèque-Australie TBI (1993)  
 République tchèque-Autriche TBI (1990)  
 République tchèque-Azerbaïdjan TBI (2011)  
 République tchèque-Bahreïn TBI (2007)  
 République tchèque-Bélarus TBI (1996)  
 République tchèque-Belgique/Luxembourg TBI (1989)  
 République tchèque-Bosnie-Herzégovine TBI (2002)  
 République tchèque-Bosnie-Herzégovine TBI (2002) - Protocole (2009)  
 République tchèque-Bulgarie TBI (1999)  
 République tchèque-Cambodge TBI (2008)  
 République tchèque-Canada TBI (1990)  
 République tchèque-Canada TBI (2009)  
 République tchèque-Chili TBI (1995)  
 République tchèque-Chine TBI (1991)  
 République tchèque-Chine TBI (2005)  
 République tchèque-Chypre TBI (2001)  
 République tchèque-Croatie TBI (1996)  
 République tchèque-Croatie TBI (1996) - Protocole (2008)  
 République tchèque-Danemark TBI (1991)  
 République tchèque-Égypte TBI (1993)  
 République tchèque-El Salvador TBI (1999)  
 République tchèque-Émirats arabes unis TBI (1994)  
 République tchèque-Espagne TBI (1990)  
 République tchèque-Estonie TBI (1994)  
 République tchèque-États-Unis TBI (1991)  
 République tchèque-États-Unis TBI (1991) - Protocole (2003)  
 République tchèque-Finlande TBI (1990)  
 République tchèque-France TBI (1990)  
 République tchèque-Géorgie TBI (2009)  
 République tchèque-Grèce TBI (1991)  
 République tchèque-Guatemala TBI (2003)  
 République tchèque-Guatemala TBI (2003) - Protocole (2009)  
 République tchèque-Hongrie TBI (1993)  
 République tchèque-Inde TBI (1996) - Protocole (2010)  
 République tchèque-Indonésie TBI (1998)  
 République tchèque-Iran TBI (2017)  
 République tchèque-Irlande TBI (1996)  
 République tchèque-Israël TBI (1997)  
 République tchèque-Jordanie TBI (1997)  
 République tchèque-Jordanie TBI (1997) - Protocole (2009)  
 République tchèque-Koweït TBI (1996)  
 République tchèque-Lettonie TBI (1994)  
 République tchèque-Liban TBI (1997)  
 République tchèque-Lituanie TBI (1994)  
 République tchèque-Macédoine du Nord TBI (2001)  
 République tchèque-Macédoine du Nord TBI (2001) - Protocole (2009)  
 République tchèque-Malaisie TBI (1996)  
 République tchèque-Malte TBI (2002)  
 République tchèque-Maroc TBI (2001)  
 République tchèque-Maroc TBI (2001) - Protocole (2010)  
 République tchèque-Maurice TBI (1999)  
 République tchèque-Mexique TBI (2002)  
 République tchèque-Moldova TBI (1999)  
 République tchèque-Moldova TBI (1999) - Protocole (2008)  
 République tchèque-Mongolie TBI (1998)  
 République tchèque-Monténégro TBI (1997)  
 République tchèque-Nicaragua TBI (2002)  
 République tchèque-Norvège TBI (1991)  
 République tchèque-Panama TBI (1999)  
 République tchèque-Paraguay TBI (1998)  
 République tchèque-Pays-Bas TBI (1991)  
 République tchèque-Pérou TBI (1994)  
 République tchèque-Portugal TBI (1993)  
 République tchèque-Roumanie TBI (1993)  
 République tchèque-Roumanie TBI (1993) - Protocole (2008)  
 République tchèque-Royaume-Uni TBI (1990)  
 République tchèque-RPDC TBI (1998)

- République tchèque-Russie TBI (1994)  
 République tchèque-Serbie TBI (1997)  
 République tchèque-Serbie TBI (1997) - Protocole (2010)  
 République tchèque-Singapour TBI (1995)  
 République tchèque-Sri Lanka TBI (2011)  
 République tchèque-Suède TBI (1990)  
 République tchèque-Suisse TBI (1990)  
 République tchèque-Syrie TBI (2008)  
 République tchèque-Thaïlande TBI (1994)  
 République tchèque-Tunisie TBI (1997)  
 République tchèque-République de Turquie TBI (2009)  
 République tchèque-Ukraine TBI (1994)  
 République tchèque-Ukraine TBI (1994) - Protocole (2008)  
 République tchèque-Uruguay TBI (1996)  
 République tchèque-Uruguay TBI (1996) - Protocole (2009)  
 République tchèque-Venezuela TBI (1995)  
 République tchèque-Viet Nam TBI (1997)  
 République tchèque-Viet Nam TBI (1997) - Protocole (2008)  
 République tchèque-Yémen TBI (2008)  
 Roumanie-Albanie TBI (1994) - Protocole (2005)  
*Roumanie-Allemagne TBI (1996)*  
 Roumanie-Arménie TBI (1994)  
 Roumanie-Arménie TBI (1994) - Protocole (2006)  
 Roumanie-Australie TBI (1993)  
*Roumanie-Autriche TBI (1976)*  
 Roumanie-Autriche TBI (1996)  
 Roumanie-Azerbaïdjan TBI (2002)  
 Roumanie-Azerbaïdjan TBI (2002) - Protocole (2006)  
 Roumanie-Bangladesh TBI (1987)  
 Roumanie-Bélarus TBI (1995)  
*Roumanie-Belgique/Luxembourg TBI (1978)*  
*Roumanie-Belgique/Luxembourg TBI (1996)*  
*Roumanie-Bolivie TBI (1995)*  
 Roumanie-Bosnie-Herzégovine TBI (2001)  
*Roumanie-Canada TBI (1996)*  
 Roumanie-Canada TBI (2009)  
 Roumanie-Chine TBI (1994) - Protocole (2007)  
*Roumanie-Chypre TBI (1991)*  
 Roumanie-Corée TBI (1990)  
 Roumanie-Corée TBI (1990) - Protocole (2006)  
*Roumanie-Croatie TBI (1994)*  
 Roumanie-Cuba TBI (1996)  
*Roumanie-Danemark TBI (1980)*  
*Roumanie-Danemark TBI (1994)*  
*Roumanie-Égypte TBI (1976)*  
 Roumanie-Égypte TBI (1994) - Protocole (2007)  
*Roumanie-Espagne TBI (1995)*  
 Roumanie-États-Unis TBI (1992)  
 Roumanie-États-Unis TBI (1992) - Protocole (2003)  
*Roumanie-France TBI (1995)*  
 Roumanie-Gabon TBI (1979)  
 Roumanie-Géorgie TBI (1997)  
*Roumanie-Grèce TBI (1991)*  
*Roumanie-Inde TBI (1997)*  
 Roumanie-Inde TBI (1997) - Protocole (2009)  
*Roumanie-Indonésie TBI (1997) - Protocole (2005)*  
 Roumanie-Iran TBI (2003)  
 Roumanie-Israël TBI (1998)  
*Roumanie-Kazakhstan TBI (1996)*  
 Roumanie-Kazakhstan TBI (2010)  
 Roumanie-Koweït TBI (1991)  
*Roumanie-Lettonie TBI (2001)*  
 Roumanie-Liban TBI (1994)  
*Roumanie-Liban TBI (1994) - Protocole (2009)*  
*Roumanie-Lituanie TBI (1994)*  
 Roumanie-Macédoine du Nord TBI (2000)  
*Roumanie-Macédoine du Nord TBI (2000) - Protocole (2008)*  
 Roumanie-Malaisie TBI (1996)  
*Roumanie-Malaisie TBI (1996) - Protocole (2006)*  
*Roumanie-Moldova TBI (1992) - Protocole (2009)*  
 Roumanie-Nigéria TBI (1998)  
 Roumanie-Pakistan TBI (1995)  
*Roumanie-Paraguay TBI (1994)*  
*Roumanie-Pays-Bas TBI (1983)*  
*Roumanie-Pays-Bas TBI (1994)*  
 Roumanie-Pérou TBI (1994)  
*Roumanie-Pologne TBI (1994)*  
 Roumanie-Portugal TBI (1993)  
 Roumanie-Qatar TBI (1996)  
*Roumanie-Qatar TBI (1996) - Protocole (2008)*  
*Roumanie-République slovaque TBI (1994) - Protocole (2005)*  
*Roumanie-République tchèque TBI (1993)*  
*Roumanie-République tchèque TBI (1993) - Protocole (2008)*  
 Roumanie-Royaume-Uni TBI (1995)  
 Roumanie-RPDC TBI (1998)  
 Roumanie-RPDC TBI (1998) - Protocole (2008)  
 Roumanie-Serbie TBI (1995)  
*Roumanie-Slovénie TBI (1996)*  
 Roumanie-Sri Lanka TBI (1981)  
 Roumanie-Suède TBI (2002)  
 Roumanie-Suisse TBI (1993)  
 Roumanie-Syrie TBI (2008)  
 Roumanie-Tunisie TBI (1995)  
*Roumanie-Turkménistan TBI (1994)*  
*Roumanie-Turkménistan TBI (1994) - Protocole (2008)*  
 Roumanie-République de Turquie TBI (2008)  
*Roumanie-Ukraine TBI (1995)*  
*Roumanie-Uruguay TBI (1990) - Protocole (2010)*  
 Roumanie-Viet Nam TBI (1994)  
 Royaume-Uni-Afrique du Sud TBI (1994)  
 Royaume-Uni-Albanie TBI (1994)  
*Royaume-Uni-Angola TBI (2000)*  
 Royaume-Uni-Antigua-et-Barbuda TBI (1987)  
 Royaume-Uni-Argentine TBI (1990)  
 Royaume-Uni-Arménie TBI (1993)  
*Royaume-Uni-Australie ALE (2021)*  
 Royaume-Uni-Azerbaïdjan TBI (1996)  
 Royaume-Uni-Bahreïn TBI (1991)  
 Royaume-Uni-Bangladesh TBI (1980)  
 Royaume-Uni-Barbade TBI (1993)  
 Royaume-Uni-Bélarus TBI (1994)  
 Royaume-Uni-Belize TBI (1982)  
 Royaume-Uni-Bénin TBI (1987)  
 Royaume-Uni-Bolivie TBI (1988)  
 Royaume-Uni-Bosnie-Herzégovine TBI (2002)  
 Royaume-Uni-Bulgarie TBI (1995)  
 Royaume-Uni-Burundi TBI (1990)  
 Royaume-Uni-Cameroun TBI (1982)  
*Royaume-Uni-Canada ALE (2020)*  
 Royaume-Uni-Chili TBI (1996)  
 Royaume-Uni-Chine TBI (1986)  
*Royaume-Uni-Colombie TBI (1994)*  
 Royaume-Uni-Colombie TBI (2010)  
 Royaume-Uni-République démocratique du Congo TBI (1989)  
 Royaume-Uni-Côte d'Ivoire TBI (1995)  
 Royaume-Uni-Croatie TBI (1997)  
 Royaume-Uni-Cuba TBI (1995)  
 Royaume-Uni-Égypte TBI (1975)  
 Royaume-Uni-Émirats arabes unis TBI (1992)  
 Royaume-Uni-Équateur TBI (1994)  
 Royaume-Uni-Estonie TBI (1994)  
 Royaume-Uni-Eswatini TBI (1995)  
*Royaume-Uni-Éthiopie TBI (2009)*  
 Royaume-Uni-Géorgie TBI (1995)  
 Royaume-Uni-Ghana TBI (1989)  
 Royaume-Uni-Grenade TBI (1988)  
 Royaume-Uni-Guyana TBI (1989)  
 Royaume-Uni-Haïti TBI (1985)  
 Royaume-Uni-Honduras TBI (1993)  
 Royaume-Uni-Hong Kong (Chine) TBI (1998)  
 Royaume-Uni-Hongrie TBI (1987)  
*Royaume-Uni-Inde TBI (1994)*  
*Royaume-Uni-Indonésie TBI (1976)*  
 Royaume-Uni-Jamaïque TBI (1987)  
*Royaume-Uni-Japon AGPE (2020)*  
 Royaume-Uni-Jordanie TBI (1979)  
 Royaume-Uni-Kazakhstan TBI (1995)  
 Royaume-Uni-Kirghizistan TBI (1994)  
 Royaume-Uni-Lesotho TBI (1981)  
 Royaume-Uni-Lettonie TBI (1994)  
 Royaume-Uni-Liban TBI (1999)  
 Royaume-Uni-Lituanie TBI (1993)  
 Royaume-Uni-Malaisie TBI (1981)  
 Royaume-Uni-Malte TBI (1986)  
 Royaume-Uni-Maroc TBI (1990)  
 Royaume-Uni-Maurice TBI (1986)  
 Royaume-Uni-Mexique TBI (2006)  
 Royaume-Uni-Moldova TBI (1996)  
 Royaume-Uni-Mongolie TBI (1991)  
 Royaume-Uni-Monténégro TBI (2002)  
*Royaume-Uni-Mozambique TBI (2004)*  
 Royaume-Uni-Népal TBI (1993)  
 Royaume-Uni-Nicaragua TBI (1996)  
 Royaume-Uni-Nigéria TBI (1990)  
*Royaume-Uni-Nouvelle-Zélande ALE (2022)*  
 Royaume-Uni-Oman TBI (1995)  
 Royaume-Uni-Ouganda TBI (1998)  
 Royaume-Uni-Pakistan TBI (1994)  
 Royaume-Uni-Panama TBI (1983)  
 Royaume-Uni-Papouasie-Nouvelle-Guinée TBI (1981)  
 Royaume-Uni-Paraguay TBI (1981)  
 Royaume-Uni-Paraguay TBI (1981) - Échange de lettres (1993)  
 Royaume-Uni-Pérou TBI (1993)  
 Royaume-Uni-RDP Lao TBI (1995)  
 Royaume-Uni-République dominicaine TBI (1987)  
 Royaume-Uni-République slovaque TBI (1990)  
 Royaume-Uni-République tchèque TBI (1990)  
 Royaume-Uni-Roumanie TBI (1995)  
 Royaume-Uni-Sainte-Lucie TBI (1983)  
 Royaume-Uni-Sénégal TBI (1980)  
 Royaume-Uni-Serbie TBI (2002)  
 Royaume-Uni-Sierra Leone TBI (2000)  
 Royaume-Uni-Singapour TBI (1975)  
 Royaume-Uni-Sri Lanka TBI (1980)  
 Royaume-Uni-Tanzanie TBI (1994)  
 Royaume-Uni-Tonga TBI (1997)  
 Royaume-Uni-Trinité-et-Tobago TBI (1993)  
 Royaume-Uni-Turkménistan TBI (1995)  
 Royaume-Uni-République de Turquie TBI (1991)  
 Royaume-Uni-Ukraine TBI (1993)  
 Royaume-Uni-Uruguay TBI (1991)  
*Royaume-Uni-Vanuatu TBI (2003)*

- Royaume-Uni-Venezuela TBI (1995)  
 Royaume-Uni-Viet Nam TBI (2002)  
 Royaume-Uni-Yémen TBI (1982)  
 Russie-Afrique du Sud TBI (1998)  
 Russie-Albanie TBI (1995)  
*Russie-Algérie TBI (2006)*  
*Russie-Azerbaïdjan TBI (2014)*  
*Russie-Bahreïn TBI (2014)*  
 Russie-Émirats arabes unis TBI (2010)  
 Russie-Éthiopie TBI (1999)  
 Russie-Koweït TBI (1994)  
 Russie-Mongolie TBI (1995)  
 Russie-Monténégro TBI (1995)  
 Russie-Qatar TBI (2007)  
*Russie-République slovaque TBI (1993)*  
 Russie-Singapour TBI (2010)  
*Russie-Slovénie TBI (2000)*  
 Russie-Suède TBI (1995)  
 Russie-Suisse TBI (1990)  
 Russie-République de Türkiye TBI (1997)  
 Russie-Ukraine TBI (1998)  
 Sénégal-Allemagne TBI (1964)  
 Sénégal-Argentine TBI (1993)  
 Sénégal-Canada TBI (2014)  
*Sénégal-Espagne TBI (2007)*  
 Sénégal-Etats-Unis TBI (1983)  
 Sénégal-France TBI (2007)  
 Sénégal-Inde TBI (2008)  
 Sénégal-Italie TBI (2000)  
*Sénégal-Koweït TBI (2009)*  
 Sénégal-Malaisie TBI (1999)  
*Sénégal-Maroc TBI (2006)*  
 Sénégal-Maurice TBI (2002)  
*Sénégal-Pays-Bas TBI (1965)*  
 Sénégal-Pays-Bas TBI (1979)  
*Sénégal-Portugal TBI (2011)*  
*Sénégal-Qatar TBI (1998)*  
 Sénégal-Royaume-Uni TBI (1980)  
 Sénégal-Suède TBI (1967)  
 Sénégal-Suisse TBI (1962)  
 Sénégal-République de Türkiye TBI (2010)  
 Serbie-Albanie TBI (2002)  
 Serbie-Algérie TBI (2012)  
 Serbie-Allemagne TBI (1989)  
*Serbie-Autriche TBI (1989)*  
 Serbie-Autriche TBI (2001)  
 Serbie-Azerbaïdjan TBI (2011)  
 Serbie-Belgique/Luxembourg TBI (2004)  
 Serbie-Canada TBI (2014)  
 Serbie-Chine TBI (1995)  
 Serbie-Chypre TBI (2005)  
 Serbie-Croatie TBI (1998)  
*Serbie-Danemark TBI (2009)*  
*Serbie-Égypte TBI (2005)*  
 Serbie-Émirats arabes unis TBI (2013)  
 Serbie-Espagne TBI (2002)  
 Serbie-Finlande TBI (2005)  
 Serbie-Grèce TBI (1997)  
 Serbie-Inde TBI (2003)  
 Serbie-Israël TBI (2004)  
 Serbie-Kazakhstan TBI (2010)  
 Serbie-Lituanie TBI (2005)  
 Serbie-Malte TBI (2010)  
*Serbie-Moldova TBI (1900)*  
 Serbie-Nigéria TBI (2002)  
*Serbie-Pays-Bas TBI (1976)*  
 Serbie-Pays-Bas TBI (2002)  
 Serbie-Pologne TBI (1996)  
 Serbie-Portugal TBI (2009)  
 Serbie-Qatar TBI (2016)  
 Serbie-République slovaque TBI (1996)  
*Serbie-République slovaque TBI (1996) - Protocole (2004)*  
 Serbie-République tchèque TBI (1997)  
 Serbie-République tchèque TBI (1997) - Protocole (2010)  
 Serbie-Roumanie TBI (1995)  
 Serbie-Royaume-Uni TBI (2002)  
 Serbie-Slovénie TBI (2002)  
 Serbie-Suède TBI (1978)  
 Serbie-Suisse TBI (2005)  
*Serbie-République de Türkiye TBI (2018)*  
 Singapour-Allemagne TBI (1973)  
 Singapour-Arabie saoudite TBI (2006)  
*Singapour-Arménie TBI (2019)*  
*Singapour-Australie ALE (2003)*  
 Singapour-Australie Amendement (2016)  
 Singapour-Bahreïn TBI (2003)  
 Singapour-Bangladesh TBI (2004)  
 Singapour-Bélarus TBI (2000)  
 Singapour-Belgique/Luxembourg TBI (1978)  
 Singapour-Bulgarie TBI (2003)  
 Singapour-Cambodge TBI (1996)  
 Singapour-Chine ALE (2008)  
 Singapour-Chine ALE (2008) - Protocole (2018)  
*Singapour-Chine TBI (1985)*  
*Singapour-Colombie TBI (2013)*  
 Singapour-Corée ALE (2005)  
 Singapour-Costa Rica ALE (2010)  
 Singapour-Émirats arabes unis TBI (2011)  
 Singapour-États-Unis ALE (2003)  
 Singapour-France TBI (1975)  
 Singapour-Hongrie TBI (1997)  
 Singapour-Inde AGCE (2005)  
*Singapour-Indonésie TBI (2005)*  
 Singapour-Iran TBI (2016)  
*Singapour-Kazakhstan TBI (2018)*  
 Singapour-Koweït TBI (2009)  
 Singapour-Lettonie TBI (1998)  
 Singapour-Libye TBI (2009)  
 Singapour-Maurice TBI (2000)  
 Singapour-Mexique TBI (2009)  
 Singapour-Mongolie TBI (1995)  
 Singapour-Myanmar TBI (2019)  
*Singapour-Nigéria TBI (2016)*  
 Singapour-Oman TBI (2007)  
 Singapour-Ouzbékistan TBI (2003)  
 Singapour-Pakistan TBI (1995)  
 Singapour-Panama ALE (2006)  
 Singapour-Pays-Bas TBI (1972)  
 Singapour-Pérou ALE (2008)  
*Singapour-Pérou TBI (2003)*  
 Singapour-Pologne TBI (1993)  
 Singapour-Qatar TBI (2017)  
 Singapour-RDP Lao TBI (1997)  
 Singapour-République slovaque TBI (2006)  
 Singapour-République tchèque TBI (1995)  
 Singapour-Royaume-Uni TBI (1975)  
 Singapour-RPDC TBI (2008)  
 Singapour-Russie TBI (2010)  
 Singapour-Rwanda TBI (2018)  
 Singapour-Slovénie TBI (1999)  
 Singapour-Sri Lanka ALE (2018)  
*Singapour-Sri Lanka TBI (1980)*  
 Singapour-Suisse TBI (1978)  
 Singapour-République de Türkiye ALE (2015)  
*Singapour-République de Türkiye TBI (2008)*  
 Singapour-Ukraine TBI (2006)  
 Singapour-Viet Nam TBI (1992)  
 Slovénie-Albanie TBI (1997)  
*Slovénie-Allemagne TBI (1993)*  
 Slovénie-Autriche TBI (2001)  
*Slovénie-Bélarus TBI (2006)*  
*Slovénie-Belgique/Luxembourg TBI (1999)*  
 Slovénie-Bosnie-Herzégovine TBI (2001)  
*Slovénie-Bulgarie TBI (1998)*  
 Slovénie-Chine TBI (1993)  
*Slovénie-Croatie TBI (1997)*  
*Slovénie-Danemark TBI (1999)*  
 Slovénie-Égypte TBI (1998)  
*Slovénie-Espagne TBI (1998)*  
 Slovénie-Finlande TBI (1998)  
*Slovénie-France TBI (1998)*  
*Slovénie-Grèce TBI (1997)*  
*Slovénie-Hongrie TBI (1996)*  
*Slovénie-Inde TBI (2011)*  
 Slovénie-Israël TBI (1998)  
*Slovénie-Italie TBI (2000)*  
 Slovénie-Koweït TBI (2002)  
*Slovénie-Lituanie TBI (1998)*  
 Slovénie-Macédoine du Nord TBI (1996)  
*Slovénie-Malte TBI (2001)*  
 Slovénie-Moldova TBI (2003)  
 Slovénie-Ouzbékistan TBI (2003)  
*Slovénie-Pays-Bas TBI (1996)*  
*Slovénie-Pologne TBI (1996)*  
 Slovénie-Portugal TBI (1997)  
*Slovénie-République slovaque TBI (1993)*  
*Slovénie-Roumanie TBI (1996)*  
*Slovénie-Russie TBI (2000)*  
 Slovénie-Serbie TBI (2002)  
 Slovénie-Singapour TBI (1999)  
 Slovénie-Suède TBI (1999)  
 Slovénie-Suisse TBI (1995)  
 Slovénie-Thaïlande TBI (2000)  
 Slovénie-République de Türkiye TBI (2004)  
 Slovénie-Ukraine TBI (1999)  
 Suède-Afrique du Sud TBI (1998)  
 Suède-Albanie TBI (1995)  
 Suède-Algérie TBI (2003)  
 Suède-Arabie saoudite TBI (2008)  
 Suède-Argentine TBI (1991)  
 Suède-Arménie TBI (2006)  
 Suède-Bélarus TBI (1994)  
 Suède-Bolivie TBI (1990)  
 Suède-Bosnie-Herzégovine TBI (2000)  
 Suède-Bulgarie TBI (1994)  
 Suède-Chili TBI (1993)  
 Suède-Chine TBI (1982)  
 Suède-Corée TBI (1995)  
 Suède-Côte d'Ivoire TBI (1965)  
 Suède-Croatie TBI (2000)  
 Suède-Égypte TBI (1978)  
 Suède-Émirats arabes unis TBI (1999)

- Suède-Équateur TBI (2001)*  
 Suède-Estonie TBI (1992)  
 Suède-Éthiopie TBI (2004)  
 Suède-Géorgie TBI (2008)  
 Suède-Guatemala TBI (2004)  
 Suède-Hong Kong (Chine) TBI (1994)  
 Suède-Hongrie TBI (1987)  
*Suède-Inde TBI (2000)*  
 Suède-Indonésie TBI (1992)  
 Suède-Iran TBI (2005)  
 Suède-Kazakhstan TBI (2004)  
 Suède-Kirghizistan TBI (2002)  
 Suède-Koweït TBI (1999)  
 Suède-Lettonie TBI (1992)  
 Suède-Liban TBI (2001)  
 Suède-Lituanie TBI (1992)  
 Suède-Macédoine du Nord TBI (1998)  
 Suède-Madagascar TBI (1966)  
 Suède-Malaisie TBI (1979)  
 Suède-Malte TBI (1999)  
 Suède-Maroc TBI (1990)  
 Suède-Maurice TBI (2004)  
 Suède-Mexique TBI (2000)  
 Suède-Mongolie TBI (2003)  
 Suède-Mozambique TBI (2001)  
*Suède-Nigéria TBI (2002)*  
 Suède-Oman TBI (1995)  
 Suède-Ouzbékistan TBI (2001)  
 Suède-Pakistan TBI (1981)  
 Suède-Panama TBI (2008)  
*Suède-Paraguay TBI (2009)*  
 Suède-Pérou TBI (1994)  
*Suède-Pologne TBI (1989)*  
 Suède-RDP Lao TBI (1996)  
 Suède-République slovaque TBI (1990)  
 Suède-République tchèque TBI (1990)  
 Suède-Roumanie TBI (2002)  
 Suède-Russie TBI (1995)  
 Suède-Sénégal TBI (1967)  
 Suède-Serbie TBI (1978)  
 Suède-Slovénie TBI (1999)  
 Suède-Sri Lanka TBI (1982)  
 Suède-Tanzanie TBI (1999)  
 Suède-Thaïlande TBI (2000)  
 Suède-Tunisie TBI (1984)  
 Suède-République de Turquie TBI (1997)  
 Suède-Ukraine TBI (1995)  
 Suède-Uruguay TBI (1997)  
 Suède-Venezuela TBI (1996)  
 Suède-Yémen TBI (1983)  
*Suisse-Afrique du Sud TBI (1995)*  
 Suisse-Albanie TBI (1992)  
 Suisse-Algérie TBI (2004)  
 Suisse-Arabie saoudite TBI (2006)  
 Suisse-Argentine TBI (1991)  
 Suisse-Arménie TBI (1998)  
 Suisse-Azerbaïdjan TBI (2006)  
 Suisse-Bangladesh TBI (2000)  
 Suisse-Barbade TBI (1995)  
 Suisse-Bélarus TBI (1993)  
 Suisse-Bénin TBI (1966)  
 Suisse-Bolivie TBI (1987)  
 Suisse-Bosnie-Herzégovine TBI (2003)  
 Suisse-Botswana TBI (1998)  
 Suisse-Bulgarie TBI (1991)  
 Suisse-Burkina Faso TBI (1969)  
 Suisse-Cabo Verde TBI (1991)  
 Suisse-Cambodge TBI (1996)  
 Suisse-Cameroun TBI (1963)  
 Suisse-Chili TBI (1999)  
*Suisse-Chine TBI (1986)*  
 Suisse-Chine TBI (2009)  
 Suisse-Colombie TBI (2006)  
 Suisse-République démocratique du Congo TBI (1962)  
 Suisse-Costa Rica TBI (2000)  
 Suisse-Côte d'Ivoire TBI (1962)  
 Suisse-Croatie TBI (1996)  
 Suisse-Cuba TBI (1996)  
 Suisse-Djibouti TBI (2001)  
*Suisse-Égypte TBI (1973)*  
 Suisse-Égypte TBI (2010)  
 Suisse-El Salvador TBI (1994)  
 Suisse-Émirats arabes unis TBI (1998)  
 Suisse-Équateur TBI (1968)  
 Suisse-Estonie TBI (1992)  
 Suisse-Éthiopie TBI (1998)  
 Suisse-Gambie TBI (1993)  
 Suisse-Géorgie TBI (2014)  
 Suisse-Ghana TBI (1991)  
 Suisse-Guatemala TBI (2002)  
 Suisse-Guinée TBI (1962)  
 Suisse-Guyana TBI (2005)  
 Suisse-Honduras TBI (1993)  
 Suisse-Hong Kong (Chine) TBI (1994)  
 Suisse-Hongrie TBI (1988)  
*Suisse-Inde TBI (1997)*  
*Suisse-Indonésie TBI (1974)*  
 Suisse-Iran TBI (1998)  
 Suisse-Jamaïque TBI (1990)  
 Suisse-Japon APE (2009)  
*Suisse-Jordanie TBI (1976)*  
 Suisse-Jordanie TBI (2001)  
 Suisse-Kazakhstan TBI (1994)  
 Suisse-Kenya TBI (2006)  
 Suisse-Kirghizistan TBI (1999)  
 Suisse-Kosovo TBI (2011)  
 Suisse-Koweït TBI (1998)  
 Suisse-Lesotho TBI (2004)  
 Suisse-Lettonie TBI (1992)  
 Suisse-Liban TBI (2000)  
 Suisse-Libéria TBI (1963)  
 Suisse-Libye TBI (2003)  
 Suisse-Lituanie TBI (1992)  
 Suisse-Macédoine du Nord TBI (1996)  
*Suisse-Madagascar TBI (1964)*  
 Suisse-Madagascar TBI (2008)  
 Suisse-Malaisie TBI (1978)  
 Suisse-Mali TBI (1978)  
 Suisse-Malte TBI (1965)  
 Suisse-Maroc TBI (1985)  
 Suisse-Maurice TBI (1998)  
 Suisse-Mauritanie TBI (1976)  
 Suisse-Mexique TBI (1995)  
 Suisse-Moldova TBI (1995)  
 Suisse-Mongolie TBI (1997)  
 Suisse-Monténégro TBI (2005)  
 Suisse-Mozambique TBI (2002)  
 Suisse-Namibie TBI (1994)  
 Suisse-Nicaragua TBI (1998)  
 Suisse-Niger TBI (1962)  
 Suisse-Nigéria TBI (2000)  
 Suisse-Oman TBI (2004)  
 Suisse-Ouganda TBI (1971)  
 Suisse-Ouzbékistan TBI (1993)  
 Suisse-Pakistan TBI (1995)  
 Suisse-Panama TBI (1983)  
 Suisse-Paraguay TBI (1992)  
 Suisse-Pérou TBI (1991)  
 Suisse-Philippines TBI (1997)  
 Suisse-Pologne TBI (1989)  
 Suisse-Qatar TBI (2001)  
 Suisse-RDC TBI (1972)  
 Suisse-RDP Lao TBI (1996)  
 Suisse-République centrafricaine TBI (1973)  
 Suisse-République dominicaine TBI (2004)  
 Suisse-République slovaque TBI (1990)  
 Suisse-République tchèque TBI (1990)  
 Suisse-Roumanie TBI (1993)  
 Suisse-RPDC TBI (1998)  
 Suisse-Russie TBI (1990)  
 Suisse-Sénégal TBI (1962)  
 Suisse-Serbie TBI (2005)  
 Suisse-Singapour TBI (1978)  
 Suisse-Slovénie TBI (1995)  
 Suisse-Soudan TBI (1974)  
*Suisse-Soudan TBI (2002)*  
 Suisse-Sri Lanka TBI (1981)  
*Suisse-Syrie TBI (1977)*  
 Suisse-Syrie TBI (2007)  
 Suisse-Tadjikistan TBI (2009)  
 Suisse-Tanzanie TBI (2004)  
 Suisse-Tchad TBI (1967)  
 Suisse-Thaïlande TBI (1997)  
 Suisse-Togo TBI (1964)  
 Suisse-Trinité-et-Tobago TBI (2010)  
*Suisse-Tunisie TBI (1961)*  
 Suisse-Tunisie TBI (2012)  
 Suisse-Turkménistan TBI (2008)  
 Suisse-Ukraine TBI (1995)  
 Suisse-Uruguay TBI (1988)  
 Suisse-Venezuela TBI (1993)  
 Suisse-Viet Nam TBI (1992)  
 Suisse-Zambie TBI (1994)  
 Suisse-Zimbabwe TBI (1996)  
*Thaïlande-Allemagne TBI (1961)*  
 Thaïlande-Allemagne TBI (2002)  
 Thaïlande-Argentine TBI (2000)  
 Thaïlande-Australie ALE (2004)  
 Thaïlande-Belgique/Luxembourg TBI (2002)  
 Thaïlande-Canada TBI (1997)  
 Thaïlande-Chine TBI (1985)  
 Thaïlande-Croatie TBI (2000)  
 Thaïlande-Émirats arabes unis TBI (2015)  
 Thaïlande-États-Unis TBI (1966)  
 Thaïlande-Finlande TBI (1994)  
 Thaïlande-Hong Kong (Chine) TBI (2005)  
 Thaïlande-Hongrie TBI (1991)  
*Thaïlande-Inde TBI (2000)*  
 Thaïlande-Israël TBI (2000)  
 Thaïlande-Japon APE (2007)  
 Thaïlande-Myanmar TBI (2008)  
 Thaïlande-Nouvelle-Zélande AGPE (2005)

- Thaïlande-Pérou TBI (1991)  
 Thaïlande-République tchèque TBI (1994)  
 Thaïlande-Slovénie TBI (2000)  
 Thaïlande-Suède TBI (2000)  
 Thaïlande-Suisse TBI (1997)  
*Thaïlande-Tadjikistan TBI (2005)*  
*Thaïlande-Tanzanie TBI (2013)*  
 Thaïlande-République de Turquie TBI (2005)  
*Tunisie-Afrique du Sud TBI (2002)*  
*Tunisie-Algérie TBI (2006)*  
 Tunisie-Allemagne TBI (1963)  
 Tunisie-Autriche TBI (1995)  
*Tunisie-Belgique/Luxembourg TBI (1964)*  
 Tunisie-Belgique/Luxembourg TBI (1997)  
 Tunisie-Bulgarie TBI (2000)  
 Tunisie-Chine TBI (2004)  
*Tunisie-République démocratique du Congo TBI (2005)*  
 Tunisie-Danemark TBI (1996)  
 Tunisie-Espagne TBI (1991)  
 Tunisie-États-Unis TBI (1990)  
*Tunisie-Éthiopie TBI (2004)*  
 Tunisie-Finlande TBI (2001)  
 Tunisie-France TBI (1997)  
 Tunisie-Grèce TBI (1992)  
*Tunisie-Hongrie TBI (2003)*  
 Tunisie-Italie TBI (1985)  
 Tunisie-Malte TBI (2000)  
*Tunisie-Pakistan TBI (1996)*  
*Tunisie-Pays-Bas TBI (1963)*  
 Tunisie-Pays-Bas TBI (1998)  
 Tunisie-Portugal TBI (2002)  
 Tunisie-République tchèque TBI (1997)  
 Tunisie-Roumanie TBI (1995)  
 Tunisie-Suède TBI (1984)  
*Tunisie-Suisse TBI (1961)*  
 Tunisie-Suisse TBI (2012)  
 Tunisie-République de Turquie TBI (1995)  
 République de Turquie-Afghanistan TBI (2004)  
*République de Turquie-Afrique du Sud TBI (2000)*  
 République de Turquie-Allemagne TBI (1962)  
 République de Turquie-Arabie saoudite TBI (2006)  
 République de Turquie-Argentine TBI (1992)  
 République de Turquie-Australie TBI (2005)  
 République de Turquie-Autriche TBI (1988)  
 République de Turquie-Azerbaïdjan TBI (2011)  
 République de Turquie-Bahreïn TBI (2006)  
*République de Turquie-Bangladesh TBI (2012)*  
 République de Turquie-Bélarus TBI (1995)  
*République de Turquie-Bélarus TBI (2018)*  
 République de Turquie-Belgique/Luxembourg TBI (1986)  
 République de Turquie-Bosnie-Herzégovine TBI (1998)  
 République de Turquie-Bulgarie TBI (1994)  
*République de Turquie-Cambodge TBI (2018)*  
*République de Turquie-Cameroun TBI (2012)*  
*République de Turquie-Chine TBI (1990)*  
 République de Turquie-Chine TBI (2015)  
*République de Turquie-Colombie TBI (2014)*  
 République de Turquie-Corée TBI (1991)  
 République de Turquie-Corée TBI (2015)  
 République de Turquie-Croatie TBI (1996)  
 République de Turquie-Cuba TBI (1997)  
 République de Turquie-Danemark TBI (1990)  
 République de Turquie-Égypte TBI (1996)  
 République de Turquie-Émirats arabes unis TBI (2005)  
 République de Turquie-Espagne TBI (1995)  
 République de Turquie-Estonie TBI (1997)  
 République de Turquie-États-Unis TBI (1985)  
 République de Turquie-Éthiopie TBI (2000)  
 République de Turquie-France TBI (2006)  
*République de Turquie-Gabon TBI (2013)*  
*République de Turquie-Gambie TBI (2013)*  
*République de Turquie-Guinée TBI (2013)*  
 République de Turquie-Hongrie TBI (1992)  
*République de Turquie-Inde TBI (1998)*  
*République de Turquie-Indonésie TBI (1997)*  
 République de Turquie-Israël TBI (1996)  
 République de Turquie-Italie TBI (1995)  
 République de Turquie-Japon TBI (1992)  
 République de Turquie-Jordanie TBI (1993)  
 République de Turquie-Kazakhstan TBI (1992)  
 République de Turquie-Kirghizistan TBI (1992)  
 République de Turquie-Koweït TBI (2010)  
 République de Turquie-Lettonie TBI (1997)  
 République de Turquie-Liban TBI (2004)  
 République de Turquie-Libye TBI (2009)  
 République de Turquie-Lituanie TBI (1994)  
*République de Turquie-Lituanie TBI (2018)*  
 République de Turquie-Macédoine du Nord TBI (1995)  
 République de Turquie-Malaisie TBI (1998)  
*République de Turquie-Mali TBI (2018)*  
 République de Turquie-Maurice TBI (2013)  
 République de Turquie-Mexique TBI (2013)  
 République de Turquie-Mongolie TBI (1998)  
*République de Turquie-Nigéria TBI (2011)*  
 République de Turquie-Oman TBI (2007)  
 République de Turquie-Ouzbékistan TBI (1992)  
*République de Turquie-Ouzbékistan TBI (2017)*  
 République de Turquie-Pakistan TBI (1995)  
*République de Turquie-Pakistan TBI (2013)*  
 République de Turquie-Pays-Bas TBI (1986)  
 République de Turquie-Philippines TBI (1999)  
 République de Turquie-Pologne TBI (1991)  
 République de Turquie-Portugal TBI (2001)  
 République de Turquie-République slovaque TBI (1992)  
*République de Turquie-République slovaque TBI (2000)*  
 République de Turquie-République slovaque TBI (2009)  
 République de Turquie-République tchèque TBI (2009)  
 République de Turquie-Roumanie TBI (2008)  
 République de Turquie-Royaume-Uni TBI (1991)  
 République de Turquie-Russie TBI (1997)  
 République de Turquie-Sénégal TBI (2010)  
*République de Turquie-Serbie TBI (2018)*  
 République de Turquie-Singapour ALE (2015)  
*République de Turquie-Singapour TBI (2008)*  
 République de Turquie-Slovénie TBI (2004)  
*République de Turquie-Soudan TBI (2014)*  
 République de Turquie-Suède TBI (1997)  
 République de Turquie-Syrie TBI (2004)  
 République de Turquie-Tadjikistan TBI (1996)  
 République de Turquie-Tanzanie TBI (2011)  
 République de Turquie-Thaïlande TBI (2005)  
 République de Turquie-Tunisie TBI (1995)  
 République de Turquie-Turkménistan TBI (1992)  
*République de Turquie-Ukraine TBI (1996)*  
 République de Turquie-Ukraine TBI (2017)  
*République de Turquie-Viet Nam TBI (2014)*  
 République de Turquie-Yémen TBI (2000)  
 Ukraine-Albanie TBI (2002)  
 Ukraine-Allemagne TBI (1993)  
 Ukraine-Arabie saoudite TBI (2008)  
 Ukraine-Argentine TBI (1995)  
 Ukraine-Autriche TBI (1996)  
 Ukraine-Belgique/Luxembourg TBI (1996)  
 Ukraine-Bosnie-Herzégovine TBI (2002)  
 Ukraine-Brunei Darussalam TBI (2004)  
 Ukraine-Bulgarie TBI (1994)  
 Ukraine-Canada TBI (1994)  
 Ukraine-Chine TBI (1992)  
 Ukraine-Corée TBI (1996)  
 Ukraine-Croatie TBI (1997)  
 Ukraine-Croatie TBI (1997) - Protocole (2016)  
 Ukraine-Cuba TBI (1995)  
 Ukraine-Danemark TBI (1992)  
 Ukraine-Émirats arabes unis TBI (2003)  
 Ukraine-Espagne TBI (1998)  
 Ukraine-Estonie TBI (1995)  
 Ukraine-États-Unis TBI (1994)  
*Ukraine-Finlande TBI (1992)*  
 Ukraine-Finlande TBI (2004)  
 Ukraine-France TBI (1994)  
*Ukraine-Gambie TBI (2001)*  
 Ukraine-Géorgie TBI (1995)  
 Ukraine-Grèce TBI (1994)  
*Ukraine-Guinée équatoriale TBI (2005)*  
 Ukraine-Hongrie TBI (1994)  
*Ukraine-Inde TBI (2001)*  
 Ukraine-Iran TBI (1996)  
*Ukraine-Israël TBI (1994)*  
 Ukraine-Israël TBI (2010)  
 Ukraine-Italie TBI (1995)  
 Ukraine-Japon TBI (2015)  
 Ukraine-Jordanie TBI (2005)  
 Ukraine-Kazakhstan TBI (1994)  
*Ukraine-Kirghizistan TBI (1993)*  
 Ukraine-Lettonie TBI (1997)  
 Ukraine-Liban TBI (1996)  
 Ukraine-Lituanie TBI (1994)  
 Ukraine-Macédoine du Nord TBI (1998)  
 Ukraine-Maroc TBI (2001)  
 Ukraine-Oman TBI (2002)  
 Ukraine-Panama TBI (2003)  
 Ukraine-Pays-Bas TBI (1994)  
 Ukraine-Pologne TBI (1993)  
 Ukraine-Portugal TBI (2000)  
 Ukraine-Qatar TBI (2018)  
*Ukraine-RDC TBI (2000)*  
*Ukraine-République slovaque TBI (1994)*  
 Ukraine-République slovaque TBI (2007)  
 Ukraine-République tchèque TBI (1994)  
 Ukraine-République tchèque TBI (1994) - Protocole (2008)  
*Ukraine-Roumanie TBI (1995)*  
 Ukraine-Royaume-Uni TBI (1993)  
 Ukraine-Russie TBI (1998)  
 Ukraine-Saint-Marin TBI (2006)  
 Ukraine-Singapour TBI (2006)  
 Ukraine-Slovénie TBI (1999)  
 Ukraine-Suède TBI (1995)  
 Ukraine-Suisse TBI (1995)  
 Ukraine-Syrie TBI (2002)  
*Ukraine-République de Turquie TBI (1996)*  
 Ukraine-République de Turquie TBI (2017)  
 Uruguay-Allemagne TBI (1987)

- Uruguay-Australie TBI (2001)*  
 Uruguay-Australie TBI (2019)  
 Uruguay-Belgique/Luxembourg TBI (1991)  
 Uruguay-Canada TBI (1997)  
*Uruguay-Chili TBI (1995)*  
 Uruguay-Chili TBI (2010)  
 Uruguay-Corée TBI (2009)  
*Uruguay-Émirats arabes unis TBI (2018)*  
 Uruguay-Espagne TBI (1992)  
 Uruguay-États-Unis TBI (2005)  
 Uruguay-Finlande TBI (2002)  
 Uruguay-France TBI (1993)  
 Uruguay-Hongrie TBI (1989)  
*Uruguay-Inde TBI (2008)*  
 Uruguay-Israël TBI (1998)  
 Uruguay-Italie TBI (1990)  
 Uruguay-Japon TBI (2015)  
 Uruguay-Malaisie TBI (1995)  
 Uruguay-Mexique ALE (2003)  
 Uruguay-Mexique TBI (1999)  
 Uruguay-Pays-Bas TBI (1988)  
 Uruguay-Portugal TBI (1997)  
 Uruguay-République tchèque TBI (1996)  
 Uruguay-République tchèque TBI (1996) - Protocole (2009)  
*Uruguay-Roumanie TBI (1990) - Protocole (2010)*  
 Uruguay-Royaume-Uni TBI (1991)  
 Uruguay-Suède TBI (1997)  
 Uruguay-Suisse TBI (1988)  
 Uruguay-Viet Nam TBI (2009)  
 Viet Nam-Allemagne TBI (1993)  
 Viet Nam-Argentine TBI (1996)  
*Viet Nam-Australie TBI (1991)*  
 Viet Nam-Autriche TBI (1995)  
 Viet Nam-Belgique/Luxembourg TBI (1991)  
 Viet Nam-Chine TBI (1992)  
*Viet Nam-Corée TBI (1993)*  
 Viet Nam-Corée TBI (2003)  
 Viet Nam-Danemark TBI (1993)  
 Viet Nam-Espagne TBI (2006)  
*Viet Nam-Estonie TBI (2009)*  
*Viet Nam-Estonie TBI (2009) - Protocole (2011)*  
 Viet Nam-États-Unis ALE (2000)  
*Viet Nam-Finlande TBI (1993)*  
 Viet Nam-Finlande TBI (2008)  
 Viet Nam-France TBI (1992)  
 Viet Nam-Grèce TBI (2008)  
 Viet Nam-Hongrie TBI (1994)  
*Viet Nam-Inde TBI (1997)*  
 Viet Nam-Italie TBI (1990)  
 Viet Nam-Japon APE (2008)
- Viet Nam-Japon TBI (2003)  
 Viet Nam-Kazakhstan TBI (2009)  
 Viet Nam-Lettonie TBI (1995)  
 Viet Nam-Lituanie TBI (1995)  
 Viet Nam-Macédoine du Nord TBI (2014)  
 Viet Nam-Malaisie TBI (1992)  
 Viet Nam-Pays-Bas TBI (1994)  
 Viet Nam-République tchèque TBI (1997)  
 Viet Nam-République tchèque TBI (1997) - Protocole (2008)  
 Viet Nam-Roumanie TBI (1994)  
 Viet Nam-Royaume-Uni TBI (2002)  
 Viet Nam-Singapour TBI (1992)  
 Viet Nam-Suisse TBI (1992)  
*Viet Nam-Taïpei chinois TBI (2019)*  
*Viet Nam-République de Turquie TBI (2014)*  
 Viet Nam-Uruguay TBI (2009)
- Accord sur l'investissement AELE-Corée  
*Accord de libre-échange (ALE) AELE-Indonésie*  
 Accord de partenariat économique (APE) EU-Japon  
 AECG  
*Accord de protection des investissements UE-Viet Nam*  
*Accord de protection des investissements UE-Singapour*  
 ACEUM  
 ALEAC-RD  
 ALE Colombie-Triangle du Nord  
*ALE Corée du Sud-Amérique centrale*  
 ALE Mexique-Amérique centrale  
 ALE Mexique-Triangle du Nord  
 ALE de l'Alliance du Pacifique  
*Protocole de coopération et de facilitation de l'investissement du MERCOSUR*  
*Traité sur l'Union économique eurasienne*  
 Accord sur l'investissement Chine-ASEAN  
 Premier protocole d'amendement de l'Accord de partenariat économique global  
 ASEAN-Japon  
 ALE ASEAN-Corée du Sud  
 Accord sur l'investissement Inde-ASEAN  
*Accord trilatéral d'investissement entre la Chine, le Japon et la Corée*  
 AANZFTA  
 PACER plus  
 RCEP  
 PTPGP  
 protocole sur la finance et l'investissement de la SADC

